

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA FRONTIÈRE HUMANITAIRE AU TAPON DEL DARIÉN :
UNE GOUVERNANCE À LA CROISÉE DE L'ASSISTANCE ET DU CONTRÔLE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

DANIELA BEA

FÉVRIER 2026

Ce mémoire été évalué par le jury composé de

Élisabeth Vallet

Codirection de recherche

Frédéric Gagnon

Codirection de recherche

Nora Nagels

Évaluatrice

François Audet

Évaluateur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'ai eu le privilège d'être bien entourée du début à la fin de mon parcours universitaire. Au-delà des apprentissages, la famille, les amitiés et les rencontres ont particulièrement marqué mon cheminement, tant académique que personnel.

Je tiens à remercier Élisabeth Vallet, ma co-directrice, pour son soutien et sa confiance infaillible. Merci d'avoir cru en moi dès le tout début, de m'avoir soutenue et fait cheminer comme jeune chercheuse. Merci pour ta patience, ton écoute, tes commentaires, les projets inspirants, et les nombreuses opportunités. Je tiens également à remercier mon co-directeur Frédérick Gagnon pour son aide précieuse et ses commentaires constructifs.

Mon parcours universitaire n'aurait pas été possible sans le soutien de ma famille, même de loin. Un immense merci à mes parents, vous m'avez offert un support incommensurable dans le cadre de mes études et m'avez permis d'explorer pleinement ma curiosité intellectuelle, j'en serai éternellement reconnaissante. Gracias, mamá, por tu apoyo sin límites. Has sido una fuente de resiliencia e inspiración, y siempre lo serás. Caro, tengo mucha suerte de tenerte como hermana, como confidente, como amiga. Sé que siempre puedo contar con tu apoyo y tu confianza. Gracias a la familia que, inclusive de lejos, siempre han apoyado nuestros sueños.

Jessie, merci de m'avoir soutenu avec amour tout au long de cette aventure. Je ressens une profonde gratitude pour ton écoute, ta patience, ton humour, notre complicité intellectuelle, mais surtout, ta capacité à me ramener à l'essentiel dans les moments de remise en question. Merci à mon quatuor préféré, vous avez rendu ces dernières années riches en souvenirs et en amitiés. Lau, merci pour cette relation si précieuse et ces belles années de colocation. Je suis tellement reconnaissante d'avoir partagé une partie de mon quotidien avec toi, merci pour ton écoute et tous ces moments de complicité. Gab, merci pour toutes les séances de jasette dans les bureaux et tes histoires hilarantes, ces moments du quotidien vont beaucoup me manquer. Et Raf, au-delà de nos séances d'étude et de nos soirées dansantes, merci d'avoir été une véritable source de motivation, de réconfort et de rires toutes ces années.

Je tiens aussi à remercier toutes les personnes m'ayant permis de décrocher dans les moments d'écriture. Merci Leilla pour nos sorties matcha et nos moments de confiance, ces moments me sont particulièrement chers. Hugo, Laurent, Will, merci pour les séances de grimpe et les sorties de vélo, elles ont grandement contribué à la préservation de ma santé mentale! Un merci particulier pour Madga pour ses talents de réviseuse hors pair. Merci à la formidable équipe géopo, vous avez toutes été une véritable source de motivation. Je suis éternellement reconnaissante d'avoir grandi entourée de femmes inspirantes et bienveillantes. Un merci particulier à Andréanne, Mathilde et Maélys pour vos précieux conseils. Merci également aux collègues et ami.e.s de la Chaire Raoul-Dandurand pour les moments de décrochage, votre soutien et les opportunités.

Je tiens également à remercier les personnes ayant contribué de près à la réalisation de ce mémoire. Muchas gracias a las dos personas entrevistadas por tomarse el tiempo de responder a mis preguntas y, sobre todo, por compartir sus experiencias y conocimientos conmigo.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RÉSUMÉ.....	viii
ABSTRACT	ix
RESUMEN.....	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 L'ARTICULATION DE MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET DE LOGIQUES HUMANITAIRES AUX FRONTIÈRES	14
1.1. Au-delà de la ligne fixe, des frontières malléables	14
1.1.1. Le concept de frontièrisation au sein des études frontalières critiques	15
1.1.2. L'externalisation et l'internationalisation des frontières dans les pays de transit	17
1.1.3. Des corridors migratoires ambivalents : l'émergence d'espaces « interstitiels ».....	21
1.2. La gouvernance humanitaire de zones frontalières dangereuses.....	25
1.2.1. L'émergence des frontières humanitaires.....	26
1.2.2. La reproduction des frontières humanitaires dans des contextes variés	28
1.2.3. Les variables du travail frontalier humanitaire.....	32
1.3. Le rôle des acteur.trice.s humanitaires dans la gouvernance des migrations irrégularisées	37
1.3.1. La gouvernance mondiale des migrations irrégularisées, vers une approche de « gestion ».....	37
1.3.2. Le rôle complexe des OI/ONG/OIG au sein de la gouvernance mondiale des migrations	41
1.3.3. Entre tensions et collaborations : le pouvoir négociateur des acteurs non étatiques	45

CHAPITRE 2 LA GOUVERNANCE HUMANITAIRE DES MIGRATIONS DE TRANSIT DU PANAMA : UN PARADOXE DE LA PROTECTION	47
2.1. L'émergence d'un corridor migratoire dangereux : le <i>Tapon del Darién</i>	48
2.1.1. L'instrumentalisation d'une frontière risquée à des fins de dissuasion migratoire.....	49
2.1.2. Des régimes de pouvoir multiples aux risques différenciés	55
2.1.3. Un espace de « non-droit » au cœur de la jungle panaméenne	58
2.2. Le paradoxe de la gouvernance humanitaire des migrations irrégulières au Panama, entre impératifs sécuritaires et humanitaires.....	61
2.2.1. L'enchevêtrement de préoccupations humanitaires et sécuritaires au sein des politiques frontalières	62
2.2.2. Le rôle des agents du SENAFRONT dans la « frontière humanitaire » du Darién	70
2.2.3. La création d'une infrastructure humanitaire à la croisée du soin et du contrôle	74
 CHAPITRE 3 LA COMPLEXITÉ DU TRAVAIL FRONTALIER HUMANITAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AU DARIÉN PANAMÉEN.....	79
3.1. Le rôle ambivalent des organisations internationales au Darién panaméen.....	80
3.1.1. La protection des droits fondamentaux de la population migrante en transit.....	81
3.1.2. La « gestion » technocratique des migrations irrégularisées au Darién	85
3.1.3. Le plaidoyer restreint des organisations humanitaires au Darién.....	91
3.2. Une aide humanitaire restreinte en zones frontalières.....	94
3.2.1. Une protection humanitaire limitée au niveau spatial	95
3.2.2. La reconfiguration de l'assistance humanitaire sous contraintes matérielles	99
3.2.3. Des interventions humanitaires aux contraintes temporelles	102
 CONCLUSION	108
 Annexe A.....	115
Annexe B.....	116
Annexe C.....	118
Annexe D.....	119
Annexe E.....	120
Bibliographie.....	121

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1 : <i>Les décès recensés de 2014 à 2023 au Tapon del Darién</i>	50
Figure 2.2 : <i>Le nombre de passages à travers le Tapon del Darién selon les nationalités</i>	53
Figure 2.3 : <i>Les passages de Vénézuélien.ne.s recensés au Panama et aux États-Unis</i>	54
Figure 2.4 : <i>Routes à travers le Tapon del Darién</i>	57
Figure 2.5 : <i>La politique des « flux contrôlés »</i>	64
Figure 2.6 : <i>La campagne médiatique du Panama</i>	68
Figure 3.1 : <i>Principales routes et moyens de transport identifiés par les répondants</i>	88
Figure 3.2 : <i>Principales routes et moyens de transport identifiés par les répondants</i>	89
Figure 3.3 : <i>La campagne « Fais confiance au toucan »</i>	90
Figure 3.4 : <i>Les flux migratoires inversés en Amérique centrale</i>	106

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : <i>Les variables du travail frontalier humanitaire</i>	36
Tableau 3.1 : <i>Description des organisations ciblées</i>	82

RÉSUMÉ

Alors que les contrôles migratoires deviennent de plus en plus restrictifs sur le continent des Amériques, les trajets s'allongent, tant dans l'espace que dans le temps, et les migrant.e.s sont contraint.e.s d'emprunter des itinéraires plus dangereux. Dans ce contexte de violence croissante aux frontières, plusieurs États optent pour une gouvernance humanitaire aux frontières, qui consiste à offrir une assistance minimale tout en accentuant les contrôles frontaliers. Ce mémoire analyse ce phénomène au *Tapón del Darién*, situé à la frontière entre le Panama et la Colombie. À partir des études frontalières critiques et du concept de « travail frontalier humanitaire », il explore les interventions humanitaires au Panama, et la manière dont elles s'articulent aux mécanismes de contrôle. Ce mémoire s'intéresse à la fois aux pratiques de l'État panaméen et des organisations internationales, lesquelles contribuent à déplacer, négocier et (re)définir la frontière humanitaire au Darién.

Dans un premier temps, ce mémoire analyse la construction de ce passage frontalier dangereux, en mettant l'accent sur les acteur.trice.s impliquée.e.s et l'instrumentalisation de cette « barrière naturelle ». L'émergence d'une frontière humanitaire au Panama est ensuite étudiée, afin de démontrer comment le Panama parvient à offrir une aide humanitaire tout en renforçant le contrôle des migrations de transit et en internalisant ses frontières. Cette tension entre assistance et contrôle se manifeste à travers (1) les politiques frontalières adoptées, (2) les pratiques des agents du SENAFRONT et (3) les infrastructures humanitaires (ERM). À la lumière de ce phénomène, ce mémoire s'intéresse en outre au rôle complexe des organisations internationales. Il s'agit d'explorer comment leurs pratiques s'arriment aux dispositifs de contrôle frontalier, les contestent, ou se trouvent contraintes par ces derniers. Cette démarche permet de démontrer que les politiques frontalières sont devenues intimement liées aux tentatives humanitaires d'offrir un certain soulagement aux migrant.e.s, quoique limité et insuffisant. Ce faisant, ce mémoire contribue à la réflexion sur la gouvernance des espaces de transit et la violence aux frontières qui, bien que reconnue et atténuée, persiste.

Mots clés : Externalisation; Darién; Frontière humanitaire; Gouvernance des migrations; Internalisation; Migration de transit; Panama

ABSTRACT

As migration controls become increasingly restrictive across the Americas, journeys are becoming longer, both in terms of distance and time, and migrants are forced to take more dangerous routes. In this context of increasing violence at the borders, several states are opting for humanitarian governance at the borders, which consists of offering minimal assistance while tightening border controls. This thesis analyzes this phenomenon at the Darién Gap, located on the border between Panama and Colombia. Drawing on critical border studies and the concept of “humanitarian borderwork,” it explores humanitarian interventions in Panama and how they relate to control mechanisms. This thesis examines the practices of both the Panamanian state and international organizations, which contribute to shifting, negotiating, and (re)defining the humanitarian border in the Darién.

First, this thesis analyzes the construction of this dangerous border crossing, focusing on the actors involved and the instrumentalization of this “natural barrier.” The emergence of a humanitarian border in Panama is then examined to demonstrate how Panama manages to provide humanitarian aid while strengthening transit migration control and internalizing its borders. This tension between assistance and control is reflected in (1) the border policies implemented, (2) the practices of SENAFRONT agents, and (3) humanitarian infrastructure (ERM). In light of this phenomenon, this thesis also examines the complex role of international organizations. It explores how their practices align with, challenge, or are constrained by border control mechanisms. This approach demonstrates that border policies have become closely linked to humanitarian attempts to offer some relief to migrants, albeit limited and insufficient. In doing so, this thesis contributes to the debate on the governance of transit spaces and violence at borders, which, although recognized and mitigated, persists.

Keywords: Externalization; Darién; Humanitarian Border; Internalization; Migration Governance; Panama; Transit migration

RESUMEN

A medida que los controles migratorios se vuelven cada vez más restrictivos en el continente americano, los viajes se alargan, tanto en espacio como en tiempo, y los migrantes se ven obligados a tomar rutas más peligrosas. En este contexto de creciente violencia en las fronteras, varios Estados optan por una gobernanza humanitaria en las fronteras, que consiste en ofrecer una asistencia mínima al tiempo que se refuerzan los controles fronterizos. Esta tesis analiza este fenómeno en el Tapón del Darién, situado en la frontera entre Panamá y Colombia. A partir de los estudios críticos sobre las fronteras y del concepto de «trabajo humanitario fronterizo», explora las intervenciones humanitarias en Panamá y la forma en que se articulan con los mecanismos de control. Esta tesis se centra en las prácticas del Estado panameño y de las organizaciones internacionales, que contribuyen a desplazar, negociar y (re)definir la frontera humanitaria en el Darién.

En primer lugar, esta tesis analiza la construcción de este peligroso paso fronterizo, haciendo énfasis en los actores involucrados y la instrumentalización de esta «barrera natural». A continuación, se estudia la aparición de una frontera humanitaria en Panamá, con el fin de demostrar cómo Panamá logra ofrecer ayuda humanitaria al tiempo que refuerza el control de las migraciones de tránsito e internaliza sus fronteras. Esta tensión entre la asistencia y el control se manifiesta a través de (1) las políticas fronterizas adoptadas, (2) las prácticas de los agentes del SENAFRONT y (3) las infraestructuras humanitarias (ERM). A la luz de este fenómeno, esta tesis se interesa además por el complejo papel de las organizaciones internacionales. Se trata de explorar cómo sus prácticas se alinean con los dispositivos de control fronterizo, los cuestionan o se ven limitadas por ellos. Este enfoque permite demostrar que las políticas fronterizas se han vuelto íntimamente relacionadas con los intentos humanitarios de ofrecer cierto alivio a los migrantes, aunque sea limitado e insuficiente. De este modo, esta tesis contribuye a la reflexión sobre la gobernanza de los espacios de tránsito y la violencia en las fronteras que, aunque reconocida y atenuada, persiste.

Palabras clave: Externalización; Darién; Frontera humanitaria; Gobernanza de la migración; Internalización; Migración de tránsito; Panamá

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

DHS	Department of Homeland Security
ERM	Estaciones de Recepción Migratoria
FARC	Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HIAS	Hebrew Immigrant Aid Society
HRW	Human Rights Watch
ICRC	Comité international de la Croix-Rouge
IFRC	Fédération internationale de la Croix-Rouge
MMC	Mixed Migration Centre
MINSEG	Ministère des Affaires publiques du Panama
MIRE	Ministère des Affaires étrangères du Panama
MPI	Migration Policy Institute
MSF	Médecins sans Frontières
OIM	Organisation internationale pour les migrations
R4V	Regional Inter-Agency Coordination Platform for the Response for Venezuelans
SENAFRONT	Servicio Nacional de Fronteras (Service national des frontières)
SNM	Servicio Nacional de Migración (Service national de la migration)
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund

INTRODUCTION

Caminante, no hay puentes, se hace puentes al andar.
Gloria Anzaldúa

Face à la multiplication des contrôles frontaliers restrictifs et des espaces de transit dans les Amériques, les flux migratoires terrestres dans les Amériques soulèvent des préoccupations humanitaires croissantes (Álvarez, 2020, 2022, 2023). En effet, la prolifération des restrictions de visa (Human Rights Watch [HRW], 2022; Mau et al., 2015), la sécurité accrue aux frontières (Beylier et al., 2021), la présence de groupes armés (International Crisis Group, 2023; Álvarez, Pedone et Miranda, 2021) ainsi que les inégalités économiques croissantes (Pappier et Yates, 2023; Álvarez, 2020, 2022) engendrent une hausse de la migration de transit (Schmidtke, 2022). Pourtant, la littérature sur les migrations et les parcours migratoires se concentrent majoritairement sur les parcours « réussis », c'est-à-dire sur les migrant.e.s¹ qui parviennent à se rendre aux pays de destination, tandis que les migrations en cours, bloquées ou interrompues, demeurent négligées (Mainwaring et Brigden, 2016). Alors que les contrôles migratoires deviennent de plus en plus restrictifs, les trajets s'allongent, tant dans l'espace que dans le temps, et les migrant.e.s sont contraint.e.s d'emprunter des itinéraires plus longs et dangereux (Miranda et Silva, 2022; Schapendonk et Steel, 2014). Les mécanismes de contrôle frontalier ainsi que la mobilité des migrant.e.s entraînent en ce sens l'émergence de nouveaux corridors migratoires² (Álvarez, 2022; Pedone et Miranda, 2021; Üstübici et al., 2023) et d'espaces humanitaires variables (Walters, 2010; Pallister-Wilkins, 2017a).

¹ Dans le cadre de ce travail, nous emploierons le terme « migrant.e.s » de manière inclusive, c'est-à-dire en incluant à la fois les réfugié.e.s et les migrant.e.s économiques. La distinction entre ces catégories est contestée sur le plan politique, conceptuel, juridique et pratique, notamment en raison de la fluidité des statuts migratoires. Les motifs de la migration sont complexes et une personne peut passer d'une catégorie à l'autre en fonction de l'environnement juridique et de ses expériences en cours de migration. De plus, une multitude de facteurs sont habituellement à considérer en ce qui a trait aux causes des migrations (Mainwaring et Brigden, 2016). En Amérique latine, l'existence d'une migration mixte est particulièrement visible dans la mesure où les migrant.e.s économiques empruntent les mêmes routes que les personnes ayant besoin d'une protection (Gomez et Herrera, 2022). Dans le cadre de la présente étude, le terme « migrant.e » exclue toutefois les migrant.e.s déplacé.e.s. à l'interne.

² S'appuyant sur les postulats des géographies de la mobilité et des études critiques sur les migrations et les frontières, la notion de corridor migratoire fait référence à la tension entre la mobilité et le contrôle qui, conjointement, (re)produisent les trajectoires migratoires sud-nord et nord-sud (Álvarez, 2023).

L'une des zones frontalières marquées par la dangerosité de sa traversée et l'émergence de préoccupations humanitaires est le *Tapon del Darién*³, située à la frontière entre la Colombie et le Panama. Tout comme d'autres points de passage frontalier risqués – tels que le désert de Sonora à la frontière entre le Mexique et les États-Unis ou la Méditerranée – le *Tapon del Darién* est particulièrement inaccessible (Yates, 2024; De León 2015). Ce tronçon naturel s'étalant sur près de 100 kilomètres constitue le seul point de discontinuité de la route Panaméricaine reliant l'Arctique à l'Argentine (Córdoba Mendoza, 2024; Pappier et Yates, 2023). Différents itinéraires non officiels permettent aux migrant.e.s de traverser à pied et/ou en bateau la jungle au Darién à partir de la Colombie. La traversée s'étale sur 2 à 15 jours, une durée variant selon les conditions physiques et financières des migrant.e.s (Sarrut, 2024). S'agissant d'une forêt tropicale dense, la zone frontalière abrite une diversité de flore et de faune et se caractérise par des conditions environnementales et géographiques extrêmes (Miller, 2014). Les risques associés à la traversée de cette frontière ont d'ailleurs fait l'objet de plusieurs rapports et d'une couverture médiatique importante, mettant en lumière les dangers imposés par les conditions du terrain (Miller, 2014: 192; Yates, 2024), la présence de groupes armés (HRW, 2023; Mixed Migration Centre [MMC], 2022; Severiche et al., 2019; Cajiao et al., 2022; International Crisis Group, 2023) et le manque de services de base dans la région (Drost, 2020). En 2024 seulement, les autorités panaméennes ont d'ailleurs recensé près de 174 décès⁴ (OIM, 2024).

Historiquement décrite comme infranchissable et inhospitalière, cette jungle incarne dans l'imaginaire collectif une zone « tampon » due à son apparente capacité à bloquer le passage (Sarrut, 2024; Miller, 2014). Pourtant, malgré les dangers et les obstacles de cette jungle, elle est devenue un espace de transit majeur pour la migration irrégularisée⁵ se dirigeant majoritairement

³ Dans le cadre ce travail, nous préservons le terme en espagnol car nous souhaitons préserver l'imaginaire de barrière ou encore de « mur » naturel associé à cet espace - d'où la pertinence de faire mention du *Tapon* (bouchon) *del Darién*. La jungle du Darién sera également mobilisée.

⁴ Ce chiffre ne représente qu'une fraction du nombre de décès, les informations fournies par les familles, les amis et les compagnons de voyage n'étant pas pleinement considérées dans les protocoles de comptabilisation actuels (Yates, 2024).

⁵ Ici, nous nous référons à des migrations « irrégularisées » plutôt qu'« irrégulières » ou « illégales » pour désigner tout.e migrant.e qui ne se conforme pas au régime migratoire d'un pays ou d'une région donnée. Les différentes étiquettes octroyées aux migrant.e.s – statut il/légal, non/autorisé, demandeur.euse d'asile, etc. – peuvent varier d'un pays à un autre et sont sujettes aux redéfinitions. En ce sens, ces catégories sont des constructions politiques, sociales et historiques et conduisent souvent à des fausses dichotomies sur les migrant.e.s La terminologie « irrégularisé.e » permet ainsi de reconnaître que cette condition est dérivée du contrôle de l'État (Álvarez, 2021). Elle s'inscrit

vers les États-Unis et le Canada (Pappier et Yates, 2023), bien que le nombre de passages ait drastiquement diminué à partir de janvier 2025⁶. Selon les données officielles du gouvernement du Panama⁷, le nombre de passages migratoires à travers cette zone s'est intensifié au cours des dernières années; près de 133 000 migrant.e.s ont effectué la traversée du *Tapon du Darién* en 2021, 211 000 en 2022 et 520 085 en 2023 (Servicio Nacional de Migración de Panama [SNM], 2022, 2023). La population migrante contrainte de traverser le Darién s'est d'ailleurs diversifiée au fil des ans; plusieurs rapports constatent la présence de migrant.e.s extracontinentaux.ales⁸ (Miraglia, 2016; Yates, 2021; Miranda, 2021), de migration secondaire⁹ (International Crisis Group, 2023) et, de plus en plus, de familles avec des mineur.e.s, de femmes ainsi que mineur.e.s non accompagné.e.s ou séparé.e.s en cours de route (HRW, 2023; UNICEF, 2022; Naranjo et al., 2023). L'année 2024 a toutefois connu une baisse – 302 203 passages irrégularisés ont été recensés (SNM, 2024) – tandis qu'en 2025, la migration a chuté de 94% par rapport à la même période de l'année précédente (EFE, 2025).

Cette jungle n'est pourtant qu'un site dans un vaste réseau d'espaces de transit dispersés, de lieux d'attente et de corridors migratoires produits par le régime de contrôle des frontières et la mobilité des migrant.e.s. Aussi dangereux soit-il, le *Tapon del Darién* demeure la seule voie terrestre reliant l'Amérique du Sud à l'Amérique centrale (Pappier et Yates, 2023). Ce corridor migratoire soulève dès lors des préoccupations humanitaires, tant au niveau local qu'international (Schlabach, 2020;

également dans le rejet de toute connotation criminelle associée à la migration et à la déshumanisation de cette dernière (Nyberg Sorensen et Gammeltoft-Hansen, 2013).

⁶ Cette baisse s'inscrit dans le contexte de politiques plus restrictives aux frontières sud du Panama (Coriat, 2024; Córdoba Mendoza, 2024) et des États-Unis, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump (Davier, 2025; Bueno et Müller, 2025; R4V, 2025). Celles-ci entraînent une baisse significative du nombre de passages irrégularisés au Darién et, éventuellement, la fermeture des ERM en mars 2025.

⁷ Ces chiffres sont produits par la police frontalière du Panama (SENAFRONT) dans les camps de réception migratoire au Panama, à la sortie de la jungle. La Colombie, de son côté, n'enregistre pas le nombre d'entrées dans la jungle. Le nombre de passages irrégularisés enregistré correspond en ce sens aux personnes ayant survécu et/ou étant passées par les points de contrôle panaméen, et non pas à celles ayant traversé la frontière.

⁸ Les migrant.e.s extracontinentaux.ales, venant en particulier d'Afrique centrale et occidentale, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud, transitent par un pays d'Amérique du Sud puis par la frontière colombo-panaméenne pour se rendre aux États-Unis ou au Canada (Miraglia, 2016; Yates, 2021).

⁹ Une grande part des traversées s'agit d'une migration secondaire, celle-ci désignant le mouvement d'individus quittant leur nouveau pays de résidence des années après avoir fui leur pays d'origine. Ce phénomène survient notamment en raison de difficultés économiques, de la précarité du statut légal, des impacts socio-économiques de la pandémie ou d'actes xénophobes, entre autres (HCR, 2022; International Crisis Group, 2023).

HRW, 2023; Schmidtke et Yates, 2024). Le gouvernement panaméen se démarque d'autres pays de la région par son approche « humanitaire » face à la migration transitant par le Darién (Calviño, 2024). Il a notamment mis en place des stations de réception migratoire à la sortie de la jungle, où les personnes migrantes peuvent recevoir une assistance humanitaire limitée – nourriture, de soins médicaux, d'hébergement ou de transport – par une variété d'acteur.trice.s (Oficina Regional de la OIM para América del Sur, 2022). Diverses organisations internationales (OI), non-gouvernementales (ONG) et intergouvernementales (OIG) se sont progressivement installées dans la province du Darién, dont l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), Médecins sans frontières (MSF), le Comité international de Croix-Rouge au Panama (ICRC)/la Fédération internationale de la Croix-Rouge (IFRC) de et le *Hebrew Immigrant Aid Society* (HIAS), entre autres (Schmidtke et Yates, 2024). Au cours des dernières années, la frontière colombo-panaméenne a été parallèlement marquée par l'adoption de nouvelles politiques par le Panama, avec le soutien des États-Unis. Parmi ces dernières figure la politique de « flux contrôlé » (*flujo controlado*) qui, adoptée conjointement par le Panama et le Costa Rica, prévoit l'enregistrement des migrant.e.s, l'assistance humanitaire et le transfert en autobus vers le pays voisin une fois la jungle traversée. Le Panama a depuis annoncé une série de mesures plus restrictives avec le soutien des États-Unis, incluant l'installation de barbelés, l'expulsion des migrant.e.s et l'imposition d'amendes (Schmidtke et Yates, 2024).

Un pan de la littérature sur les frontières et la mobilité s'intéresse en outre à la coexistence – voire l'imbrication – de pratiques humanitaires et sécuritaires dans les espaces frontaliers, notamment à travers le concept de « frontière humanitaire » (Walters, 2011). Celle-ci désigne un mode de gouvernance au sein duquel les mécanismes de contrôle frontalier sont de plus en plus liés aux tentatives humanitaires d'offrir un certain soulagement aux migrant.e.s (*Ibid.*; Jones et al., 2017; Pallister-Wilkins, 2017b). La frontière humanitaire émerge ainsi dans le contexte de la violence croissante des frontières et des territoires, lorsque le franchissement de ces dernières devient une « question de vie ou de mort » (Walters, 2011). Ce type de gouvernance permet de réconcilier la protection des populations mobiles vulnérables et celle de la sécurité de l'État. Loin de s'opposer (*Ibid.*), les impératifs de protection et de sécurité s'articulent dans la gouvernance humanitaire qui vise à limiter la violence aux frontières sans remettre en question les contrôles frontaliers (Pallister-Wilkins, 2015; Williams, 2015). Cet humanitarisme est pratiqué sur de multiples sites et par une

variété d'acteur.trice.s, chacun.e.s co-produisant et/ou contestant la frontière à leur façon. En effet, tant les États que les acteur.trice.s non étatiques, dont les organisations humanitaires, jouent un rôle dans l'articulation de ces pratiques (Ticktin, 2006; Walters, 2011; Sørensen, 2012; Pallister-Wilkins, 2017b, 2018; Ambrosini, 2017, 2018). La place grandissante des acteur.trice.s non étatiques dans la gouvernance des migrations mérite d'ailleurs d'être soulignée, notamment dans les zones frontalières de transit (Rumford, 2008; Parker et Vaughan-Williams, 2009; Geiger et Pécoud, 2014; Garnier, 2014; Cuttitta, 2022; Calarco, 2022; Lambert, 2023). Le *Tapon del Darién* nous offre en ce sens un microcosme des politiques migratoires et de la violence aux frontières qui sont devenues intimement liées aux tentatives humanitaires d'offrir un certain soulagement (Pallister-Wilkins, 2017b; Jones et al., 2017).

L'articulation de logiques humanitaires et sécuritaires dans le cadre de la gouvernance de cet espace frontalier demeure toutefois peu analysée. La plupart des études sur le Darién se penchent davantage sur l'évolution des tendances migratoires, les enjeux d'insécurité et les acteur.trice.s clés dans la région (Severiche et al., 2019; Cajiao et al., 2022; Pappier et Yates, 2023; Sarrut et al., 2023; Schmidtke et Yates, 2024; Stundal et al., 2024). Des articles scientifiques plus récents s'intéressent en outre au rôle des réseaux sociaux dans l'organisation et la planification des trajets migratoires (Córdoba Mendoza, 2024), à la représentation médiatique des risques au Darién (Sarrut, 2024) ou encore à l'accès aux soins de santé (Panchenko et al., 2023; Jaramillo Contreras et al., 2024). La littérature sur les frontières humanitaires est quant à elle majoritairement axée sur l'Europe (Walter, 2011; Vaughan-Williams, 2015; Garelli et Tazzioli, 2018; Pallister-Wilkins, 2018) et les États-Unis (Williams, 2015). Quelques études particulièrement récentes se sont penchées sur les cas du Niger (Lambert, 2023), de la Libye (Phillips, 2023), du Chili (Stefoni et al., 2023), du Brésil (Bronte, 2023) et du Costa Rica (2019). Ce constat s'applique également à la littérature sur le rôle complexe des organisations humanitaires dans les zones frontalières de transit. Alors que des pays du sud de l'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient ont fait l'objet de diverses études empiriques (Collyer, 2007; Schapendonk et Steel, 2014; Geiger et Pécoud, 2014; Cuttitta, 2022; Calarco, 2022), d'autres régions, telles que l'Amérique latine, demeurent sous-étudiées sous cet angle d'analyse (Herrera et Berg, 2019; Missbach et Phillips, 2020; Álvarez, 2023).

Question de recherche, thèse et objectifs

À la lumière des lacunes empiriques, la question de recherche est la suivante : comment les pratiques humanitaires de l'État panaméen et des organisations humanitaires s'articulent-elles avec les mécanismes de contrôle frontaliers au Darién panaméen?

L'objectif général du présent mémoire est de porter un regard critique sur la gouvernance des migrations à cet espace frontalier de transit où peuvent coexister des formes de contrôle et d'aide humanitaire. Il s'agit d'analyser les pratiques humanitaires de l'État panaméen et des organisations internationales (OI), intergouvernementales (OIG) et non-gouvernementales (ONG) dans un espace frontalier, et ce, à l'aune des particularités locales et des dynamiques globales liées à l'externalisation de la frontière étatsunienne. En s'appuyant sur le cas du *Tapon del Darién*, ce mémoire souhaite relever la nature changeante des frontières, et ce, à travers les pratiques sous-jacentes de la gouvernance humanitaire des migrations irrégularisées. Il s'intéresse aux ambiguïtés des pratiques humanitaires et à leur articulation avec des dispositifs frontaliers qui tentent de freiner les migrations irrégularisées. Il est également question de considérer le caractère négocié et limité des pratiques frontalières humanitaires des OI, ONG et OIG dans cet espace frontalier de transit. Cela permet d'identifier les types de soins offerts, en explorant toutefois leurs contraintes, afin d'analyser dans quelle mesure elles contribuent à réduire, ou du moins atténuer, les risques de cet espace de transit. Cette étude de cas nous permet ainsi de contribuer à la littérature sur les modèles émergents de gouvernance humanitaire aux frontières, et ce, au-delà des contextes méditerranéens et européens.

En s'appuyant sur les études frontalières critiques et les travaux de Walters (2011) et Pallister-Wilkins (2017), le présent mémoire émet la thèse que l'émergence d'une « frontière humanitaire » au Darién panaméen permet d'articuler les pratiques humanitaires aux dispositifs de contrôle et de surveillance. Ce type de gouvernance humanitaire permet d'offrir des soins limités aux migrant.e.s, tout en exerçant un contrôle et une surveillance accrue aux frontières. Comme le souligne Walters, il s'agit d'une « manière de gouverner cette situation inédite et de compenser la violence sociale incarnée par le régime de contrôle des migrations » (2011: 139), sans toutefois résoudre les enjeux d'irrégularité ni les risques aux frontières (Stefoni et al., 2023). Au Darién, les pratiques humanitaires et sécuritaires s'articulent de manière à réconcilier la protection des populations

mobiles et celle du territoire souverain (Williams, 2015). Le Panama se retrouve dès lors à la croisée de logiques d'assistance et de contrôle de la mobilité, et ce, dans un contexte de pression croissante exercée par les États-Unis (García et González, 2022; Jaramillo Contreras, 2023). Dans ce contexte, les OI fournissent une protection minimale aux migrant.e.s, en collaborant et/ou négociant avec l'État et les communautés locales. Bien que cette gouvernance aille au-delà du simple constat de la violence aux frontières (Redfield, 2006; Walters, 2011), les interventions humanitaires sont limitées par des contraintes spatiales, matérielles et temporelles.

Méthodologie

Dans l'optique de saisir la complexité des pratiques humanitaires dans les zones frontalières entre la Colombie et le Panama, ce mémoire s'appuie sur une méthode de recherche qualitative mixte: une analyse documentaire et des entretiens semi-dirigés. Cette approche méthodologique s'inspire des études sur le travail frontalier humanitaire (Pallister-Wilkins, 2017b, 2018; Cuttitta, 2022; Calarco, 2022), qui proposent d'analyser les pratiques humanitaires, notamment à l'aune des contextes spécifiques et des variations spatio-temporelles. La méthode proposée offre une flexibilité méthodologique permettant de considérer le caractère changeant, négocié et ambigu des pratiques frontalières (Rumford, 2008; Parker et Vaughan-Williams, 2012) ainsi que la variété des acteur.trice.s impliqué.e.s (Geiger et Pécoud, 2014).

Ce mémoire se penche plus particulièrement sur les pratiques frontalières humanitaires du gouvernement et des organisations humanitaires internationales, du côté panaméen. Ce dernier joue un rôle crucial dans la gestion des soins, de l'accueil et de l'enregistrement des migrant.e.s à la suite de leur traversée du Darién. Cet angle d'analyse permet de bénéficier de l'accès aux données du gouvernement panaméen et d'examiner la mise en œuvre de politiques de contrôle plus restrictives soutenues par les États-Unis, offrant ainsi une étude de cas riche qui demeure peu étudié sous cet angle. Dans le cadre de ce mémoire, le terme de transit est employé à la fois pour les migrant.e.s en route et pour les pays d'Amérique centrale qu'ils traversent, tout en restant critique à l'égard d'une logique sud-nord trop rigide et linéaire négligeant les détours et les changements d'avis qui façonnent les trajectoires (Winters et Izaguirre, 2019).

La sélection des acteur.trice.s ciblé.e.s par la présente analyse est basée sur l’accessibilité des documents produits par ces derniers.ères. En raison de l’incapacité de la chercheuse de mener un travail de terrain dans la province du Darién¹⁰ et des ressources limitées disponibles sur la gouvernance de cet espace frontalier, les acteur.trice.s sélectionné.e.s. incluent l’État panaméen, dont les instances du *Servicio Nacional de Migración* (SNM) et du *Servicio Nacional de Fronteras* (SENAFRONT), ainsi que cinq organisations – OIM, HCR, MSF, HIAS et IFRC¹¹. Ces organisations ont été choisies en raison de leur présence sur le terrain, leur rôle central dans la gouvernance des migrations au Panama ainsi que leur production documentaire pertinente, celle-ci mettant en lumière leurs pratiques humanitaires dans la région du Darién. Ce choix méthodologique repose également sur la possibilité d’effectuer un entretien avec une personne travaillant au sein de ces organisations, notamment dans l’optique de collecter des informations supplémentaires et/ou complémentaires sur leurs pratiques et les particularités de ce corridor migratoire.

L’analyse documentaire repose à la fois sur l’étude de sources premières et secondaires sur la gouvernance humanitaire du *Tapón del Darién*. Aux fins de la présente analyse, les documents étudiés couvrent la période de janvier 2015 à juillet 2025, soit les années marquées par la hausse, puis la baisse, des flux migratoires à travers le *Tapón del Darién*. L’émergence de nouvelles pratiques humanitaires et de contrôle a d’ailleurs eu lieu au cours de cette même période. Ce choix temporel reflète la volonté de considérer les changements dans les politiques migratoires et l’introduction de nouveaux.elles acteur.trice.s humanitaires. Les documents sont sélectionnés selon leur pertinence thématique et leur accessibilité, produites par des acteur.trice.s étatiques, internationaux.ales et académiques. Il convient aussi de souligner que ce mémoire a été rédigé dans un contexte de profonds changements, dont la baisse significative du nombre de passages par le

¹⁰ Initialement, une enquête terrain au sein des campements gérés par l’ONU et l’État panaméen était prévue afin d’élargir l’éventail des personnes potentiellement interviewées. L’accès à ces zones frontalières est toutefois restreint et requiert une autorisation particulière du gouvernement panaméen. Malgré de multiples tentatives d’obtenir cette autorisation, je suis restée sans réponse des autorités responsables.

¹¹ La sélection des acteur.trice.s ciblé.e.s est basée sur l’accès à des documents permettant l’analyse proposée. Les communautés locales ainsi que certains groupes armés se considèrent parfois comme des agent.e.s humanitaires et sont impliqué.e.s dans la prestation de certains services de base. Néanmoins, considérant les limites spatio-temporelles de la présente recherche, ainsi que le manque d’accès à la documentation produite par ces groupes, l’analyse se concentre sur des acteur.trice.s plus institutionnalisés.e.s et directement impliqué.e.s dans la gouvernance des migrations irrégulières.

Darién et la fermeture des ERM en 2025. En raison de leur caractère très récent et incertain, ces nouvelles mesures ne feront pas l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de ce mémoire, bien qu'elles soient abordées.

Dans un premier temps, l'analyse des sources primaires, que sont les politiques frontalières en vigueur au Panama, permet d'étudier la gouvernance humanitaire de la frontière panaméenne. Ces documents sont essentiels pour comprendre comment les pratiques humanitaires s'articulent avec les mécanismes de contrôle migratoire dans cette zone. Dans un second temps, les sources secondaires, telles que des articles scientifiques, des communiqués de presse et des rapports, permettent d'analyser les risques associés à la traversée de cette frontière, la frontièrisation du *Tapón del Darién* et la diversité des acteurs impliqués. L'analyse porte en outre sur divers types de documents textuels publics produits par le SENAFRONT, l'OIM, le HCR, MSF, la ICRC/IFRC et HIAS. Ces documents incluent des rapports, des déclarations officielles et des campagnes d'information sur les réseaux sociaux. L'objectif est d'étudier leur rôle dans la gouvernance des migrations au *Tapón del Darién*, notamment à travers leur positionnement institutionnel, leurs pratiques sur le terrain et les défis rencontrés.

Nous optons pour une analyse documentaire (Bowen, 2009; Bourgeois, 2021) à partir des outils analytiques de la littérature sur les études frontalières critiques, le travail frontalier humanitaire et le rôle des OI/ONG/OIG dans les zones frontalières. Le croisement de ces trois axes conceptuels permet d'examiner l'articulation des pratiques frontalières humanitaires aux dispositifs de contrôle à travers le travail frontalier humanitaire du Panama et des organisations ciblées. Ce concept propose de s'intéresser à la rationalité, au caractère mobile dans l'espace-temps, aux négociations inhérentes ainsi qu'à l'adaptation aux spécificités locales des pratiques humanitaires aux frontières.

Ce mémoire inclut également deux entretiens semi-dirigés¹² auprès de personnes travaillant au sein de deux des organisations humanitaires internationales ciblées – MSF et ICRC. Les autres

¹² Ces entretiens sont conformes aux exigences de l'Énoncé de politiques des trois conseils (ÉPTC), soit les lignes directrices encadrant l'étude de la recherche avec des êtres humains au Canada. Toutes les personnes participantes ont reçu un formulaire de consentement éclairé avant que les entretiens ne soient menés. Le formulaire de consentement libre et éclairé explique aux participant.e.s que les données collectées seront stockées en toute sécurité et qu'ils pouvaient récupérer à tout moment ces dernières. Toute personne interviewée est informée de la possibilité de mettre fin à l'entretien à tout moment et de ne pas répondre à certaines questions si elle le désire, et ce, par souci

organisations ainsi que les agents du SENAFRONT et du SNM sont demeuré.e.s inaccessibles en l'absence de contacts établis au préalable ou sur le terrain. Ce choix méthodologique permet tout de même de procéder à la triangulation des données, contribuant à corroborer les données recueillies (Savoie-Zajc, 2021), notamment dans le chapitre 3. Ces entretiens semi-dirigés s'inscrivent également dans une tentative d'enrichir les connaissances actuelles à partir des expériences concrètes sur le terrain analysé et de recueillir des informations empiriques sur les limites et l'ambiguïté de certaines pratiques aux frontières. Finalement, dans l'optique de valider la thèse, il semble essentiel de sélectionner une méthode permettant de saisir la complexité du rôle des organisations ciblées, tel que suggéré par plusieurs travaux sur le sujet (Miranda, 2021; Rupprecht, 2022; Schapendonk, 2018; Calarco, 2022). Le caractère semi-dirigé des entretiens a permis de guider l'entrevue selon la fluidité des réponses et la mention d'éléments jugés pertinents pour la présente analyse, nous permettant ainsi de « faire parler l'interviewé[e] tout en évitant de préstructurer le champ d'investigation » (Poupart, 2012: 63). L'analyse des entretiens repose également sur les concepts des pratiques frontalières humanitaires – la rationalité, les particularités locales, la négociation et les variables spatio-temporelles – tel qu'ils sont élaborés dans le cadre théorique (tableau 1.1). Pour la réalisation de ces entrevues, une certification à l'éthique a été obtenue via le Comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM.

Positionnalité de la chercheuse

Puisque la présente recherche concerne les interventions humanitaires auprès de populations migrantes, il s'avère essentiel de souligner les défis éthiques et méthodologiques (Hernández & Ibarra, 2023). Il s'agit de non seulement démêler les complexités de la migration dans la région, mais aussi d'intégrer la positionnalité du/de la chercheur.euse dans la réflexion (*Ibid.*). En étant d'origine vénézuélienne, la motivation de m'intéresser aux parcours migratoires dans les Amériques et aux effets des politiques frontalières demeure intimement liée à mon identité et à mes expériences personnelles. Mon parcours migratoire est toutefois bien différent de ceux analysés dans le cadre de ce mémoire; en héritant de la citoyenneté canadienne à la naissance, le processus d'immigration de ma famille vers le Canada a été considérablement facilité. La prise de conscience

de veiller à l'approbation réelle de l'interviewé.e et créer un environnement sécurisant et propice aux échanges (Poupart, 2012: 61).

de ce privilège de la mobilité a motivé, entre autres, l'écriture de ce mémoire. Empreint d'un bagage identitaire différent de celui des personnes migrantes, ce mémoire se limite à l'analyse des politiques adoptées et des pratiques des États et d'organisations humanitaires. Le choix méthodologique de ne pas inclure les expériences migratoires au mémoire est donc basé sur des considérations éthiques liées à la sensibilité des enjeux abordés et l'incapacité de la chercheuse d'offrir le soutien nécessaire. Aussi, face à l'impossibilité de réaliser une recherche terrain, la réalisation de deux entretiens auprès de professionnel.le.s humanitaires ayant travaillé au Darién panaméen vise à pallier, en partie, les défis méthodologiques de la présente recherche. Il demeure qu'une présence sur le terrain aurait non seulement facilité et élargit les possibilités de recrutement pour les entrevues, elle aurait également enrichi ma perspective analytique.

Structure du mémoire

Ce mémoire se présente sous la forme de trois chapitres à travers lesquels la tension entre les pratiques humanitaires et les mécanismes de contrôle frontalier sera analysée. Cette analyse met en outre en lumière comment la gouvernance humanitaire au *Tapon del Darién* permet d'approfondir les mécanismes de contrôle aux frontières tout en adressant des besoins humanitaires. Le premier chapitre définit d'abord le cadre théorique du présent mémoire en juxtaposant les études frontalières critiques, les travaux sur la frontière humanitaire, et le rôle des OI/ONG/OIG dans la gouvernance des migrations irrégulières. Ce chapitre tente ainsi de saisir le caractère dynamique et socialement construit des frontières, notamment en considérant le double processus d'internalisation et d'externalisation ainsi que le caractère ambigu de certains espaces de transit. En effet, dans le cas du *Tapon del Darién*, la frontière ne se limite pas à une ligne fixe, elle demeure un espace en constante transformation, façonnée par les dynamiques de pouvoir et migratoires. Les concepts de frontière humanitaire et de travail frontalier humanitaire seront ensuite définis, afin d'approfondir le cadre d'analyse des pratiques frontalières, à la fois de l'État panaméen et des OI/ONG/OIG. Enfin, le rôle complexe des organisations humanitaires dans la gouvernance des migrations irrégularisées sera détaillé, de manière à mieux comprendre comment ces dernières participent à la (re)configuration de ce corridor migratoire.

Les deux chapitres suivants permettent de démontrer comment les pratiques humanitaires sont imbriquées à celles de contrôle, qu'elles soient mises en place par l'État panaméen (chapitre 2) ou

par des organisations humanitaires (chapitre 3). Cette structure permet de mieux comprendre les logiques spécifiques de chaque acteur.trice intervenant dans la gouvernance humanitaire des frontières, tout en révélant leur interdépendance constante. Les points de convergence et de tension entre les logiques de contrôle et d'assistance des acteur.trice.s ciblé.e.s sont davantage abordés dans le troisième et dernier chapitre.

Le deuxième chapitre est consacré à l'analyse des pratiques humanitaires de l'État panaméen dans la région frontalière du Darién. Dans un premier temps, l'émergence d'une zone frontalière de transit risquée est étudiée, de manière à mettre en lumière son caractère malléable et socialement construit. Ce corridor migratoire est construit et pratiqué par une diversité d'acteur.trice.s, et s'insère dans le contexte du renforcement des restrictions migratoires à l'échelle internationale. Cet interstice naturel devient dès lors un point de passage dangereux en raison de l'instrumentalisation de cette jungle comme une barrière dissuasive; des différents régimes de régulation migratoire en place; et de l'absence de protection institutionnelle. Dans un second temps, ce chapitre démontre comment les préoccupations humanitaires de l'État panaméen, face à la dangerosité de cette zone frontalière, demeurent ancrées dans des logiques sécuritaires. La tension entre contrôle et assistance se manifeste notamment dans les politiques frontalières adoptées au cours des dernières années, les pratiques des agents du SENAFRONT et les infrastructures humanitaires (ERM). En s'étendant bien au-delà de la localisation géographique de la frontière, ces pratiques révèlent parallèlement comment la double dynamique d'internalisation et d'externalisation des frontières se déploie dans un pays de transit, au profit d'un renforcement du contrôle des migrations.

Le troisième chapitre examine quant à lui comment les organisations internationales naviguent dans cet espace frontalier interstitiel. Il s'agit de se pencher sur les pratiques humanitaires des organisations ciblées – OIM, HCR, HIAS, MSF et Croix Rouge Panaméenne/IFRC – dans la province du Darién. Celles-ci jouent un rôle complexe; elles offrent des soins immédiats essentiels et garantissent un degré de protection, notamment à des groupes plus vulnérables. Les pratiques de certaines organisations s'inscrivent plutôt dans une logique de « gestion des migrations », qui fait référence à des techniques de gouvernance subtiles permettant de mesurer, contrôler et parfois dissuader les migrations au Darién. Bien que ces organisations négocient avec une variété d'acteur.trice.s pour garantir l'accès à leurs soins et dénoncer la violence à l'égard de la population migratoire, leur pouvoir contestataire demeure restreint face à l'atténuation de la violence associée

à ce corridor migratoire. Ce chapitre cherche en outre à saisir les limites de leurs pratiques, celles-ci ne parvenant pas à résoudre les risques inhérents à la traversée de ce passage frontalier. À partir des témoignages recueillis et de l'évolution des pratiques humanitaires, il devient possible de relever les contraintes spatiales, matérielles et temporelles imposées par la frontière humanitaire au Darién.

CHAPITRE 1

L'ARTICULATION DE MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET DE LOGIQUES HUMANITAIRES AUX FRONTIÈRES

Sur le plan théorique, le mémoire recourt à la fois aux outils analytiques des études frontalières critiques, des frontières humanitaires et du rôle des OI/ONG/OIG dans la gouvernance mondiale des migrations irrégularisées. Les études frontalières critiques permettent d'abord de concevoir le caractère dynamique, changeant et socialement construit des frontières, notamment à travers les concepts de frontièrification et d'espaces interstitiels. Les travaux sur les frontières humanitaires offrent un cadre d'analyse pertinent pour comprendre les formes spécifiques de gouvernance humanitaire à l'œuvre dans les zones frontalières dangereuses. Ce type de gouvernance consiste à fournir une aide humanitaire à ceux et celles qui se trouvent dans des conditions extrêmement précaires et vulnérables, sans toutefois résoudre les enjeux d'irrégularité ni les risques inhérents aux corridors migratoires, perpétuant ainsi la violence aux frontières (Stefoni et al., 2023; Bronte, 2023). La notion de travail frontalier humanitaire, définie comme l'ensemble des interventions visant à porter secours aux migrant.e.s et à atténuer la violence dans les zones frontalières, permet d'ailleurs de considérer la redéfinition des formes traditionnelles du travail frontalier. Cette approche analytique propose de s'intéresser aux interventions humanitaires en considérant leur caractère mobile dans l'espace-temps, leur rationalité, leur caractère négocié ainsi que leur adaptation aux spécificités locales. Finalement, la littérature sur le rôle prépondérant des OI/ONG/OIG dans le cadre de la gouvernance mondiale des migrations irrégulières permet de saisir la manière dont ces dernières contribuent à gouverner, parfois de manière ambivalente, et à (re)configurer les zones frontalières de transit. L'articulation de ces approches théoriques et conceptuelles permet ainsi de développer une analyse critique de la gouvernance humanitaire des migrations au *Tapon del Darién*, un espace frontalier interstitiel qui évolue au fil des pratiques d'acteur.trice.s (non)-étatiques.

1.1. Au-delà de la ligne fixe, des frontières malléables

Les études critiques sur les frontières permettent de saisir le caractère malléable et socialement construit des frontières, ainsi que les effets des politiques internationales sur les mouvements migratoires (De Genova *et al.*, 2015; Papadopoulos *et al.*, 2008). Considérant l'objet de la présente

étude, il s'avère essentiel de se pencher sur la vaste littérature sur les études frontalières, en relevant notamment l'évolution des approches analytiques et théoriques développées depuis les années 90. Cette approche théorique propose en outre de concevoir les frontières comme des pratiques d'inclusion et d'exclusion modulables et changeantes (pratiques de frontiérisation), plutôt que de les réduire à leur dimension linéaire et statique. Dans ce contexte, les pratiques frontalières se déploient bien au-delà de la frontière physique, à la fois vers l'intérieur du territoire que l'extérieur (Menjívar, 2014). Le Panama, en tant que « pays de transit », est d'ailleurs à la fois marqué par l'externalisation de la frontière étatsunienne et l'internationalisation des mécanismes de contrôle frontalier. L'espace frontalier de transit au Darién est toutefois complexe; il demeure un territoire fragmenté en constante évolution et négocié par une variété d'acteur.trice.s (non) étatiques. Le concept d'espace interstitiel, issu des études frontalières critiques, permet en ce sens de considérer le caractère ambiguë et changeant du Darién ainsi que ses particularités géographiques et géopolitiques.

1.1.1. Le concept de frontiérisation au sein des études frontalières critiques

À l'aune des études frontalières critiques, les frontières ne se limitent pas à des délimitations linéaires; elles sont plutôt des espaces socialement construits par les discours et les pratiques d'une pluralité d'acteur.trice.s (Paasi, 1998; Newman, 2006; Van Houtum et Naerssen, 2002; Rumford, 2008; Álvarez, Pedone et Miranda, 2021). Marquée par le changement de paradigme des années 1990, cette approche théorique expose la nature changeante des frontières, ainsi que leur capacité à se déployer au-delà des limites des États. Les frontières étaient jusqu'alors considérées comme une ligne bornant des territoires fixes et non négociables, délimitant l'exercice de la souveraineté, la légitimité et le pouvoir des États-nations (Amilhat Szary, 2015), une définition essentiellement basée sur une approche réaliste des relations internationales (Shekhawat et Del Re, 2018).

Les études frontalières critiques émergent dans un contexte géopolitique marqué par les nouvelles revendications territoriales émanant de la fin de la Guerre froide (Wilson et Donnan, 2012) ainsi que la demande renouvelée de certitude, d'identité et de sécurité associée à l'accélération des processus de mondialisation (Bambrilla, 2015). En ce sens, malgré l'avènement d'un monde sans frontières, ces dernières sont demeurées essentielles à l'organisation de la communauté politique et à la protection des intérêts nationaux (Scott, 2012). Plusieurs chercheurs ont notamment souligné

les contradictions inhérentes à l'ordre mondial contemporain, qui promeut simultanément la libéralisation des flux commerciaux et le renforcement du contrôle sur les flux migratoires, et génère l'émergence de sentiments d'anti-immigration (Bambrilla, 2015). Bien que la sécurisation de l'immigration – terme désignant la confluence de la politique d'immigration avec les préoccupations de sécurité nationale et les mesures antiterroristes – était déjà entamée dans les années 1990, elle a pris de l'ampleur après les événements du 11 septembre, surtout dans les Amériques (d'Appollonia 2012; Menjivar, 2014). Des chercheurs.euses issu.e.s de diverses disciplines explorent dès lors un large éventail de sujets et d'enjeux liés frontières au profit d'une conception constructiviste de ces dernières (Wilson et Donnan, 2012; Kolossov, 2005).

Dans le cadre de cette recherche, nous envisageons les frontières comme des processus d'ouverture et de fermeture des frontières, d'inclusion et d'exclusion (Newman et Paasi, 1998; Amilhat-Szary et Giraut, 2015). Cette approche théorique fait référence à la notion de frontièrisation (*bordering*), celle-ci soulignant que le caractère socialement construit des frontières (Van Houtum et Naerssen, 2002; Rumford, 2006; Parker et Vaughan-Williams, 2012). Découlant d'une critique ontologique de la définition d'une frontière, la frontièrisation est en ce sens considérée comme un processus de classification et de filtrage qui permet d'ordonner les migrant.e.s dans différentes catégories et leur attribuer des statuts juridiques différenciés (Andrijasevic, 2010; Casas-Cortes et al., 2015; Cuttitta, 2007; Mezzadra et Neilson, 2010).

Selon Parker et Vaughan-Williams, il demeure essentiel de décentraliser la notion de frontière, de la problématiser non pas en tant qu'entité allant de soi, mais précisément en tant que site d'analyse, afin d'être en mesure de la concevoir dans un « état constant de devenir » (2012: 728). À ces fins, nous privilégions la notion de « pratiques de frontièrisation » à celle de frontière – les pratiques ayant pour effet de constituer, de maintenir ou de modifier les frontières (*Ibid.*). Cet angle d'analyse permet de saisir les processus par lesquels les contrôles de la mobilité sont mis en œuvre, ainsi que leur caractère dynamique. Les pratiques peuvent impliquer des acteur.trice.s étatiques et non étatiques, y compris des citoyen.ne.s, des OI et des sociétés de sécurité privées (Parker et Adler-Nissen, 2012). Sans toutefois négliger le rôle des États, cette conceptualisation souligne la nature productive et dynamique des frontières ainsi que la variété des acteur.trice.s (non)étatiques qui, à travers leur travail frontalier (*borderwork*), sont « impliqué.e.s. dans la construction et la contestation des frontières » (Rumford, 2008: 3).

Sur le plan spatial, les frontières contemporaines sont davantage mobiles, déterritorialisées et relocalisées dans une variété d'espaces (Balibar, 2004). Ne se limitant plus aux démarcations étatiques statiques et géographiquement établies, les frontières sont continuellement étendues et déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de la « ligne frontalière » (Cuttitta, 2007; Paasi, 2014; Walters, 2009). Les pratiques de frontièrisation ont donc pour effet de « déplacer » et de « relocaliser » les frontières à des endroits stratégiques pour assurer la fonction de surveillance et de contrôle de la mobilité (Peña, 2023). Or, ces processus frontaliers ne sont pas seulement nationaux, étant donné qu'ils « permettent de canaliser les flux mondiaux et fournissent des coordonnées au sein desquelles les flux peuvent être joints ou segmentés, connectés ou déconnectés » (Mezzadra et Neilson, 2013: 59). Ces pratiques sont également plus fluides sur le plan temporel en devenant de plus en plus préventives et aussi mobiles que les sujets et les objets en transit qu'elles tentent de contrôler (Parker et Vaughan-Williams, 2012).

Le concept de frontièrisation n'invalide pourtant pas le caractère spatial des pratiques de frontièrisation. Au contraire, les outils analytiques associés à l'espace demeurent essentiels pour saisir à la fois les relations de pouvoir et le déploiement des pratiques de frontièrisation à différentes échelles (Peña, 2023). Plusieurs travaux relèvent en outre les nouvelles territorialités des frontières (Novak, 2022) ainsi que leur tendance à exclure (Cuttitta, 2017) et à violenter (Jones, 2016) les personnes migrantes.

1.1.2. L'externalisation et l'internationalisation des frontières dans les pays de transit

Selon les tenants des approches critiques, les frontières ne se limitent plus aux démarcations fixes et linéaires entre deux États, elles forment plutôt un continuum de pratiques d'internationalisation (Cuttitta, 2017) et d'externalisation des frontières (Casas-Cortes et al., 2016; FitzGerald, 2020). Ces deux processus témoignent de l'expansion des contrôles frontaliers au-delà de la frontière physique vers l'extérieur, en collaboration avec des pays tiers, ainsi que vers l'intérieur du territoire, par le biais de mécanismes de contrôles, d'expulsions et de déportations (Menjívar, 2014). Ces processus « d'étirement spatial et institutionnel » des frontières permettent de mieux saisir la configuration du Panama comme un pays de transit, notamment en mettant en lumière l'externalisation de la frontière étatsunienne en Amérique centrale.

L'internalisation de la frontière fait d'abord référence aux dispositifs de contrôle frontalier, jusqu'alors appliqués uniquement aux lignes frontalières, à l'intérieur du territoire de l'État (Cuttitta, 2007; Menjívar, 2014; Amilhat-Szary, 2015). Ces pratiques d'internalisation renvoient notamment à des stratégies de détection, de détention et/ou d'expulsion (Cuttitta, 2007; Menjívar, 2014) et sont essentiellement des outils pour gouverner et contrôler le mouvement des populations immigrantes à l'intérieur des frontières nationales (Walters, 2006). Cette application des frontières à l'intérieur joue également un rôle clé dans la reconfiguration de la citoyenneté, les États pouvant redéfinir les lois régissant la légalité de certains statuts (Pratt, 2005). Ce processus d'internalisation se manifeste notamment à travers la présence accrue de postes de police et de contrôle situés sur les routes près des frontières, ainsi que la surveillance de l'accès à des services de base (Cuttitta, 2007; Winters et Izaguirre, 2019).

L'externalisation des frontières est, quant à elle, définie comme « une série de processus d'expansion territoriale et administrative de la politique migratoire et frontalière d'un État donné vers des pays tiers » (Casas-Cortes et al., 2015: 231) afin de contrôler le mouvement des migrant.e.s. Ces contrôles à distance (*remote control*), en vigueur depuis au moins les années 1990¹³, témoignent du caractère malléable et mobile des frontières. Ces processus impliquent généralement une coopération bilatérale et/ou multilatérale ainsi qu'un ensemble de politiques, de pratiques et de technologies visant « à décourager, à dissuader et à canaliser les migrant[e].s, en d'autres termes, à régir leurs mouvements avant, pendant et après la frontière » (Álvarez, 2019: 4). En se déployant au-delà de la ligne frontalière, ces contrôles externalisés permettent aux États de contourner leurs obligations légales, notamment dans le domaine de l'asile¹⁴, en restreignant l'accès des demandeur.euse.s d'asile potentiel.le.s à leur territoire (Hyndman et Mountz, 2008; FitzGerald, 2020). Les États historiquement plus puissants – les États membres de l'UE, les États-Unis, le Canada ou encore l'Australie – exercent ainsi des pressions politiques et économiques sur

¹³ Comme mentionné dans la section précédente, les années 90 sont marquées par les nouvelles préoccupations en matière de sécurité et l'adoption de politiques migratoires de plus en plus restrictives dans les pays d'accueil (FitzGerald, 2020: 4).

¹⁴ Selon la Convention de 1951 relative au statut des réfugié.e.s, toute personne se trouvant hors de leur pays d'origine en raison d'une crainte de persécution, de conflit, de violence ou d'autres circonstances qui ont gravement bouleversé l'ordre public peut demander l'asile. Le principe fondamental est le non-refoulement, une règle du droit international coutumier, selon lequel un.e réfugié.e ne devrait pas être renvoyé.e dans un pays où sa vie ou sa liberté sont gravement menacées (HCR, 1951).

les pays voisins afin qu'ils agissent par procuration en échange de certains avantages dans les relations bilatérales. Ils mobilisent une variété d'outils : des accords bilatéraux, l'offre de formations du personnel ou le transfert d'assistance technique et financière, l'imposition de visas, des désignations de pays tiers sûrs, des campagnes de lutte contre les réseaux de passeurs ainsi que des systèmes de surveillance et de partage de données, etc. (FitzGerald, 2020: 12).

Selon Menjívar (2014), l'externalisation des frontières est inévitablement couplée à leur internalisation, notamment dans les « pays de transit ». En effet, dans la pratique, les deux stratégies sont imbriquées dans une logique de dissuader, arrêter ou contrôler les flux migratoires à travers l'identification, la détention, la déportation et l'interdiction sur le territoire des individus (*Ibid.*). L'externalisation des frontières du « Nord » se traduit en ce sens par l'internalisation de ces contrôles dans des pays tiers (Mezzadra et Neilson, 2013; Winters et Izaguirre, 2019). Ces deux processus ont pour effet de renforcer non seulement les déséquilibres de pouvoir entre les pays (d'origine, de transit et d'accueil), mais aussi au sein d'un même pays; diverses zones et communautés de transit se voient transformées par la présence temporaire prolongée des migrant.e.s et la mise en œuvre de mécanismes de contrôle et de surveillance, entre autres (Menjívar, 2014). Ce double processus se manifeste notamment en Amérique centrale, tel qu'au Mexique (Varela, 2019) ou encore au Costa Rica (Winters et Izaguirre, 2019). Ces États sont à la fois marqués par l'externalisation de la frontière étatsunienne et l'établissement d'une frontière « verticale »¹⁵ à travers leur territoire national.

Malgré l'absence d'une définition précise (Collyer et de Haas, 2012; Düvell, 2012) et les ambiguïtés juridiques, temporelles et spatiales inhérentes (Üstübici et al., 2023)¹⁶, les « pays de

¹⁵ Cette verticalisation de la frontière se manifeste notamment par le sentiment d'emprisonnement, d'insécurité et de surveillance lié à la présence de réseaux criminels et d'agents fédéraux de diverses institutions.

¹⁶ D'un point de vue temporel, la durée indéfinie associée au concept constitue une imprécision épistémologique importante (Üstübici et al., 2023). Généralement considérée comme temporaire ou de courte durée, la migration de transit est souvent mobilisée pour désigner l'entre-deux de points de départ et d'arrivée fixes et ne tient pas compte de la nature dynamique et complexe de la migration par étapes (Collyer, Düvell et de Haas, 2012). D'un point de vue spatial, le terme est également contesté en raison de son centralisme occidental, qui suppose que les migrant.e.s des pays du Sud global sont nécessairement en route vers les pays du Nord global (Missbach et Phillips, 2020). Cette approche néglige en ce sens les migrations Sud-Sud, les déplacements internes et les mouvements dans le sens inverse (Üstübici et al., 2023). De ce point de vue, le terme « pays de transit » ne se limite pas à une dénomination descriptive d'une entité géographique, il est plutôt reconceptualisé en un outil de gouvernance par les pays de destination potentiels (Missbach et Phillips, 2020).

transit » jouent un rôle fondamental dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes d'externalisation des frontières et de contention. Ce mémoire mobilise d'ailleurs le terme de « transit » pour décrire à la fois les migrant.e.s en route et les pays d'Amérique centrale qu'ils traversent, dont le Panama, tout en restant critique à l'égard d'une logique sud-nord trop rigide et linéaire¹⁷. En effet, il demeure essentiel de ne pas négliger les détours, la temporalité des déplacements ainsi que les changements d'avis en cours de route qui façonnent les trajectoires (Collyer, Duvell et de Hass, 2012; Winters et Izaguirre, 2019). De plus, les pays qualifiés de transit ne sont pas « de simples espaces vides traversés; ils participent activement à la production, au façonnement et à l'orientation des migrations » (Winters et Izaguirre, 2019). Sans nier les relations de pouvoir asymétriques entre les pays du Sud global et du Nord global, divers travaux contestent l'idée préconçue que les pays de destination potentiels peuvent simplement imposer leurs contrôles frontaliers externalisés aux pays de transit et parvenir à stopper les flux migratoires (Missbach et Phillips, 2020; Álvarez, 2020, 2022). Il s'agit plutôt de saisir les interdépendances régionales et mondiales de la « migration de transit » et de sa gestion. Malgré ces limites, le terme « transit » s'avère utile pour comprendre comment le Darién s'insère dans des dynamiques migratoires régionales.

Dans ce contexte, les mécanismes de contrôle et la « migration de transit » sont des facteurs co-déterminants dans la (re)configuration des corridors migratoires (Walters, 2010). Définis comme des « espaces de dispute transnationaux, inégaux et en constante évolution, qui résultent de la tension entre les mobilités et le contrôle » (Álvarez, 2022: 54), la notion de corridor migratoire est particulièrement mobilisée au sein de la littérature latino-américaine pour analyser la production spatiale de « zones de transit » (*Ibid.*; Tapia Ladino, 2017; Miranda, 2021; Álvarez, 2022, 2023; Martínez Sánchez et de Souza Lago, 2023). Cette conceptualisation permet d'analyser de manière dynamique comment des espaces distants sont intégrés à travers des mobilités parfois fragmentées (Collyer, 2010) et constamment renouvelées (Álvarez et al., 2021). Elle permet ainsi d'explorer la manière dont les pratiques de contrôle frontalier sont restructurées en fonction de la mobilité en émergeant le long des routes migratoires (Üstübici et al., 2023). Les corridors migratoires

¹⁷ Il est important de noter que le concept de transit demeure très contesté et politisé (Duvell et al., 2012), notamment en raison de son ambiguïté et de son attribution unilatérale aux pays du Sud. Ce mémoire reconnaît donc le caractère parfois réducteur des concepts de « zone de transit » ou de « migration de transit », ces derniers ne reflétant pas la complexité des trajectoires migratoires.

englobent en ce sens une variété d'espaces et de temps d'attente et de traversée variés, de passages par voies aériennes, terrestres et maritimes, d'acteur.trice.s, d'économies politiques ou encore d'installations temporaires qui sont en constante évolution (Álvarez, 2022).

1.1.3. Des corridors migratoires ambivalents : l'émergence d'espaces « interstitiels »

À mesure que les contrôles migratoires au-delà des frontières et le long des corridors migratoires s'accroissent, les parcours s'allongent à la fois dans le temps et l'espace. Les migrant.e.s sont dès lors contraint.e.s d'emprunter des itinéraires plus longs et plus dangereux (Miranda et Silva, 2022; Schapendonk et Steel, 2014). Dans ce contexte, la géographie devient un outil essentiel pour refuser l'accès des migrant.e.s à la protection et aux droits fondamentaux. L'émergence de nouveaux espaces de transit plus risqués et éloignés témoigne toutefois du caractère négocié et ambivalent de ces spatialités qui tentent de dissuader, ou du moins restreindre, la mobilité. Ces derniers sont dès lors considérés comme des espaces d'entre-deux (*in-between*) ou « interstitiels ». Ce concept fait référence à « un espace peu régulé, faiblement institutionnalisé, fragile et mouvant dans le sens où il génère des sujet[.te.]s interstitiel[.le.]s, des minorités et des acteur[.trice.]s relégué[.e.]s qui, en pareil contexte, sont susceptibles de saisir toute opportunité afin de redéfinir et transformer leur environnement » (Meier, 2022 : 5). Cette approche conceptuelle permet ainsi de saisir l'ambivalence de certains corridors migratoires : les espaces interstitiels peuvent à la fois contenir et faciliter la mobilité, intégrer des pratiques d'hospitalité et d'exclusion, qu'elles soient locales ou internationales (Bulley, 2023). Loin d'être figés dans l'espace et le temps, ces espaces frontaliers sont en constante évolution et négociés par une variété d'acteur.trice.s (non)étatiques (Mountz et al., 2012).

En subsumant les apports analytiques de divers concepts associés aux territoires fragmentés, le concept d'espace interstitiel permet de considérer à la fois les enjeux de pouvoir, les aspects identitaires et les dimensions spatiales des espaces frontaliers de transit. Ces composantes interdépendantes et dynamiques sont intimement liées aux études frontalières critiques; elles font référence aux processus de frontiérisation (espace), aux formes d'ordonnement politique (pouvoir) et à la construction de l'Autre (identité) (Meier, 2022). Ces trois notions s'incarnent dans des pratiques qui, loin d'être figées dans le temps et l'espace, traduisent la nature dynamique et malléable de ces espaces.

La pertinence de la notion d'espace interstitiel réside dans sa capacité à rassembler les concepts liés aux espaces intermédiaires (*in-between*) mobilisés dans les études frontalières critiques, telles que les notions de zone tampon, liminalité, marginalité et *borderscape*. Comme souligné par Daniel Meier (2022), les espaces interstitiels comblent les lacunes théoriques de ces approches analytiques, chacune comportant des limites d'ordre spatial, identitaire ou géopolitique. Dans le cas de la notion plus classique de marge, qui fait référence « à un espace relégué et une catégorie d'acteur.trice.s situé.e.s entre les frontières » (*Ibid.* : 4), Meier met en évidence les limites conceptuelles de l'attribution identitaire de « marginal.e ». En mettant l'accent sur la binarité géographique et identitaire entre le centre et la marge, cette notion ne permet pas de considérer certaines transitions, notamment lorsque la marginalité engendre plus d'autonomie et un changement de rapport de pouvoir (*Ibid.*). Les espaces tampons ou encore les zones grises, bien que pertinents pour décrire les territoires servant à réduire les tensions, prévenir les conflits ou contrôler les flux de personnes, demeurent ancrés dans une tradition réaliste où seuls les États sont des acteurs politiques. La notion de liminalité, quant à elle, demeure principalement axé sur la transition identitaire ou légale en s'intéressant au stade de l'entre-deux (Menjívar, 2006; Mountz, 2011) tandis que le concept de *borderscape* intègre davantage l'aspect géographique. Cette dernière approche conceptuelle se penche davantage sur les processus d'appartenance dans les espaces frontaliers impliquant une diversité de corps, de discours et de pratiques (Brambilla, 2015). Bien que le concept de *borderscape* s'avère pertinent pour démontrer comment les frontières sont des entités hautement contingentes et fluides qui conditionnent l'(im)mobilité et qui sont conditionnées par elle, il semble que l'approche puisse s'appliquer à l'ensemble des frontières en l'absence d'une conceptualisation claire (Tallis, 2017; Pallister-Wilkins, 2018).

Les espaces interstitiels permettent en ce sens de considérer les fragmentations spatiales, identitaires et de pouvoir au sein d'un territoire peu régulé, et ce, dans un contexte frontalier. Il permet en outre de saisir comment une diversité d'acteur.trice.s (non/para)étatiques tente de tirer profit de la géographie et contribue à la production de ces espaces. Cette approche conceptuelle reconnaît en ce sens la nature ambivalente et le caractère construit des espaces frontaliers. En l'appliquant aux espaces de transit, il devient possible de saisir la configuration complexe de ses zones de transition (Collyer et al., 2012). En effet, « le transit dans la migration n'est pas seulement le franchissement des frontières des États ou une simple « phase » du processus migratoire, mais

l'interconnexion de différents cycles et mouvements entre « ici » et « là-bas », représentée dans une mobilité qui est fragmentée et non linéaire » (Jaramillo Contreras et al., 2024: 2). Comme mentionné dans la section précédente, les espaces de transit existent quelque part entre les pratiques d'externalisation et d'internationalisation des frontières (Menjívar, 2014), tout en demeurant des lieux de négociation entre divers.e.s acteur.trice.s (non)étatiques (Álvarez, 2022).

Le transit par des zones frontalières interstitielles place d'abord la migration dans un état « d'entre-deux » ou encore « liminal » (Menjívar, 2006), qui se manifeste dans la transition entre le pays d'origine et le pays de destination, bien que ce dernier ne soit pas fixe. En s'éloignant d'une structure sociale et/ou culturelle fixe vers une position intermédiaire d'ambiguïté et d'indétermination, les espaces de transit deviennent des lieux de « non-protection étatique » (*Ibid.*) ou encore d'exception (Agamben, 2005). Cette transition identitaire ou juridique demeure une source de vulnérabilité pour les migrant.e.s, notamment en limitant leur accès aux droits fondamentaux, bien qu'elle s'inscrive dans une tentative d'accéder à la protection de l'État (Jaramillo Contreras et al., 2024).

Cet état de « non-protection » se manifeste également lorsque les migrant.e.s sont exposé.e.s à des espaces frontaliers hostiles ou des « zones tampons », notamment dans le cadre des stratégies de dissuasion instrumentalisant les composantes environnementales et topographiques de certaines frontières (Squire, 2016; Tazzioli, 2019; Schindel, 2019). La redirection des flux migratoires vers des espaces reculés et dangereux témoigne d'ailleurs de la dimension « nécro-politique » (Mbembe, 2019) des frontières (Jones, 2016), des murs (Diaz Barriga et Dorsey, 2020) et des politiques migratoires de dissuasion (Torre, 2023). Dans ce contexte, l'application ou l'externalisation des frontières est incarnée par une variété d'environnements ou d'obstacles naturels, telle que les mers, les rivières, les déserts et les montagnes (De León, 2015). L'utilisation stratégique de la Méditerranée (Tazzioli, 2019; Squire, 2016) et du désert de Sonora (Squire, 2014; Schindel, 2019), par exemple, démontre comment la violence aux frontières est produite par des régimes de visas et des contrôles frontaliers restrictifs à certains endroits. Les États ne sont toutefois pas les seuls à tirer parti du paysage naturel; ce dernier peut parallèlement contribuer à l'élargissement de l'agentivité des migrant.e.s en transit en leur permettant de contourner des points de contrôles frontaliers (Torre, 2023). Ces environnements hostiles peuvent donc s'avérer ambivalents; en offrant une certaine autonomie aux migrant.e.s et aux organisations non-

gouvernementales, ces espaces frontaliers présentent à la fois des risques et des opportunités, des pratiques de solidarité et d'hostilité (*Ibid.*). La recherche démontre également que l'adoption de politiques frontalières plus restrictives engendre parallèlement l'émergence de réseaux de trafic d'êtres humains et/ou de passeurs ailleurs, notamment à des points d'entrée moins surveillés et plus dangereux¹⁸ (Mountz et Kempin, 2013).

Les espaces interstitiels de transit peuvent également se matérialiser par des camps pour réfugié.e.s, ceux-ci « existant quelque part entre les frontières de plus en plus épaisses des États du Nord qui externalisent l'hospitalité vers le Sud, et les pratiques frontalières internes des États qui reproduisent divers degrés de non-appartenance parmi les [migrant.e.s] » (Bulley, 2023: 86). Dans ce cas-ci, ces espaces sont considérés comme interstitiels du fait qu'ils s'inscrivent dans des pratiques frontalières internes et externes, sans correspondre pleinement à l'une ou l'autre. Cet entre-deux engendre des formes d'autorité particulières, notamment à travers le transfert de la responsabilité étatique vers des organisations internationales et des acteurs transnationaux généralement financés par les États du Nord. Il n'en demeure pas moins que ces espaces agissent également comme des frontières internes en déterminant la (non-)appartenance par le biais de la régulation des mouvements et l'accès aux services, par exemple (*Ibid.*). Ces espaces intermédiaires témoignent également de l'ambiguïté temporelle associée à la migration de transit; ces infrastructures censées être temporaires, statiques et pour les cas d'urgence, deviennent progressivement permanentes, mobiles et normalisées dans la gouvernance des migrations irrégularisées (Agier, 2011; Bulley, 2023).

Les lunettes conceptuelles des espaces interstitiels offrent ainsi la possibilité de considérer les multiples pratiques (re)produisant et transformant la frontière colombo-panaméenne, tant sur le plan temporel que spatial. Cette démarche permet en outre de concevoir le *Tapón del Darién* comme un lieu de transit où les frontières traditionnelles sont changeantes et négociées, créant des zones d'incertitude et de précarité pour les migrant.e.s qui les traversent. Il permet parallèlement de considérer les enchevêtrements de l'internalisation et l'externalisation des frontières ainsi que

¹⁸ Les mesures de répression et les réseaux de trafic d'êtres humains et/ou de passeurs ont tendance à s'intensifier conjointement (Mountz et Hiemstra, 2012). À mesure que les mesures frontalières sont de plus en plus restrictives, les tarifs imposés par les passeurs ainsi que les risques liés à la traversée des frontières s'accroissent (Mountz et al., 2012)

les dynamiques locales qui animent la reconfiguration du *Tapon del Darién* – celui-ci devenant un corridor migratoire risqué. L'idée d'interstice signifie par conséquent « qu'il faut cesser de penser la frontière comme un "dans" ou un "à travers", et la penser plutôt comme un "entre" » (Stang, 2020: 24) où peuvent coexister des formes de contrôle et de mobilité, de légalité et d'illégalité, d'acteur.trice.s étatiques et non étatiques, d'hospitalité et d'hostilité.

1.2. La gouvernance humanitaire de zones frontalières dangereuses

Sur le plan théorique, ce mémoire s'appuie en outre sur les notions de « frontière humanitaire » et de « travail frontalier humanitaire » (Pallister-Wilkins, 2018) afin de définir et analyser les positionnements et les pratiques humanitaires aux frontières. Introduite par William Walters (2011), les frontières humanitaires font référence à une « manière de gouverner [une] situation inédite et de compenser la violence sociale incarnée par le régime de contrôle des migrations » (*Ibid.* : 139). Elles émergent lorsque le franchissement des frontières devient une question de vie ou de mort pour les migrant.e.s qui tentent de rejoindre le Nord global (*Ibid.*) ou le Sud global (Stefoni et al., 2023). Plutôt qu'ignorer les décès ou les violences associées à certaines frontières, ce type de gouvernance s'inscrit dans une tentative de réconcilier la protection du territoire souverain et celle des populations mobiles (Williams, 2015). Cette gouvernance entraîne dès lors « une intensification, une diversification et un approfondissement de la politique frontalière par l'inclusion de préoccupations et d'opérations humanitaires » (Pallister-Wilkins et Smeekes, 2021).

En plus d'élargir la portée, tant spatiale que temporelle, des contrôles frontaliers, les interventions humanitaires aux frontières introduisent de nouveaux.elles acteur.trice.s et de nouvelles technologies et expertises professionnelles. La politique des frontières parvient ainsi à étendre son champ d'action à des populations et à des espaces qui n'étaient pas surveillés auparavant, et ce, à travers des logiques humanitaires. Le concept de frontière humanitaire s'avère donc complémentaire aux études frontalières critiques; il témoigne du caractère fluide et changeant des pratiques humanitaires aux frontières, en particulier dans le contexte des zones de transit.

La littérature sur les frontières humanitaires est vaste et relativement récente, reflétant ainsi la complexité et l'importance croissante de ce phénomène dans le domaine des études frontalières contemporaines. La majorité des travaux qui utilisent la notion de frontière humanitaire s'appuient

sur des cas de frontières limitrophes de l'Europe et de la Méditerranée, ou des États-Unis. La littérature sur l'Amérique latine sur ce phénomène demeure restreinte. Les travaux sur les frontières humanitaires relèvent l'importance de saisir l'articulation entre les dynamiques mondiales et les spécificités du local, notamment à travers le concept de travail frontalier humanitaire.

1.2.1. L'émergence des frontières humanitaires

Puisant dans la « boîte à outils » foucauldienne, Walters considère la frontière humanitaire comme un « assemblage complexe, comprenant des formes particulières de réalisation humanitaire, des formes spécifiques d'autorité (médicale, juridique, spirituelle) mais aussi certaines technologies de gouvernement » (143). La notion de frontière humanitaire conceptualise la zone frontalière comme un espace biopolitique où les mécanismes de contrôle qui causent la violence aux frontières sont paradoxalement entrelacés avec des interventions qui visent à l'atténuer (*Ibid.*). Walters fait notamment référence aux travaux de Fassin (2007) qui décrit l'humanitarisme comme un mode de gouvernance affecté par la pauvreté, les guerres ou l'exil, impliquant une variété d'acteurs.trices au nom « d'un principe moral supérieur ». L'humanitarisme incarne de ce fait un ensemble de pratiques logiques encouragées par le désir de « faire le bien » (McCormack et Gilbert, 2022: 14), et ce, au nom des principes de neutralité, d'impartialité, d'indépendance et d'universalité (Pallister-Wilkins, 2017a). Souvent mobilisée dans des contextes de crise¹⁹ (Redfield, 2013), la gouvernance humanitaire n'est pas nécessairement un attribut des États, mais plutôt une pratique rationalisée impliquant une variété d'acteur.trice.s à des fins multiples (Fassin, 2007; Walters, 2011).

Alors que l'humanitarisme a longtemps été mobilisé dans le cadre des interventions impérialistes et militarisées (Williams, 2015; Pallister-Wilkins, 2023) et développé de concert avec l'essor du capitalisme et de l'État libéral (Reid-Henry, 2013), l'émergence des frontières humanitaires demeure un phénomène relativement nouveau associé à la violence des contrôles frontaliers (Jones, 2016). Ce dernier peut se traduire par l'introduction de discours humanitaires justifiant la militarisation des frontières et la mise en œuvre de politiques plus restrictives (Williams, 2015; Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022). En mobilisant la nécessité de sauver des vies en

¹⁹ La mobilisation du contexte de crise, d'urgence et d'exception a pour effet de définir dans une certaine mesure la migration comme un problème, réduisant les migrant.e.s soit à des victimes en besoin de protection, soit à des suspect.e.s potentiellement dangereux.euses (Herrera et Berg, 2019).

secourant les personnes jugées à risque, des patrouilles frontalières parviennent ainsi à étendre leur portée géographique bien au-delà des zones d'intervention antérieures et à légitimer de nouveaux contrôles basés sur l'assistance (Pallister-Wilkins, 2024). Elle peut également se matérialiser par des pratiques humanitaires – la création de centres d'accueil des migrant.e.s, l'offre de nourriture, d'abris et de soins médicaux, la surveillance des abus, la protection des droits fondamentaux – dans des zones frontalières de plus en plus dangereuses et/ou militarisées (Walters, 2011). Ces pratiques humanitaires peuvent toutefois servir des intérêts particuliers alignés sur le régime de contrôle des frontières. Les soins offerts aux migrant.e.s peuvent ainsi devenir une technologie de contrôle, en étendant la portée de la gouvernance étatique sur les corps et les espaces (Williams, 2015). Cet assemblage de pratiques humanitaires et sécuritaires aux frontières met donc en lumière un certain paradoxe de la protection, soit la tension entre « la protection de l'individu contre le préjudice et la protection des frontières et d'un espace national » (Pallister-Wilkins, 2015: 54). Dans ce contexte, les migrant.e.s sont à la fois considéré.e.s comme vulnérables aux violences d'autrui et un risque en soi pour la sécurité d'un pays – deux sources de risque que la frontière humanitaire prétend résoudre (Côté-Boucher et al., 2023).

L'enchevêtrement de préoccupations et de pratiques humanitaires et sécuritaires dans l'assemblage frontalier génère en ce sens une gouvernance particulière, qui justifie notamment des mesures de contrôle plus restrictives et (re)produit des formes d'inclusion/exclusion différentielle basées sur la vulnérabilité (Fassin, 2007; Ticktin, 2006). L'interprétation de cette vulnérabilité est variable selon les différents contextes sociaux et historiques dans lesquels elle émerge; elle peut à la fois générer des pratiques et des politiques de protection humanitaire et soutenir des discours de criminalisation (Fassin, 2015). Les discours et les pratiques humanitaires peuvent donc varier en fonction des groupes définis comme étant plus vulnérables, tels que les enfants, les personnes âgées ou les femmes. Les pratiques humanitaires peuvent également s'inscrire dans des processus de triage qui, en matière d'asile, par exemple, « exige[nt] que l'aide ne soit accordée qu'à ceux [et celles] qui y ont légalement droit et qui en ont le plus besoin » (Kallio et al., 2019: 4). Les travaux sur l'humanitarisme soulignent d'ailleurs que ce type de gouvernance peut entraîner des effets paradoxaux dans le cadre de prestations de soins, notamment en (re)produisant des relations hiérarchiques de pouvoir (Debrix, 1998), telles que la relation entre les victimes passives et les

sauveurs²⁰ (Vaughan-Williams, 2015), ainsi que des inégalités raciales et genrées (Ticktin, 2011). L'étude proposée par Ticktin (2011) sur les politiques humanitaires mises en place par le gouvernement français pour les victimes de violences fondées sur le genre illustre bien cette tendance. En faisant preuve de compassion pour un nombre réduit de migrant.e.s, le gouvernement français a parallèlement renforcé les politiques d'immigration exclusives plus généralisées. Les soins humanitaires peuvent parallèlement perpétuer une relation de dépendance envers l'aide humanitaire, une dynamique qui peut se traduire par le déni total ou partiel des droits humains ou l'émergence de statuts ambigus et transitoires (Stefoni et al., 2023). La compassion rationalisée et les tactiques de contrôle engendré par ce type de gouvernance transforment ainsi le soin en un « acte calculé » (Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022: 3).

L'émergence de la frontière humanitaire résulte pourtant d'une série d'éléments, de processus contradictoires et d'événements (Walters, 2011: 145). Cette configuration peut être liée à la manière dont les stratégies humanitaires et militaires sont mutuellement reconfigurées par leur déploiement conjoint (Garelli et Tazzioli, 2018), ou aux contestations directes menées par les agent.e.s humanitaires ou les OI/ONG/OIG (Cuttitta, 2017). De plus, il convient de préciser que ces dernières ne peuvent pas être conçues comme un processus général qui se matérialise de manière uniforme dans les zones frontalières, il s'agit d'un phénomène assez spécifique qui comporte des variations selon le lieu/la région (Walters, 2010).

1.2.2. La reproduction des frontières humanitaires dans des contextes variés

À l'aune des travaux sur les frontières humanitaires, l'exercice du pouvoir humanitaire apparaît lié à la reconfiguration de nouveaux espaces frontaliers par divers acteurs et actrices, chacun évoluant dans des contextes spécifiques et des configurations géographiques variées (Kallio et al., 2019; Novak, 2022). Bien que les études sur la (re)production de frontières humanitaires demeurent ancrées dans les contextes européens ou Nord européens, la diversité des cas empiriques témoigne des formes variées dans lesquelles les soins et le contrôle sont conjugués (*Ibid.*). Les géographies

²⁰ Les écrits de Ticktin relèvent d'ailleurs le fait que l'humanitarisme repose sur, et reproduit parallèlement, des relations inégales entre ceux.celles qui reçoivent et qui fournissent l'aide (2011). L'objectif général de l'intervention humanitaire vise à protéger les personnes considérées comme des groupes vulnérables en contexte de migration alors qu'il s'agit selon Debrix (1998) d'une vision simpliste. En effet, la migration elle-même est liée à la présomption de sujets capables de se mobiliser eux-mêmes, allant nécessairement au-delà d'une vision purement passive et victimaire (Walters, 2011).

des frontières humanitaires sont en effet dispersées; elles peuvent être situées dans des zones frontalières mortelles terrestres et maritimes, notamment dans le désert de Sonora, la mer de Timor, la Méditerranée, les Alpes, ou encore les espaces carcéraux (insulaires) ayant comme objectif de limiter la mobilité des migrant.e.s (İşleyen, 2018; Mountz, 2011; Pallister-Wilkins, 2024). C'est pourquoi il demeure essentiel de considérer le contexte historique, les particularités géographiques, les rivalités et les stratégies locales/régionales de gestion des migrations, entre autres (*Ibid.*; Winters et Izaguirre, 2019). Cette section met ainsi en lumière la nécessité d'analyser comment le Panama reproduit des processus d'inclusion/d'exclusion frontaliers de plus en plus restrictifs tout en considérant ses particularités géographiques et politiques.

En effet, une variété de travaux adresse l'enchevêtrement de préoccupations humanitaires et de logiques de contrôle aux frontières de l'Europe (Walters, 2011; Pallister-Wilkins, 2017a, 2018; Garelli et Tazzioli, 2018; Vaughan-Williams, 2015), des États-Unis (Williams, 2016; Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022) et du Canada (Côté-Boucher et al., 2023). Pallister-Wilkins s'est intéressée plus particulièrement aux processus de sauvetage dans la Méditerranée. Ses travaux lui ont permis de démontrer que, bien que présentées et articulées par les États comme une réponse alternative aux pratiques de plus en plus restrictives et militarisées de l'Europe, ces pratiques peuvent à la fois masquer la violence de la frontière et partager certaines logiques avec les mécanismes de contrôle aux frontières (2017a). Elle relève en outre l'imbrication du soin et du contrôle dans la gestion des populations à risque, ainsi que l'émergence d'une variété d'acteur.trice.s humanitaires dans l'assemblage frontalier (*Ibid.*). Garelli et Tazzioli ont également repris la notion de frontière humanitaire, en mettant toutefois l'accent sur la présence de logiques humanitaires dans les campagnes de lutte contre les réseaux de passeurs et de trafiquants; il s'agit essentiellement d'une stratégie militaro-humanitaire tentant de bloquer les flux migratoires se dirigeant vers l'Europe, et ce, au nom du sauvetage et de la protection des migrant.e.s (2018). Williams (2014) s'est également penchée sur l'instrumentalisation de discours et de positionnements humanitaires à des fins sécuritaires aux frontières. L'autrice démontre comment la sécurité des migrant.e.s et celle des frontières peuvent être réconciliées dans le discours et la politique officiels de l'État. Le lien sécurité/sûreté (*safety/security nexus*) permet notamment de considérer les effets des politiques aux frontières sur les droits fondamentaux, tel que dénoncés par des organisations transnationales, tout en justifiant la militarisation et la sécurisation continues des

frontières nationales (*Ibid.*). De plus, les efforts déployés pour fournir, superviser et réglementer la prestation de soins peuvent paradoxalement accroître la vulnérabilité des migrant.e.s, en réduisant les espaces de soins alternatifs en dehors des soins régulés et prévus par l'État (Williams, 2014; Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022).

L'articulation de logiques humanitaire et de contrôle en Amérique latine a également fait l'objet de quelques études, quoique plus limitées. Les travaux sur les cas du Costa Rica (Winters et Izaguirre, 2019) du Chili (Stefoni et al., 2023) ainsi que du Brésil (Bronte, 2023) mettent en lumière le paradoxe entre le renforcement des contrôles frontaliers et l'aide humanitaire, cette dernière ne parvenant pas à réduire les risques encourus par les migrant.e.s (Stefoni et al., 2023; Bronte, 2023). Le cas de la gestion de la frontière entre la Bolivie et le Chili, plus précisément du point de passage dans la région montagneuse de Colchane, atteste du fait que le traitement de la migration vénézuélienne est ancré dans des logiques à la fois sécuritaires et humanitaires (Stefoni et al., 2023). Cette approche consiste à fournir une aide humanitaire à ceux et celles qui se trouvent dans des conditions extrêmement précaires et vulnérables, sans toutefois résoudre les enjeux d'irrégularité ni les risques associés à ce passage frontalier, perpétuant ainsi la négation des droits de la population migrante (*Ibid.*: 4). Le cas du Brésil partage certaines similarités dans la mesure où sa réponse militaro-humanitaire – l'opération *Welcome* – ne s'inscrit pas seulement dans un projet humanitaire ayant pour but de protéger et soutenir les migrant.e.s vénézuélien.ne.s, elle permet aussi d'exercer un contrôle biopolitique à travers des pratiques de sécurisation et d'hygiénisation (Bronte, 2023: 532). En s'inspirant du concept de « debility » de Puar (2017), Bronte démontre que les stratégies de l'État brésilien permettent de modifier, interrompre et régir la mobilité des migrant.e.s tout en leur offrant des services de base et une reconnaissance légale.

Bien que les principales caractéristiques de la frontière humanitaire soient observées dans une variété de lieux, une considération plus approfondie du contexte historique et des stratégies locales/régionales de gestion des migrations demeure essentielle. La frontière humanitaire évolue effectivement en interaction avec des structures sociales spécifiques et bien ancrées, qui influencent et façonnent sa matérialisation (Novak, 2022 : 13). L'étude de la gouvernance des migrations

transitant par le Costa Rica²¹ témoigne en outre de l'importance de considérer les spécificités locales dans l'analyse des liens complexes entre les soins et le contrôle (Winters et Izaguirre, 2019: 16). En effet, basée sur l'étude d'un centre d'accueil de migrant.e.s dans la région frontalière du nord du Costa Rica, leur analyse montre comment ce dernier sert à la fois des objectifs humanitaires et sécuritaires, une double logique classique de la « prise en charge et de contrôle » des migrations irrégularisées. Parallèlement, le centre d'accueil et sa fonction de régulation ne semblent pas conçus pour arrêter cette migration; « ils permettent plutôt aux migrants de se reposer et d'élaborer des stratégies avant de poursuivre leur voyage » (*Ibid.*). Ce « pays de transit humanitaire » se retrouve donc à la croisée de logiques de facilitation de la mobilité et de pratiques de contrôle, et ce, dans un contexte de pression croissante exercée par les États-Unis en vue d'externaliser leur frontière (*Ibid.*).

De plus, les spécificités spatiales des espaces frontaliers peuvent également affecter la manière dont la frontière humanitaire se manifeste ainsi que l'effet des mécanismes de contrôle frontalier sur la mobilité des migrant.e.s. Le cas de l'espace frontalier alpin, entre la France et l'Italie, démontre notamment ce paysage naturel peut être à la fois instrumentalisé à des fins de dissuasion, en référence aux études frontalières critiques soulignant la dimension « nécro-politique » de certaines frontières, et contribuer à élargir le champ d'action des migrant.e.s (Torre, 2023: 637). En effet, malgré les pratiques de contrôles et les configurations hostiles et létales de cette frontière, la traversée des montagnes à pied - un espace trop vaste pour être entièrement patrouillé – permet aux migrant.e.s de gérer la spatialité et la temporalité de leurs parcours de manière plus autonome (*Ibid.*). Par ailleurs, les corridors migratoires traversant la Méditerranée centrale impliquent différents territoires terrestres et maritimes, diverses partitions juridiques, politiques et géographiques, des autorités formelles et/ou informelles, entre autres – ces composantes pouvant affecter le degré d'autonomie ou le champ d'opportunité de l'assistance humanitaire (Cuttita, 2022). Les géographies inégales des frontières, telles que la mer Méditerranée ou le réseau autoroutier européen, rendent l'assistance humanitaire possible tout en la limitant. La nature fluide et complexe du territoire maritime, par exemple, peut être exploitée à la fois par les autorités

²¹ Ce cas d'étude s'avère pertinent dans le cadre de notre étude puisque le Costa Rica partage une frontière avec le Panama, certaines politiques migratoires ainsi que des similarités au niveau de la gestion de la mobilité en transit.

gouvernementales qui tentent de mettre en œuvre l’externalisation et par les ONG plus critiques qui tentent de s’y opposer, notamment lors des opérations de recherche et de sauvetage (*Ibid.*).

1.2.3. Les variables du travail frontalier humanitaire

Comme souligné par plusieurs travaux, l’étude des frontières humanitaires implique de s’intéresser aux préoccupations et aux pratiques humanitaires des agent.e.s (non) étatiques. En effet, sans nier le rôle prépondérant des États dans la (re)production des frontières humanitaires, la littérature constate l’émergence d’une variété d’acteur.trice.s humanitaires qui contribue à définir l’assemblage complexe entre soins et contrôle à la frontière humanitaire (Pallister-Wilkins, 2017a,b). C’est dans cette optique que nous utilisons la notion de travail frontalier humanitaire, définie comme l’ensemble des interventions visant à porter secours aux migrant.e.s et à atténuer la violence dans les zones frontalières (Jones, 2016; Pallister-Wilkins, 2018). En s’appuyant sur la notion de travail frontalier de Rumford (2008), Pallister-Wilkins introduit ce concept pour souligner les particularités du travail frontalier réalisé selon les principes de la frontière humanitaire (2017b). Ce concept permet notamment de considérer la redéfinition des formes traditionnelles du travail frontalier, historiquement centré sur la défense du territoire national, en intégrant une dimension de protection des personnes vulnérables (*Ibid.*). La mobilisation de ce concept fait d’ailleurs écho à la littérature sur les études frontalières critiques et nous permet ainsi de saisir la nature changeante de ces espaces frontaliers, notamment à travers l’étude des pratiques frontalières/de frontièrisation. La notion de travail frontalier humanitaire propose de s’intéresser aux interventions humanitaires en considérant leur caractère mobile dans l’espace-temps, leur rationalité, leur caractère négocié ainsi que leur adaptation aux particularités locales²² (Pallister-Wilkins, 2018; Phillips, 2023; Cuttitta, 2017). Cette approche analytique permet d’analyser l’enchevêtrement des logiques de soin et de contrôle dans les pratiques humanitaires au *Tapon del Darién*, tant du côté de l’État panaméen que des organisations internationales.

²² Nous précisons que ces variables ne sont pas exhaustives et peuvent s’enchevêtrer les unes avec les autres.

Rationalité

Dans ce contexte, les pratiques frontalières humanitaires s'inscrivent d'abord dans une logique rationalisée et minimaliste, l'aide humanitaire devenant ainsi un « acte calculé » (Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022: 3). En effet, plusieurs travaux constatent l'opérationnalisation des interventions humanitaires – celles-ci sont structurées pour répondre à des besoins immédiats tout en étant encadrées par des impératifs de contrôle et de gestion (*Ibid.*). Les pratiques humanitaires reproduisent en ce sens des logiques particulières de gestion des risques, de rationalisation, d'efficacité et d'efficience face aux besoins croissants dans les zones frontalières (Reid-Henry, 2014). Dans ce contexte, l'aide humanitaire devient un calcul stratégique qui permet d'atténuer les risques associés à la traversée des frontières en offrant des services limités aux populations plus vulnérables. Bien qu'elles soient minimalistes, ces pratiques vont tout de même au-delà du simple constat de la violence des frontières; elles cherchent à documenter l'état médical des migrant.e.s, à offrir des soins et à contester les effets des régimes frontaliers (Redfield, 2006; Walters, 2011). Ces pratiques produisent et diffusent des connaissances – que Walters (2011) caractérise comme des formes spécifiques d'autorité associées à une expertise médicale ou juridique – pouvant toutefois perpétuer des processus d'inclusion et d'exclusion aux frontières (Walters, 2011; Ticktin, 2006; Casas-Cortes et al., 2015; Pallister-Wilkins, 2017b; Pécoud, 2010; Calarco, 2022). À partir du critère de vulnérabilité, par exemple, les services offerts deviennent sélectifs et différentiels, basés sur des attributs comme la nationalité, la race, le genre, et d'autres caractéristiques sociales ou politiques. Plusieurs dispositifs humanitaires établissent, par exemple, une distinction entre les migrations régulières et irrégulières (Vaughan-Williams, 2015: 8), entre certaines nationalités (Lambert, 2023), entre les personnes ayant besoin d'une protection et les migrant.e.s économiques (Calarco, 2022) ou encore en fonction du niveau de précarité des conditions de vie (Stefoni et al., 2023; Bronte, 2023). Dans la présente étude, il s'agit donc d'explorer comment les interventions humanitaires reflètent une logique rationalisée et minimaliste.

Variations spatio-temporelles

Le travail frontalier humanitaire remet en question le caractère traditionnellement fixe des interventions humanitaires. Il s'adapte continuellement aux corridors migratoires malléables et changeants, tant au niveau spatial que temporel (Pallister-Wilkins, 2018). En effet, cette approche

analytique propose de s'intéresser à la relation entre le contrôle biopolitique et le territoire, ce dernier étant considéré à la fois comme un déterminant de la pratique et un élément qui est (re)configuré par l'intervention humanitaire (*Ibid.*). Le travail frontalier humanitaire suit en ce sens la délocalisation et l'externalisation de la frontière (Cuttitta, 2017), démontrant le rôle de la mobilité dans les stratégies de gouvernance des migrations de transit (Isleyen, 2017). Par conséquent, les acteur.trice.s humanitaires réorientent et déplacent leurs activités en fonction des corridors migratoires afin d'offrir des soins dans des conditions souvent éphémères et temporaires, ce que Pallister-Wilkins appelle du « pop-up humanitarianism » (2018). L'humanitarisme en soi est considéré temporaire par nature, dans la mesure où il répond à des urgences particulières d'une durée limitée. Toutefois, dans la pratique, la durée d'une urgence n'est pas fixe, les réponses humanitaires devenant peu à peu une caractéristique permanente de la gestion des migrations irrégularisées (Pallister-Wilkins, 2022: 100; Bulley, 2023; Agier, 2011).

Sur le plan spatial, l'introduction de justifications humanitaires peut parallèlement étendre le champ d'action des polices frontalières, notamment en légitimant la surveillance ou des opérations d'assistance à des endroits plus reculés (Pallister-Wilkins, 2018). Dans le présent cas d'étude, les variations spatio-temporelles des pratiques humanitaires méritent en ce sens d'être explorées pour saisir la nature changeante de la frontière au Darién. Il s'agit notamment d'analyser comment ces interventions humanitaires parviennent à se déployer dans des zones peu contrôlées par l'État ou encore au sein de communautés autochtones, et ce, en fonction des routes migratoires établies. En d'autres termes, la « nécessité de sauver des vies, inscrite dans les pratiques de travail quotidiennes des agents des frontières et des gardes-côtes, a un impact sur l'emplacement réel de la frontière » (Pallister-Wilkins, 2023: 62).

Caractère négocié

De plus, le travail frontalier humanitaire se distingue par son caractère négocié, impliquant une interaction constante entre divers.es acteur.trice.s et intérêts. Dans ce contexte, la frontière humanitaire est conçue comme un « espace relationnel vécu par les sujets en mouvement et constituant des réglementations, des techniques, des tactiques et des (contre-)pratiques » (Kallio et al., 2019 : 2). Cette conceptualisation permet de saisir la nature négociée et changeante de ces espaces frontaliers et des pratiques humanitaires. Dans ce contexte, les organisations humanitaires

doivent naviguer dans des environnements complexes où les exigences des États, les besoins des migrant.e.s et les impératifs de sécurité se chevauchent. En s'appuyant sur le cas de la Libye, Phillips soutient, par exemple, que le pouvoir contestataire des ONG est limité, ces dernières devant souvent passer par les mécanismes de coordination de l'ONU, entretenir de bonnes relations avec les États afin de préserver leurs assises et continuer à recevoir des fonds de donateurs (2023 : 121). Celles-ci peuvent toutefois s'impliquer dans l'offre de services facilitant la mobilité des migrant.e.s ou encore la dénonciation de la violence inhérente aux mécanismes de contrôle ou aux processus d'externalisation des frontières (Walters, 2011; Cuttitta, 2017). Walters (2011) précise néanmoins que les forces typiquement opposées se soutiennent mutuellement; les pratiques de gouvernance et de résistance sont relationnelles et coconstitutives, de sorte que la frontière humanitaire peut contenir en elle-même des germes de résistance²³ (Kallio et al., 2019). L'humanitarisme est un « domaine qui existe dans un état permanent de cooptation, d'infiltration, mais aussi de provocation avec l'État (et avec d'autres entités supranationales et internationales) » (Walters, 2011: 149). Dans le présent mémoire, il s'agit en ce sens de relever les éléments qui font l'objet de négociation, de contestation ou de revendication, notamment par les organisations humanitaires internationales. Cet angle d'analyse s'inscrit dans une tentative d'explorer comment les OI/ONG/OIG peuvent contester, ou du moins atténuer, les processus frontaliers restrictifs. Il s'agit également de mobiliser la littérature sur le rôle ambivalent des organisations dans le cadre de la gouvernance des migrations irrégularisées, le degré d'ambivalence pouvant varier en fonction de la source de leur financement, entre autres.

Particularités locales

Finalement, le travail frontalier humanitaire, tout comme la frontière humanitaire, ne se matérialise pas de manière uniforme, il s'adapte aux particularités du lieu/de la région (Walters, 2010). Comme souligné dans la section précédente, le travail frontalier humanitaire se déploie sur des terrains géomorphologiques précis et au sein de structures sociales (Vaughan-Williams, 2015). Ces

²³ Dans le cadre de la frontière humanitaire, il convient de souligner que l'humanitarisme agit au sein, et non en dehors, de la violence des frontières. En ce sens, même si ce type de gouvernance « opère dans un espace qui semble déjà sécurisé, militarisé, fortifié, etc., il ne doit pas être considéré comme un simple processus en deux étapes, une question d'action et de réponse, comme s'il y avait d'abord la sécurisation et ensuite l'humanisation, qui vient balayer les dommages collatéraux humains » (Walters, 2011: 147).

pratiques transforment parallèlement les espaces où elles se déploient et peuvent engendrer des changements significatifs (Novak, 2022). Les travaux de Walters démontrent, par exemple, comment les pratiques humanitaires à Lampedusa comportent à la fois des caractéristiques uniques et des éléments qui se répètent sur d'autres sites de transit (*Ibid.*: 145). L'étude des dynamiques humanitaires et sécuritaires à la frontière nord du Costa Rica ou encore à la frontière sud du Canada²⁴ témoigne également de l'importance de saisir les spécificités des localités dans lesquelles des pratiques sont mises en œuvre (*Ibid.*: 16). Ces constats soulignent en ce sens l'importance de prendre en compte les spécificités de chaque frontière, dans ce cas-ci le *Tapon del Darién*, allant ainsi au-delà des contextes méditerranéen et européen (*Ibid.*; Winters et Izaguirre, 2019 : 6; Stefoni et al., 2023).

Tableau 1.1 :
Les variables du travail frontalier humanitaire

Concepts des pratiques frontalières humanitaires	Sous-concepts clés
Rationalité	Expertise médicale/juridique; Soins et financement limités; Dispositifs de contrôle/surveillance
Particularités locales	Groupes armés; géographie et climat; Communautés locales; Absence d'infrastructures et/ou services précaires
Négociation	Plaidoyer, Revendications, Pression
Variables spatio-temporelles	Internalisation/externalisation de la frontière; Variations temporelles et spatiales des pratiques humanitaires

En mobilisant ces outils analytiques, nous souhaitons ainsi étudier les particularités des pratiques humanitaires à la frontière entre le Panama et la Colombie, et la manière dont elles s'articulent aux mécanismes de contrôle (*Ibid.*; Kallio et al., 2019; Novak, 2022). Le concept de travail frontalier humanitaire permet parallèlement d'explorer comment ces pratiques contribuent à (re)définir la gouvernance de cet espace et à réduire les risques inhérents à cette frontière dangereuse.

²⁴ La gestion humanitaire du chemin Roxham (Canada) témoigne quant à elle de la désorganisation et l'improvisation au Canada dans le cadre de l'accueil des personnes demandant l'asile qui, contrairement à l'Europe, étaient dues à un manque de préparation plutôt qu'à une gestion calculée (Côté-Boucher et al., 2023: 410).

1.3. Le rôle des acteur.trice.s humanitaires dans la gouvernance des migrations irrégularisées

Considérant l'inclusion d'acteur.trice.s non étatiques dans la gouvernance humanitaire des frontières, il est pertinent de définir la gouvernance mondiale des migrations irrégularisées et le rôle des organisations internationales humanitaires. La section suivante nous permettra en ce sens d'identifier les positionnements et les pratiques des acteur.trice.s humanitaires dans l'assemblage frontalier complexe de soin et de contrôle, notamment dans un espace de transit (Novak, 2023). Le concept de gouvernance mondiale des migrations sera d'abord défini dans l'optique de saisir ses composantes, notamment en lien avec la gestion des migrations, et la variété des acteur.trice.s impliqué.e.s. Dans le cadre de cette gouvernance, le rôle des organisations humanitaires internationales s'avère ambivalent, leur mandat oscillant entre la protection des droits humains et la protection des intérêts des États (Basok et Piper, 2012; Ashutosh et Mountz, 2011; Geiger et Pécoud, 2014). Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un processus négocié; les différent.e.s acteur.trice.s aux objectifs différents contribuent à faire de la gouvernance des migrations irrégularisée un site de lutte caractérisé par la coopération, la tension et la contestation (Wihtol de Wenden, 2012; Betts, 2013; Calarco, 2022). Cette dernière section du cadre théorique permet de situer l'étude de cas dans les modèles émergents de gouvernance humanitaire, et ce, en développant sur le rôle complexe des acteur.trice.s non étatiques.

1.3.1. La gouvernance mondiale des migrations irrégularisées, vers une approche de « gestion »

À l'aune de la mondialisation et de la volonté des États de mieux contrôler les flux migratoires, la notion de gouvernance des migrations est introduite au cours des années 1990, alors que les migrations irrégularisées deviennent une préoccupation (Pécoud, 2018: 43). La gouvernance des migrations fait référence à l'ensemble de structures et de normes régissant les migrations à différents niveaux (local, national, régional et international). Elle demeure pourtant un processus complexe et fragmenté; elle regroupe une variété de visions, de discours, d'accords ou de pratiques orientée vers la régulation des migrations (Wihtol de Wenden, 2012). C'est dans ce contexte qu'émerge la gestion des migrations, une notion désormais centrale dans les débats internationaux sur la gouvernance des migrations, cherchant à concilier le contrôle des flux migratoires avec la protection des droits humains.

Considérant l'hétérogénéité des acteur.trice.s aux intérêts et positionnements variés, la gouvernance des migrations se déploie de différentes manières : les politiques et programmes migratoires des pays, les discussions et accords interétatiques, les forums multilatéraux et les processus consultatifs, et les activités des organisations internationales, ainsi que les normes internationales pertinentes (Crépeau and Atak, 2016: 115; Commission Mondiale sur les migrations internationales, 2005: 65). Les initiatives régionales et internationales n'ont toutefois pas abouti à la création d'un régime international unifié et cohérent qui servirait de base à une « gouvernance mondiale des migrations ». Elles ont plutôt engendré l'identification de catégories de migration (irrégulière, main-d'œuvre hautement et faiblement qualifiée, forcée, etc.) et à l'élaboration de normes qui sont en général non contraignantes et coexistent avec des traités de type « *hard law* » plus anciens, comme la Convention de Genève relative au statut de réfugié.e.s (1951) ou la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés de 1984²⁵ signée par dix pays d'Amérique latine (Pécoud, 2017). Néanmoins, l'impopularité de la Convention des Nations Unies sur les droits des travailleur.euse.s migrant.e.s (1990), n'ayant pas été ratifiée par les États occidentaux, a démontré la réticence des États à l'égard des normes plus contraignantes et de l'ingérence des organisations non étatiques dans le domaine des migrations et des frontières²⁶ (*Ibid.*).

Les développements régionaux et internationaux plus récents s'inscrivent de ce fait dans une logique particulière : celle de la « gestion des migrations ». Cette approche fait référence à a) un ensemble de discours et de pratiques sur la manière dont elles doivent être identifiées, mesurées, prévues et contrôlées et b) des techniques de gouvernance subtiles, y compris la dissuasion et la protection (Geiger et Pécoud, 2014). La gestion des migrations peut donc être considérée comme une tentative de concilier les intérêts de la variété d'acteur.trice.s impliqué.e.s dans la gouvernance des migrations. D'une part, l'intérêt des États pour la coopération interétatique reflète la recherche de nouvelles stratégies pour contrôler et limiter les migrations, notamment aux frontières (Basok

²⁵ Cette dernière élargit la définition du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève en incluant « toute personne qui estime que sa vie, sa sécurité ou sa liberté est menacée en raison d'une violence généralisée, de troubles intérieurs, de violations massives des droits [humains] ou d'autres circonstances ayant entraîné des troubles à l'ordre public » (HCR, 1984).

²⁶ Il convient de mentionner que l'impopularité de cette convention auprès des pays occidentaux s'inscrit dans un contexte d'exploitation massive de la main-d'œuvre étrangère, aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord, et d'une grande susceptibilité des États à l'égard de l'OIT, dont le principe de représentation « tripartite » donnait selon certains gouvernements une place trop importante aux mouvements syndicaux (Pécoud, 2018: 44).

et Piper, 2012: 41). D'autre part, la gestion des migrations repose sur l'idée que les politiques migratoires axées exclusivement sur la restriction et le contrôle des frontières ne suffiraient pas à régir la mobilité humaine contemporaine. Bien que certaines OI vont insister davantage sur la protection des droits fondamentaux des migrant.e.s et des réfugié.e.s (*Ibid.*), la logique de gestion demeure grandement soutenue par les agences des Nations Unies, et plus particulièrement l'OIM²⁷. Cette approche plus globale et concertée suppose qu'il serait possible de répondre à des impératifs plus larges, tels que les droits des migrant.e.s ou encore le besoin de main-d'œuvre dans les économies plus développées, et ainsi « gérer » de manière coopérative les migrations (Geiger et Pécoud, 2014). La gestion des migrations se présente en ce sens comme pragmatique, réaliste, humaine et bénéfique pour toutes les parties concernées, incluant les États d'accueil, de transit et d'origine ainsi que les migrant.e.s (Cuttitta et al., 2020).

Le vocabulaire de l'objectif 10.7 des Objectifs de développement durable (ODD) de 2015, soit de « faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées » (Nations Unies, 2015), s'inscrit en outre dans cette optique. En consacrant l'importance d'un cadre d'action global pour les politiques mondiales, cet objectif évoque l'idée des migrations ordonnées tout en reconnaissant la nécessité de leur gestion par les États. Cette logique managériale de type « *triple win* » réitère également le lien de causalité entre les migrations et le développement, qui fait déjà l'objet d'un consensus plus large auprès des États occidentaux, et permet d'introduire des objectifs socio-économiques. Axée sur l'optimisation des effets économiques de la mobilité, cette démarche consensuelle peut toutefois occulter d'autres enjeux de pouvoir, notamment structureaux, idéologiques ou encore historiques, au profit d'une approche plus utilitariste (Pécoud, 2017).

La déclaration de New York pour les réfugié.e.s et les migrant.e.s en 2016, entraînant l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (2018) et du Pacte mondial sur les réfugiés (2018), a d'ailleurs marqué un tournant dans la coopération internationale en matière de migration. En reprenant des éléments des conventions et des rapporteurs de la dernière décennie, ces pactes établissent des objectifs majeurs; ils adressent notamment les causes des

²⁷ Dans le cas de l'OIM, il demeure essentiel de mentionner que, du fait de son histoire, son mode de fonctionnement et ses activités, l'organisation est politiquement alignée sur l'agenda des pays occidentaux et sur la priorité que ces derniers donnent au contrôle des flux migratoires (Pécoud, 2017).

migrations, le respect des droits fondamentaux dans les différents processus migratoires, la garantie des migrations sûres, ordonnées et régulières, la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants, la séparation des familles de migrants, l'élaboration de politiques inclusives, l'offre de services de santé et d'éducation, les missions de recherche et de sauvetage, etc. (Assemblée générale des Nations Unies, 2018a). Au cours de la même période, marquée par la « crise » des réfugié.e.s de 2015-2016 en Europe et au Moyen-Orient, l'OIM²⁸ devient une agence des Nations unies, même si elle demeure une organisation essentiellement opérationnelle et logistique plutôt que normative (Pécoud, 2017).

Il convient de préciser qu'en revendiquant une meilleure coopération pour la protection des droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s, cette approche de type managérial contribue parallèlement à reproduire des formes subtiles de contrôle de la migration (Pécoud et Geiger, 2014). La gouvernance mondiale des migrations offre la possibilité aux gouvernements et aux acteurs non étatiques d'organiser, de catégoriser et de sélectionner les migrant.e.s plutôt que de les exclure simplement – une dynamique faisant écho aux pratiques de frontiérisation (Mezzadra et Neilson, 2013). Dans ce contexte, la gouvernance des migrations peut devenir une manière d'exporter les préoccupations sécuritaires et économiques de certains États – en particulier occidentaux – et ce, au nom des intérêts de toutes les parties et sans intervenir directement dans un domaine relevant de la souveraineté des États (Pécoud, 2017). La Déclaration de Los Angeles adoptée en 2022 illustre d'ailleurs cette tendance : elle réitère l'engagement des dix pays signataires, dont les États-Unis et le Panama, à renforcer les efforts nationaux, régionaux et hémisphériques visant à créer les conditions d'une migration sûre, ordonnée, humaine et régulière ainsi que les cadres de protection et de coopération internationales (Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection, 2022). Cette approche technocratique demeure axée sur le contrôle en supposant la capacité, et la

²⁸ L'OIM a d'ailleurs été créée en réponse aux déplacements massifs de populations en Europe causés par la seconde guerre mondiale. Dans le contexte du Plan Marshall, les gouvernements occidentaux (dont les États-Unis) voyaient dans ces déplacements un obstacle à la reconstruction du continent et un facteur de propagation du communisme. La mission du Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe (CIPMME) créé en 1951, renommé à plusieurs reprises pour devenir l'Organisation internationale pour les migrations en 1989, était donc de déplacer ces populations vers d'autres régions du monde, notamment l'Amérique latine, alors considérée comme sous-peuplée (Pécoud, 2017 : 84).

nécessité, des États à contrôler leurs frontières et la migration irrégularisée par l'entremise de stratégies de gouvernance (*Ibid.*).

1.3.2. Le rôle complexe des OI/ONG/OIG au sein de la gouvernance mondiale des migrations

Les acteur.trice.s non étatiques – dont des OI faisant partie du système des Nations unies et d'autres ONG – occupent un rôle particulièrement important dans la gouvernance mondiale des migrations irrégularisées, quoique restreint (Wihtol de Wenden, 2012). Ce dernier peut toutefois s'avérer ambivalent, dans la mesure où il peut s'inscrire à la fois dans la protection des droits humains et la promotion d'une gouvernance servant les intérêts des États, en particulier occidentaux (Basok et Piper, 2012; Wihtol de Wenden, 2012).

Selon Barnett et Finnemore (1999: 700), les OI exercent un pouvoir, puisqu'elles « construisent le monde social » à travers la production de données, la documentation normative des enjeux à l'échelle mondiale, l'élaboration de recommandations et de politiques, etc. En ce sens, bien que l'État joue un rôle clé à travers la monopolisation des « moyens légitimes de déplacement » (Torpey, 2018), les acteur.trice.s non étatiques, militaires et humanitaires exercent également un contrôle sur la mobilité des migrants et font partie de cette formation spatiale (Álvarez, 2023; Basok et al., 2015; Casas-Cortes et al., 2015; Miranda et Hernandez, 2022). Du fait de leur bonne réputation, leur accès aux données et leur mandat « universel et neutre », les OI et les OIG, mais également les ONG, sont en mesure de s'impliquer dans la production, la diffusion et la mise en œuvre de connaissances et d'idées (Barnett et Finnemore, 1999; Pécoud et Geiger, 2014). Elles se présentent notamment comme « des acteurs impersonnels, neutres en termes de valeurs, non intéressés et donc technocratiques, dont le but n'est pas l'exercice du pouvoir, mais la résolution équitable des problèmes » (Lavenex, 2007: 253).

Puisque ce mémoire s'intéresse également aux organisations impliquées dans l'offre d'une aide humanitaire, la notion « d'organisation humanitaire internationale » englobe les différents types d'organismes. Il convient toutefois de noter que la littérature différencie généralement les organisations non gouvernementales, internationales et intergouvernementales; les ONG sont constituées d'associations et/ou des individus (ex : Médecins sans frontières), les OI sont issues de traités (ex : HCR) tandis que les OIG sont constituées d'États (ex : OIM). D'autres organisations,

telles que la IFRC, sont catégorisées différemment en raison de leur hybridité (Calarco, 2022). La source du financement est également un autre facteur de différenciation entre les organisations, notamment pour mieux saisir leur degré d'autonomie face à certaines politiques migratoires (Basok et Piper, 2012; Cuttitta, 2022; Phillips, 2023). En effet, si les OI sont devenues des acteurs importants dans le domaine de la gouvernance mondiale, il demeure important de reconnaître leurs limites; leur dépendance du financement gouvernemental, provenant majoritairement de pays riches, limite leur capacité à imposer leurs propres agendas.

De manière générale, le rôle de ces organisations s'articule autour de trois principaux agendas selon Pécoud et Geiger:

(1) la surveillance des frontières et au contrôle des migrations non autorisées (2) la préoccupation du marché du travail [...], et (3) l'impératif humanitaire de favoriser le développement dans les régions d'origine et de protéger les migrant[e.s], les « victimes » de la traite humaine, les demandeur[.euse.s] d'asile, les réfugié[e.s] ainsi que les populations laissées pour compte (2014 : 876).

Le rôle des acteur.trice.s non étatiques s'avère donc ambivalent, considérant qu'il peut à la fois promouvoir des normes et des pratiques de soutien pour les migrant.e.s tout en appuyant les États dans la poursuite des objectifs de contrôle des migrations (Andrijasevic et Walters, 2010; Ashutosh et Mountz, 2011; Basok et Piper, 2012), notamment dans le contexte d'externalisation des frontières et de programmes financés par les États du Nord (Missbach et Phillips, 2020; Üstübici et al., 2023). En conformité avec les deux pactes mondiaux de 2018 sur les questions de migration et de réfugiés, ces organisations s'inscrivent à des degrés variables dans la logique de « gestion » des migrations décrite plus haut²⁹.

Les organisations humanitaires jouent d'abord un rôle clé dans l'offre de services de base et de soins médicaux (Pallister-Wilkins, 2017a, 2018), la facilitation de la mobilité (Schapendonk, 2018;

²⁹ Le rejet d'un cadre normatif contraignant et de l'ingérence des Nations unies a effectivement conduit certaines organisations à mobiliser une doctrine technocratique, bien que certaines OI (UNICEF, OIT, ...) vont insister davantage sur la protection des droits fondamentaux des migrant.e.s et des réfugié.e.s (Basok et Piper, 2012). Le vocabulaire technocratique de l'OIM ainsi que sa stratégie d'évitement des conflits vis-à-vis des États dont elle dépend lui permettent notamment d'exercer une influence considérable sur les discussions à l'échelle internationale (Pécoud, 2017 : 92).

Peterson, 2016), l'observation et la dénonciation de violations de droits humains ou de pratiques répressives, la diffusion et la promotion de bonnes pratiques, ainsi que la revendication de voies sûres et légales (Geiger et Pécoud, 2014; Cuttitta, 2022; Calarco, 2022). Comme mentionné dans la section précédente, en mobilisant une logique managériale et promouvant des objectifs de « bonne gouvernance », les OI sont impliquées de manière significative dans l'élaboration de normes liées au respect des droits humains, notamment à travers l'adoption de conventions ou de pactes mondiaux. L'exil de plusieurs millions de Vénézuélien.ne.s au cours de la dernière décennie, principalement vers des pays d'Amérique latine, a en outre montré l'importance du rôle de l'OIM et le HRC dans le développement et la mise en œuvre d'une stratégie régionale pour répondre aux besoins de cette population migrante/réfugiée³⁰ et garantir certains droits fondamentaux (Feler, 2019; Herrera et Berg, 2019).

Néanmoins, considérant l'objectif de mieux contrôler et surveiller les migrations irrégularisées, les positionnements et les interventions humanitaires de certaines organisations peuvent contribuer à légitimer ou à (re)produire des formes subtiles de contrôle aux frontières. La catégorisation des migrant.e.s, par exemple, perpétue des processus d'inclusion et d'exclusion sur la base de leur vulnérabilité ou de leur admissibilité au statut de réfugié.e, comme mentionné dans la section sur les frontières humanitaires (Ticktin, 2006; Pécoud, 2010; Walters, 2011; Casas-Cortes et al., 2015; Pallister-Wilkins, 2017b; Calarco, 2022). Une variété de pratiques témoigne également de la tentative d'articuler les agendas mentionnés ci-haut: les services de réinstallation des réfugiés, le traitement des demandes d'asile « à distance », les programmes de retour « volontaire » du HCR (Nyberg Sorensen et Gammeltoft-Hansen, 2013; Garnier, 2014; Lambert, 2023; Cuttitta, 2022), les campagnes d'information/de dissuasion sur les dangers associés à la route migratoire (Garelli et Tazzioli, 2018; Cuttitta, 2022) ou encore la lutte contre les réseaux de passeurs et de trafiquants³¹. En effet, le cadrage de ces campagnes d'information ou de lutte contre le trafic et de la traite des êtres humains peut non seulement être une source d'information pertinente pour les migrant.e.s; il

³⁰ Il convient de préciser que malgré l'intégration de cette Déclaration dans la législation nationale de plus de 14 pays latinoaméricains, dont le Panama, la reconnaissance du statut de réfugié demeure restreinte dans la pratique (Stefoni et al., 2023).

³¹ L'accent mis sur le contrôle des mouvements de population explique d'ailleurs l'intérêt généralisé pour la lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains, qui sont avant tout considérés comme une violation du droit souverain des États à contrôler leurs frontières (Basok et Piper, 2012).

peut parallèlement légitimer le renforcement du contrôle des frontières et leur militarisation en occultant les effets des politiques migratoires en termes de prise de risques et d'illégalisation (Pécoud, 2017).

S'inscrivant dans l'approche managériale des migrations, la diffusion de meilleures pratiques de gouvernance et de protection par les organisations humanitaires internationales (Geiger et Pécoud, 2014) peut à la fois consolider l'engagement des États envers les droits humains tout en renforçant la capacité de ces derniers à contrôler et à surveiller la migration aux frontières. L'OIM propose notamment des programmes de « renforcement des capacités » (*capacity-building*), soit des formations offertes aux services de douanes et de police de pays peu développés dans l'optique d'introduire de nouvelles technologies et pratiques : contrôle des passeports, maîtrise des outils biométriques, détection des fraudes, lutte contre la traite et la contrebande, gestion de données, échange d'informations (Pécoud, 2017).

De plus, si la production de connaissances expertes permet aux OI d'acquérir une légitimité dans le cadre des mécanismes de gouvernance des migrations, elle peut à la fois conduire à l'émergence de nouvelles formes de surveillance et de contrôle des individus. L'introduction de nouveaux outils technologiques aux frontières pour la collecte, le traitement et la diffusion de données et de cartes³² sur les populations mobiles promu par l'OIM (Moulin y Magalhaes, 2020; Domenech et al., 2022) illustre bien ce phénomène. En effet, l'essor des technologies numériques permet d'adapter les mécanismes de soutien tout en assurant la classification et la surveillance des populations mobiles (*Ibid.*: 335). La Matrice de suivi des déplacements (DTM pour *Displacement Tracking Matrix*), un outil de quantification et de visualisation des déplacements créé par l'OIM, s'inscrit d'ailleurs dans l'idée que la migration peut être « gérée » et bénéfique (Scheel et Ustek-Spilda, 2019). Présentée comme essentielle pour planifier des réponses et des actions visant les populations mobiles, en particulier dans les situations de vulnérabilité, la DTM demeure un outil de surveillance de la mobilité humaine;

³² La représentation cartographique des itinéraires et des passages frontaliers par la DTM véhicule l'idée de « flux massifs » qui parviennent à se déplacer dans l'espace latino-américain sans les interruptions temporelles et spatiales engendrées par les contrôles migratoires, reproduisant ainsi des représentations simplifiées et linéaires des déplacements (Van Houtum, 2012; Casas-Cortés et al., 2016; Domenech et al., 2022).

[...] la mise en œuvre [de la] DTM à divers points de contrôle appelés « points de contrôle des flux », qui ne se limitent pas aux postes-frontières officiels, mais se situent sur de multiples sites où les personnes en mobilité mènent leur vie quotidienne, reflète le processus d'étirement et de déplacement que subissent les frontières à mesure qu'elles sont déplacées vers les lieux où se trouvent les personnes (Domenech et al., 2022 : 343).

Les organisations humanitaires internationales se retrouvent ainsi dans des positions complexes et ambivalentes en tant que défenseuses de droits humains et responsables de la mise en œuvre de programmes de contrôle migratoire (Phillips, 2023).

1.3.3. Entre tensions et collaborations : le pouvoir négociateur des acteurs non étatiques

Impliquant des acteur.trice.s animé.e.s par des intérêts hétérogènes, la gouvernance des migrations irrégularisées demeure toutefois un processus fragmenté et polycentrique (Betts, 2013; Withol de Wenden, 2012). Cette conceptualisation – considérant la gouvernance des migrations comme un champ de conflits, de négociations et de coopération – suggère d'ailleurs de prendre en compte le positionnement des acteurs non étatiques par rapport aux discours et aux pratiques dominantes (Ambrosini, 2015). En ce sens, les sites de transit deviennent de plus en plus des lieux d'action pour les OI/ONG/OIG, ces espaces étant à la fois construits et contestés (Missbach et Phillips, 2020). Cette conceptualisation suppose que ces organisations jouissent d'une certaine autonomie par rapport aux États, quoique limitée, et peuvent exercer une certaine influence sur l'adoption de politiques (Barnett et Finnemore, 1999).

En comblant le fossé entre les politiques d'exclusion et la traversée des frontières, les OI/ONG/OIG peuvent en ce sens contester, ou du moins atténuer, les processus frontaliers restrictifs s'inscrivant dans une logique de gouvernance des migrations irrégularisées. Celles-ci sont parfois en mesure d'offrir un soutien aux migrant.e.s, défendre leurs droits, surveiller les pratiques des États ou réclamer certaines mesures plus inclusives (Ambrosini, 2015; Papadopoulos et al., 2013; Cuttitta, 2022). Les discours et les pratiques de ces organisations peuvent également agir contre les politiques gouvernementales, notamment en s'opposant ou en entravant - plutôt qu'en soutenant - le contrôle externalisé au sein des assemblages frontaliers (*Ibid.*). Cette approche s'articule d'ailleurs avec les études frontalières critiques et la notion de travail frontalier humanitaire, qui soulignent le caractère malléable et socialement construit des espaces frontaliers par des acteur.trice.s non étatiques.

Les acteur.trice.s non étatiques s'engagent ainsi dans un jeu complexe de tactiques et de contre-tactiques antagonistes ou de connivence. Pallister-Wilkins a notamment constaté que MSF permet à la fois de déstabiliser les espaces frontaliers en adaptant leurs pratiques aux (im)mobilités changeantes des migrant.e.s et aux mécanismes de gouvernance. À Idomeni, par exemple, leurs interventions ont été structurées par l'ouverture et la fermeture de la frontière. Néanmoins, en offrant des soins au sein d'un espace de transit existant sans l'autorisation de la municipalité locale ou du gouvernement national grec, MSF a parallèlement perturbé les arrangements territoriaux et gouvernementaux traditionnels (*Ibid.*). Les positionnements et les pratiques des ONG dans des zones de transit peuvent également agir contre les politiques gouvernementales, en s'opposant ou en entravant le contrôle externalisé de l'Union européenne (UE) par exemple (Cuttitta, 2022). En se basant sur le cas de MSF, il démontre que l'organisation effectue non seulement des interventions médicales, elle mobilise ses connaissances spécifiques et joue un rôle de « chien de garde », tant sur terre qu'en mer, afin de dénoncer le régime frontalier et réclamer des voies d'accès sûres à l'Europe. Il convient de noter que MSF finance ces activités par des dons privés; ce type de financement lui permettant de conserver un certain degré d'indépendance vis-à-vis des acteur.trice.s étatiques (*Ibid.*). Le maintien d'une position autonome, non soumise au contrôle et aux pressions de renoncer à des activités de plaidoyer de la part des gouvernements hôtes et donateurs demeure une tâche difficile dans la pratique pour les ONG comme pour les agences des Nations unies (Hart, 2024).

En considérant la gouvernance migratoire comme un champ de luttes et de négociations, il devient possible d'éviter un point de vue statique et considérer de manière dynamique le rôle joué par les OI/ONG/OIG. Cette approche s'accorde avec la perspective des études frontalières critiques et la gouvernance humanitaire susmentionnée; elle permet de penser cet espace non seulement comme une zone géographique de transit, mais comme un espace interstitiel, où convergent, et se négocient, des pratiques d'assistance et de contrôle.

CHAPITRE 2

LA GOUVERNANCE HUMANITAIRE DES MIGRATIONS DE TRANSIT DU PANAMA : UN PARADOXE DE LA PROTECTION

“[T]he hardening of the border through new security practices is, indeed,
the source of the violence, not a response to it.”
(Jones, 2016)

La migration transitant par le *Tapon del Darién* vers le nord du continent américain témoigne de l'émergence de nouveaux corridors migratoires, qui résultent de la tension entre les mobilités et le durcissement des contrôles frontaliers (Álvarez, 2023). Au cours de la dernière décennie, ce territoire est ainsi devenu un lieu de transit majeur pour les migrant.e.s se dirigeant vers les États-Unis, et parfois le Canada (HRW, 2023; Pappier et Yates, 2023; Córdoba Mendoza, 2024; Stundal et al., 2024). Il demeure toutefois un passage frontalier particulier en raison des risques qu'implique sa traversée; les personnes migrantes y transitant sont exposées aux conditions extrêmes et à l'inaccessibilité de son territoire, ainsi qu'à la présence de groupes armés (Yates, 2023; Sandoval, 2024). La présente section vise donc, dans un premier temps, à analyser la construction de ce passage frontalier dangereux, en mettant l'accent sur le rôle des différent.e.s acteur.trice.s impliquée.e.s et les particularités du territoire. Les risques encourus par les migrant.e.s à cette frontière sont en ce sens malléables et socialement construits. La dangerosité de ce corridor migratoire résulte donc de la combinaison de plusieurs facteurs³³ : (1) l'adoption de restrictions de visas par divers États de la région, qui redirigent les flux migratoires vers des « zones tampons », (2) la présence d'une variété d'acteur.trice.s (non)gouvernementaux.ales, y compris des groupes armés, et (3) le manque de protection étatique dans les zones frontalières panaméennes (Sarrut et al., 2023; Jaramillo Contreras et al., 2024).

Dans un deuxième temps, cette section examine la réponse humanitaire de l'État panaméen face à la migration de transit au Darién, de 2015 à 2025, celle-ci oscillant entre assistance et contrôle. La particularité de la gouvernance de ce corridor migratoire consiste à répondre aux besoins vitaux des migrant.e.s tout en adoptant de nouvelles mesures de contrôle (Schlabach, 2020; Schmidtke et

³³ Les facteurs mentionnés sont les principaux, bien qu'ils soient non-exhaustifs. Le partage de fausses informations peut également exposer les migrant.e.s aux risques inhérents à la traversée du Darién.

Yates, 2024). Dans le contexte des « crises migratoires » dans les Amériques, l'inclusion de logiques humanitaires dans les mécanismes de contrôle migratoire et d'externalisation des frontières est devenue récurrente (Herrera et Berg, 2019). Cette tension entre assistance et contrôle se manifeste au Panama à travers (1) les politiques frontalières adoptées, (2) les pratiques des agents du SENAFRONT et (3) les infrastructures humanitaires (ERM). L'approche conceptuelle des « frontières humanitaires » permet d'analyser le lien entre les dynamiques de gouvernance des migrations à l'échelle mondiale et les spécificités du local. Ce faisant, le Panama offre des soins immédiats aux migrant.e.s après la traversée du Darién et facilite leur déplacement vers le nord du continent (Álvarez et Cielo, 2023). La réponse humanitaire du Panama reste néanmoins enracinée dans des logiques sécuritaires qui redéfinissent la frontière au Darién. En pratique, le Panama met en œuvre une gestion frontière qui s'inscrit dans une dynamique régionale plus large de contrôle des mobilités. Cette configuration lui permet d'offrir une aide humanitaire, tout en renforçant les dispositifs de surveillance, de tri et de contrôle à sa frontière sud, et en expulsant éventuellement toute personne transitant par le Darién (Córdoba Mendoza, 2024; Sarrut, 2024; Sandoval, 2024).

2.1. L'émergence d'un corridor migratoire dangereux : le *Tapon del Darién*

Afin d'analyser la réponse humanitaire de l'État panaméen à sa frontière sud, cette section se penche sur les facteurs causant la dangerosité de ce corridor migratoire. Dans un premier temps, il s'agit de démontrer comment l'exposition aux dangers environnementaux du Darién découle de mesures migratoires plus restrictives à l'échelle régionale. Les restrictions à la mobilité redirigent ainsi les flux migratoires vers des espaces plus reculés et dangereux – tel le *Tapon del Darién* (HRW, 2022; Pappier et Yates, 2023; LeBlanc et Moazizi, 2024; Stundal et al., 2024; Sarrut, 2024). Dans un second temps, les régimes de pouvoir multiples qui coexistent au Darién seront analysés, de manière à comprendre comment la présence de plusieurs acteur.trice.s (non)étatiques génère des risques différenciés (Sarrut et al., 2023). Il est en effet possible de distinguer trois zones de pouvoir distinctes : la jungle colombienne, la jungle panaméenne et la sortie de la jungle au Panama (*Ibid.*). Finalement, l'absence ou le manque de protection institutionnelle sur l'ensemble du territoire panaméen placent les migrant.e.s dans un « entre-deux » juridique (Jaramillo Contreras et al., 2024). Cela crée un espace de non-droit qui expose les migrant.e.s à des violences variant avec le genre, l'âge, le statut économique, la couleur de peau, la nationalité, entre autres (*Ibid.*; Cajio et al., 2022; Defensoria del pueblo de Colombia y de Panama, 2023; International Crisis Group,

2023). Ces risques associés à la traversée de cette frontière, qui justifient les interventions humanitaires subséquentes, sont donc construits dans le temps et l'espace, et ce, par une variété d'acteur.trice.s.

2.1.1. L'instrumentalisation d'une frontière risquée à des fins de dissuasion migratoire

Quel que soit l'itinéraire choisi, la traversée de cette frontière est particulièrement périlleuse, notamment en raison de l'absence de routes³⁴, de la géographie et du climat de la région. S'étalant sur plusieurs jours de marche à travers des terrains escarpés, des pentes boueuses et des rivières au débit variable, la jungle du Darién expose les migrant.e.s à plusieurs dangers environnementaux, parfois mortels. Plus de 253 décès et disparitions ont d'ailleurs été recensés au *Tapon del Darién* entre 2014 et 2021³⁵. La violence incarnée par cette frontière dépasse toutefois le caractère « naturel » de ces composantes environnementales. Il s'avère essentiel de situer cette exposition à un espace frontalier hostile dans le contexte des restrictions de visas accrues dans les Amériques, entre autres (International Crisis Group, 2023; Córdoba Mendoza, 2024; Pappier et Yates, 2024). En effet, les exigences en matière de visa imposées par les États-Unis et le Canada, mais également par les gouvernements mexicain et centraméricains, ont poussé les migrant.e.s à emprunter des routes de plus en plus éloignées et dangereuses. L'évolution du nombre de passages à travers la frontière colombo-panaméenne permet d'ailleurs de démontrer les effets de l'adoption d'une série de restrictions migratoires à l'échelle régionale (HRW, 2022, 2023; International Crisis Group, 2023), celles-ci redirigeant les parcours migratoires vers cette jungle.

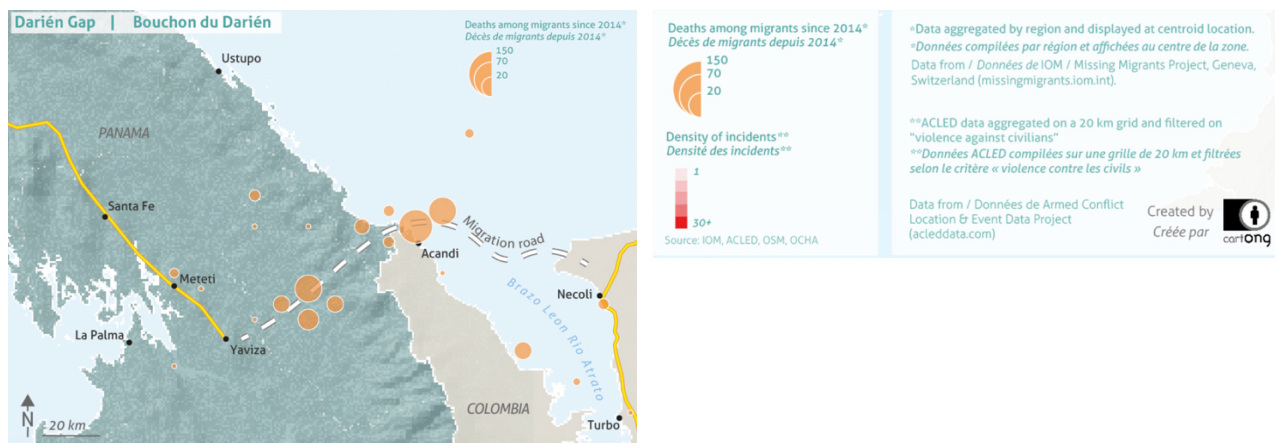
Les migrant.e.s transitant par le Darién sont confronté.e.s à un ensemble de risques liés à la géographie, au climat et à la topographie de la forêt. D'une largeur de près de 100 km, le *Tapon*

³⁴ L'impact environnemental et le coût de la construction de routes à travers la zone aux conditions géographiques et topographiques instables ont fait échouer toutes les tentatives précédentes. Depuis la moitié des années 90, plusieurs organisations non-gouvernementales, gouvernementales et locales, tant panaméennes et colombiennes, ont démontré leur opposition à la construction d'une autoroute à travers le territoire frontalier en raison des impacts bien documentés sur la faune, la diversité écologique et les populations autochtones. Il convient toutefois de préciser que la méfiance du Panama à l'égard de la Colombie en général et des immigrants colombiens ont été les obstacles récents les plus importants à l'achèvement de l'autoroute. La jungle du Darién représente en soi une barrière frontalière, pas plus efficace que la plupart des barrières frontalières, mais politiquement utile (Miller, 2014).

³⁵ Ces données ont été collectées à travers une approche inclusive, combinant ainsi les données recueillies par l'OIM et celles de la chercheuse Caitlyn Yates. Cette dernière a collecté des données supplémentaires en effectuant une révision des articles journalistiques et des incidents signalés sur les réseaux sociaux, élargissant ainsi les sources d'information (Yates, 2023).

del Darién abrite des montagnes escarpées, des pluies saisonnières incessantes, des sols instables et boueux, une forte humidité, des animaux sauvages et des insectes, ainsi que des centaines de rivières sujettes aux inondations soudaines (Winters, 2019; HRW, 2022). Selon plusieurs rapports, beaucoup de migrant.e.s souffrent de déshydratation et de famine, de plusieurs maladies tropicales et infections ou de lésions sévères pendant les quelques jours de traversée dans la jungle (Jaramillo Contreras et al., 2024). Les autorités panaméennes ont d'ailleurs récupéré les corps de 189 migrant.e.s entre 2018 et 2021, un nombre qui représente seulement une fraction des personnes disparues dans la jungle³⁶. Dans l'ensemble, la noyade est la principale cause de décès, suivie par les maladies non traitées, telles que des infections bactériennes ou fongiques, des troubles respiratoires ou encore des arrêts cardiaques (Yates, 2023).

Figure 2.1 :
Les décès recensés de 2014 à 2023 au Tapon del Darién



D'un point de vue spatial, la jungle « semble *faire* frontière en tant qu'élément topographique » (Sarrut, 2024: 72). Historiquement décrite comme une zone inhospitalière ou infranchissable en raison de ses conditions climatiques extrêmes, cette région a longtemps été perçue comme une zone marginale inaccessible aux migrant.e.s. Selon Sarrut (2024), les discours médiatiques et politiques sur le Darién ont d'ailleurs contribué à faire de la jungle un « acteur central » de la traversée migratoire, en accentuant la perception des risques environnementaux associés. Toutefois, la

³⁶ Cela s'explique notamment par « la difficulté de signaler les personnes disparues, l'éloignement de la jungle qui rend difficile la localisation des incidents, et les ressources limitées pour les opérations de récupération lorsque les lieux des incidents sont connus » (Yates, 2025: 129). Ces données peuvent être complétées par des reportages journalistiques et des rapports sur les personnes disparues déposés par des membres de la famille, de manière à élargir la collecte d'informations (Yates, 2023).

dangerosité de cet espace frontalier de transit mérite d’être analysée au-delà de ses composantes naturelles.

L’exposition des migrant.e.s. à ces risques résulte en effet d’une construction politique : la jungle est instrumentalisée comme une forme de « barrière naturelle » dans le cadre de politiques migratoires restrictives (*Ibid.*; Miller, 2014; HRW, 2022; Stundal et al., 2024). L’adoption de multiples restrictions de visa dans la région, d’abord par les pays nord-américains, puis d’Amérique centrale, oblige les migrant.e.s à emprunter le corridor migratoire au Darién pour poursuivre leur route vers les États-Unis ou le Canada. Cette configuration spatiale révèle ainsi une stratégie étatique visant à dissuader la migration irrégularisée en la redirigeant vers des environnements hostiles ou extrêmes (Pappier et Yates, 2023; Córdoba Mendoza, 2024).

Le nombre d’individus recensés au Darién, ainsi que leur origine, fluctue d’ailleurs en fonction des nouvelles restrictions de visa (HRW, 2022; Stundal et al., 2024). Selon une étude menée par *The Center for Growth and Opportunity* de l’Université de l’Utah, les passages par le Darién augmentent au fil des restrictions migratoires dans les pays situés au nord de cette frontière, et vice-versa³⁷ (*Ibid.*). La corrélation est simple : plus les politiques de visa sont restrictives, plus les migrant.e.s sont contraint.e.s de trouver des chemins alternatifs afin de rejoindre leur pays de destination – les États-Unis en majorité. Avec l’adoption de nouvelles mesures et l’inaccessibilité accrue des voies aériennes, le Darién devient pour certain.e.s l’unique itinéraire terrestre reliant le pays d’origine et/ou de transit au pays de destination (Pappier et Yates, 2023). Au cours du 20^e siècle, seulement une centaine de migrant.e.s transitait par le *Tapon del Darién* annuellement, dont les communautés autochtones de la région³⁸ et des Colombien.ne.s fuyant le conflit armé des années 90 (*Ibid.*). Or, à partir du 21^e siècle, la plupart des migrant.e.s qui passent par le *Tapon del Darién* le font en raison de l’incapacité d’obtenir un visa, ou la documentation nécessaire, pour se rendre au nord par avion.

³⁷ L’étude s’appuie sur une série de modèles de régression sur la relation entre la migration irrégularisée vénézuélienne et les restrictions en matière de visas (Stundal et al., 2024).

³⁸ Le Darién est d’abord un site ancestral de passage pour les communautés autochtones de la région – les Emberá et les Wounaan – dont les déplacements s’adaptaient aux environnements fluviaux et le besoin de nourriture et de terres arables, et ce, bien avant la période coloniale et la délimitation frontalière établie par le traité Victoria-Velez en 1924 (Miller, 2014; Van Uhm et Grigore, 2021; Cajio et al., 2022).

Comme le montre le graphique ci-dessous (figure 2.1), jusqu'à 2021, la majorité des passages recensés par les autorités panaméennes sont d'origine haïtienne et cubaine, deux nationalités ayant été particulièrement visées par des restrictions en matière de visas au cours de la dernière décennie (Amaral, 2023; Stundal et al., 2024). Cette surreprésentation s'explique par une combinaison de facteurs, dont les causes structurelles cumulées de migration et l'évolution des politiques migratoires étatsuniennes³⁹. L'analyse des variations migratoires révèle d'ailleurs une corrélation entre les politiques de visa dans les Amériques et les trajectoires empruntées. La levée d'une restriction de visa en Amérique centrale – comme dans ce fut le cas pour les ressortissant.e.s cubain.e.s au Nicaragua – entraîne, par exemple, une baisse notable des passages par le Darién pour cette nationalité (*Ibid.*). La présence croissante de migrant.e.s extracontinentaux.ales met en évidence que cette jungle constitue, pour plusieurs, l'une des seules voies permettant d'accéder au territoire nord-américain. Venant principalement d'Afrique centrale et occidentale, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud, iels se rendent d'abord en Amérique du Sud pour ensuite rejoindre les États-Unis ou le Canada. La plupart transitent dans un premier temps par Quito (Équateur) ou encore São Paulo (Brésil)⁴⁰, ces deux pays ayant des lois sur l'immigration relativement souples, avant de poursuivre leur route vers le nord du continent (Miraglia, 2016).

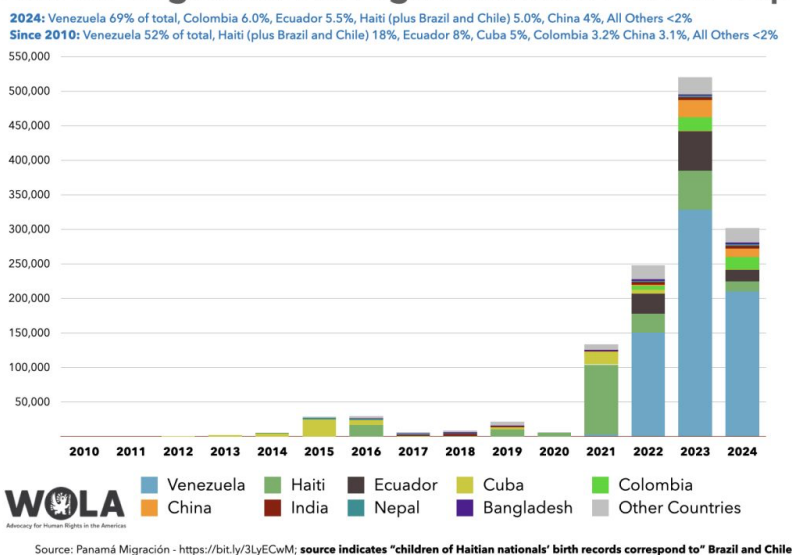
³⁹ La migration haïtienne s'inscrit dans le contexte des effets dévastateurs de l'ouragan Matthew et de leur marginalisation dans les pays d'Amérique du Sud (Miraglia, 2016; Miranda, 2021). La migration cubaine à travers le Darién découle quant à elle de l'abrogation de la politique « *wetfoot/dry-foot* » concernant les ressortissant.e.s cubain.e.s³⁹ et des nouvelles restrictions commerciales mises en œuvre par l'administration Trump (Miraglia, 2016; Cárdenas, 2021).

⁴⁰ Le Brésil est d'ailleurs le pays d'Amérique latine et centrale le plus accessible aux migrant.e.s d'origine africaine, car il compte plus d'ambassades et de consulats en Afrique que n'importe quel autre pays de la région (Yates, 2021). L'Équateur, quant à lui, a levé l'obligation de visa pour les étranger.ère.s qui arrivent pour des séjours touristiques en 2008 (Miraglia, 2016), bien qu'il ait imposé de nouvelles restrictions à certaines nationalités en 2019 et 2021.

Figure 2.2 :

Le nombre de passages à travers le Tapon del Darién selon les nationalités

Annual Migration Through Panama's Darién Gap

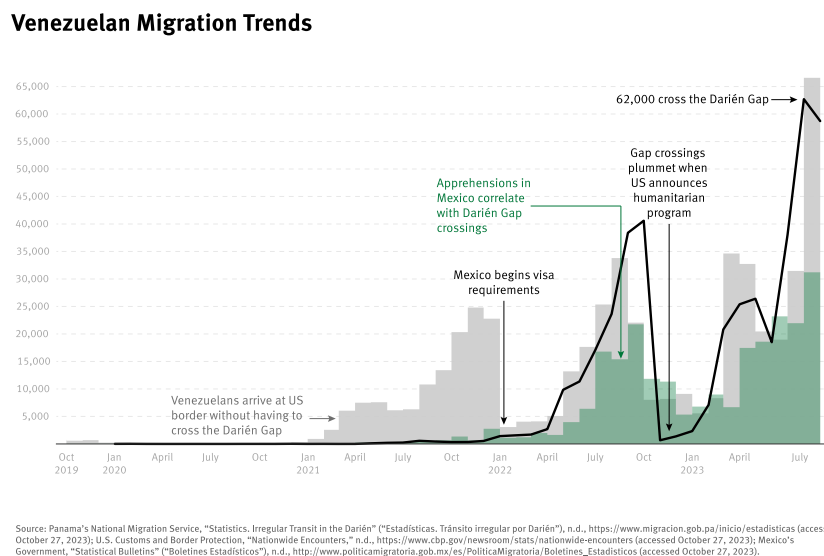


L'évolution du nombre de ressortissant.e.s du Venezuela s'inscrit dans une tendance similaire (voir figure 2.2): l'augmentation des passages de nationalité vénézuélienne au Darién est due en grande partie à l'adoption de nouvelles mesures en matière de visa par des pays d'Amérique centrale (HRW, 2022; Stundal et al., 2024). Le Panama, le Honduras et le Guatemala exigent des visas pour les Vénézuélien.ne.s depuis 2017 (HRW, 2022), et le Mexique, le Costa Rica et le Belize ont imposé de nouvelles exigences de visa en 2022, ces nouvelles mesures ciblant les nationalités les plus recensées à la frontière sud des États-Unis (Stundal et al., 2024; Neusner, 2024). Le *Tapon del Darién* devient une fois de plus un espace permettant de contourner ces restrictions⁴¹.

[...] lorsque les États-Unis constatent une augmentation du nombre de personnes d'une certaine nationalité à leur frontière sud, ils communiquent cette information aux gouvernements de la région afin de « rechercher des domaines de partenariat ». Les pays peuvent alors décider « dans le cadre de leur propre processus décisionnel souverain (...) d'imposer des visas à ces nationalités pour s'assurer que ceux qui arrivent par avion n'ont pas l'intention (...) [d'immigrer] aux États-Unis » (Comité sénatorial de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales des États-Unis, 2022).

⁴¹ L'accès aux voies légales des Vénézuélien.ne.s, bien que ces dernières soient limitées, est également restreint en raison des délais d'obtention du passeport vénézuélien et des frais associés (HCR, 2024a).

Figure 2.3 :
Les passages de Vénézuélien.ne.s recensés au Panama et aux États-Unis



Ces déclarations d'un fonctionnaire du département d'État, lors d'une audition devant le Sénat étatsunien en 2022, mettent en évidence la tentative de restreindre l'accès des migrant.e.s aux voies aériennes des nouvelles restrictions de visa soutenues par les États-Unis. Cette stratégie fait d'ailleurs écho à la littérature des études frontalières critiques sur l'externalisation des contrôles migratoires et l'instrumentalisation d'environnements hostiles à des fins dissuasives (De León, 2015; Tazzioli, 2019; Torre, 2023). Tel qu'observé en Europe et à la frontière mexico-étasunienne, « la plupart des décès liés aux frontières sont dus à une exposition accrue aux conditions environnementales, telles que des températures extrêmes ou des mers dangereuses, à l'épuisement corporel ou à une combinaison de ces facteurs, entraînant la noyade, la déshydratation, l'asphyxie ou l'hypothermie » (Schindel, 2019: 31).

Ainsi, les mesures d'externalisation des politiques migratoires des États-Unis et les restrictions en matière de visas semblent retarder les arrivées, plutôt qu'arrêter les migrations, en modifiant simplement les itinéraires empruntés (Stundal et al., 2024). Les facteurs environnementaux au Darién font ainsi partie d'un assemblage frontalier qui cherche à dissuader les flux migratoires irrégularisés, une stratégie produisant des « formes spatialisées de violence » (Schindel, 2019; Álvarez, 2023). Dans ce contexte, malgré les configurations létales et hostiles de cette forêt dense, les tentatives de franchissement irrégulier à cette frontière ont augmenté au fil des restrictions

migratoires « à distance » et des facteurs cumulés dans la région, exposant d'autant plus les migrant.e.s à la violence du *Tapon del Darién*.

2.1.2. Des régimes de pouvoir multiples aux risques différenciés

Au Darién, il est possible de distinguer trois régimes de contrôle⁴² – la jungle colombienne, la jungle panaméenne et la sortie de la jungle (Sarrut et al., 2023) – chacun exposant les migrant.e.s à des risques différenciés. La traversée du *Tapon del Darién* implique donc de passer à travers plusieurs espaces régulés par différent.e.s acteur.trice.s (non) étatiques. L'inaccessibilité de la région, la présence de groupes armés et l'intermittence des États, entre autres, génèrent ainsi une gouvernance fragmentée de la migration transitant par le Darién. Bien que la répartition du contrôle territorial demeure instable, une variété d'acteur.trice.s non(étatiques) sont impliqué.e.s dans la construction de ce corridor migratoire : des groupes paramilitaires, tels que le *Clan del Golfo*, des groupes armés, des agents du SENAFRONT et d'autres institutions étatiques, des communautés autochtones, ainsi que des agences internationales. La présente section retrace ainsi les principales trajectoires à travers le Darién afin d'offrir un portrait des acteur.trice.s rencontré.e.s au fil de la traversée, et des risques associés aux régimes de contrôle distincts.

Du côté de la jungle colombienne⁴³, la régulation de la migration est exercée par le *Clan del Golfo* face à la présence intermittente de l'État colombien⁴⁴. Le groupe armé *Clan del Golfo* détient une capacité de contrôle territorial significative dans les régions frontalières de la Colombie, en particulier depuis la signature de l'accord de paix avec la guérilla des FARC en 2016 et de la faible présence étatique de part et d'autre de la frontière (Severiche et al., 2019). Impliqué dans le trafic

⁴² Cette division des zones de contrôle repose entre autres sur la distinction établie par Marilou Sarrut, Jonathan Echeverri Zuluaga et Santiago Valenzuela Amaya (2024) dans le cadre de leur article sur le rôle des intermédiaires dans la traversée du Darién. Les auteur.trice.s mobilisent d'ailleurs le concept de « régime situé » pour distinguer trois types de régimes configurant le rôle des intermédiaires (plus communément nommés passeurs) : le « régime flou » de la Colombie, le « régime en autogestion » lors de la traversée et le « régime contrôlé » à la sortie de la jungle.

⁴³ Bien que le côté colombien du Darién ne soit pas inclus dans notre analyse sur l'émergence d'une frontière humanitaire, il demeure essentiel de définir quel type d'acteur.trice est impliqué dans la régulation des migrations dans la zone du golfe d'Urabá. Les acteur.trice.s impliqué.e.s dans cette régulation sont déterminant.e.s dans le cadre de l'accès à certaines zones de la région, les risques associés à la traversée de cette frontière et l'approche du Panama à leur égard.

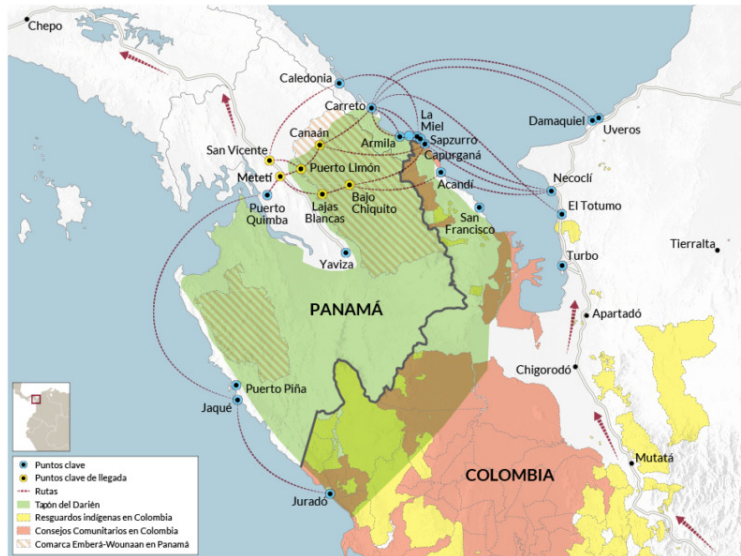
⁴⁴ La région est historiquement marquée par une faiblesse institutionnelle et les autorités colombiennes ont tendance à déléguer certaines tâches en l'absence de poste frontalier. Les géant.e.s d'hôtels et des transports maritimes sont notamment prestataires de services pour l'État et s'occupent d'enregistrer le nombre de migrant.e.s (*Ibid.*).

de drogue, l'exploitation minière et l'extorsion généralisée dans tous les secteurs économiques de la région, le *Clan del Golfo* dispose parallèlement d'une influence considérable sur les passages migratoires⁴⁵ (Cajio et al., 2022). Il établit notamment des règles de conduite entre la population locale et les personnes migrantes, requiert une forme de péage pour entrer dans la zone (*Ibid.*; HRW, 2023) et recourt à la violence en cas de règles non respectées (Sandoval, 2024; Cajio et al., 2022). Bien que les itinéraires ne soient pas fixes, les migrant.e.s débutent généralement leur traversée à Necoclí, une ville côtière touristique en Colombie qui borde le golfe d'Uraba, afin de se rendre en bateau à l'un des deux villages colombiens situés près de la jungle du Darién – Acandí ou Capurganá (voir figure 2.3). À partir de là, plusieurs routes sont offertes par des « guides » locaux jusqu'à la frontière avec le Panama. Selon plusieurs rapports, le *Clan del Golfo* offre une certaine forme de protection aux migrant.e.s tout en veillant à la poursuite des activités illicites du groupe; cette approche leur permet à la fois de préserver l'invisibilité des routes du trafic de drogues et de réduire l'attention des autorités colombiennes (*Ibid.*; MMC, 2022; HRW, 2023). Ainsi, « des intermédiaires experts, des passeurs qualifiés et spécialisés du milieu, en plus de permettre la traversée, orientent, accompagnent, renseignent et garantissent une sécurité » (Sarrut et al., 2023: 27). Bien que les risques d'extorsion et de traite humaine dans la région demeurent importants dans la région (MMC, 2022; MSF, 2022a), les « guides⁴⁶ » offrent une certaine « garantie » de sécurité qui repose à la fois sur des connaissances territoriales locales, le besoin de générer de bonnes recommandations sur les réseaux sociaux et les exigences établies par les paramilitaires (*Ibid.*; Cajiao et al., 2022).

⁴⁵ Alors que l'organisation logistique et financière de la migration était prise en charge par les communautés afro-colombiennes depuis 2016, le *Clan del Golfo* a imposé un contrôle sur le transport des migrant.e.s à partir de 2022. Cette régulation avait comme objectif d'imposer des règles permettant de préserver l'invisibilité des routes du trafic de drogues et de réduire les accidents en mer afin de maintenir les autorités panaméennes éloignées (Sarrut et al., 2023).

⁴⁶ La relation entre les migrant.e.s et les guides ne correspond pas tout à fait à la catégorisation des coyotes comme des prédateurs exploitant les migrant.e.s : ces derniers sont plutôt considérés comme des prestataires offrant un service répondant à une demande de mobilité engendrée par des facteurs externes et freinée par une législation jugée injuste par les guides locaux (Cajiao et al., 2022). Il existe néanmoins des allégations de tromperie et d'abus, tel que l'abandon de migrant.e.s en pleine jungle.

Figure 2.4 :
Routes à travers le Tapon del Darién



Source : Global Initiative (2022)

Une fois en jungle panaméenne, les services offerts par les guides se criminalisent⁴⁷, exposant les migrant.e.s à divers groupes armés qui font de la traversée une opportunité de pillage économique et de violences. En effet, plusieurs rapports et témoignages dénoncent la présence d’individus du côté panaméen de la frontière perpétrant des violences à caractère sexuel, des abus, des exécutions, des vols, entre autres (Defensoría del pueblo de Colombia y de Panama, 2023; International Crisis Group, 2023; MSF, 2023). Bien que ces actes ne soient pas revendiqués, ils impliquent majoritairement des membres des communautés autochtones avoisinantes (*Ibid.*). Les migrant.e.s rencontrent parfois des agents du SENAFRONT dans la jungle, bien que la présence de ces derniers soit plutôt sporadique ou associée à une opération de sauvetage (Winters, 2019).

À la sortie de la jungle panaméenne se déploie plutôt un espace de régulation contrôlé par une variété d’autorités locales et internationales, dont les pratiques visent à canaliser les flux migratoires et à mettre en place des mécanismes de filtrage (Sarrut et al., 2023). L’achèvement de la traversée à pied de la jungle implique d’abord de passer par l’un des deux villages en territoire autochtone/comarca Emberá Wounaan⁴⁸ – Bajo Chiquito ou Canaan Membrillo – où des services

⁴⁷ Les guides/passeurs font face à une peine de quinze ans de prison.

⁴⁸ Par la loi n° 22 du 8 novembre 1983, la Comarca Emberá Wounaan a été créée, le territoire ayant dès lors un gouvernement local constitué d’un Congrès général, de deux chefs, de congrès régionaux et locaux. Cette

de base sont offerts⁴⁹, mais demeurent payants et limités face aux besoins des migrant.e.s en situation de détresse physique et/ou mentale (Winters, 2019; Sandoval, 2024). Bien que ces territoires aient une certaine autonomie politique, des entités étatiques ont négocié leur présence au sein de ces communautés afin de contrôler la population migrante. Le SNM assure un contrôle systématique de l'identité de chaque migrant(e) à leur arrivée tandis que le SENAFRONT se charge de l'organisation, de la sécurité et de la protection des migrant.e.s (Sarrut et al., 2023). Certaines organisations internationales ont également une présence au sein de ces communautés.

À partir de ces deux villages, un service de transport en pirogue⁵⁰ est offert aux migrant.e.s pour rejoindre l'une des deux *estaciones de recepción migratoria* (ERM/stations de réception migratoire) – Lajas Blancas ou San Vincente. Ces camps « fermés » et surveillés en permanence par les agents du SENAFRONT font partie de l'opération *flujo controlado*, une politique qui fera l'objet d'une analyse plus approfondie dans les sections suivantes (*Ibid.*). Situés en dehors de la Comarca Emberá Wounaan, ils regroupent une variété d'acteur.trice.s – les autorités frontalières du Panama, des agences d'aide humanitaire internationales et des ONG – qui offrent des services de santé, d'hébergement, d'alimentation, sanitaires et de transport vers le Costa Rica (Yates et Pappier, 2023). La sortie du *Tapon del Darién* donne ainsi lieu à des formes d'autorité particulières, à travers le transfert de certaines responsabilités étatiques vers des organisations internationales (Sarrut et al., 2023). La régulation de cet espace de transit et les risques sous-jacents évoluent en ce sens au fil de pratiques frontalières formelles et informelles, locales et internationales (*Ibid.*).

2.1.3. Un espace de « non-droit » au cœur de la jungle panaméenne

Du côté panaméen de la jungle, les migrant.e.s se retrouvent en ce sens dans une ambiguïté juridique; iels naviguent entre différents régimes de régulation sans toutefois bénéficier d'une

reconnaissance constitutionnelle garantit le respect des biens et des droits des habitant.e.s de la région, la propriété collective de la terre, ainsi que l'éducation bilingue et l'utilisation des ressources naturelles.

⁴⁹ Selon les institutions locales de défense des droits humains et les organisations humanitaires, l'arrivée quotidienne de centaines de migrant.e.s a eu des répercussions mitigées sur l'économie, la culture et l'accès aux services des communautés autochtones. En effet, la migration génère des revenus économiques importants, mais elle entraîne parallèlement l'abandon des activités culturelles, agricoles et commerciales traditionnelles. Les populations locales, incluant des enfants, se tournent ainsi vers des emplois liés à la migration, tels que le transport et l'approvisionnement alimentaire (HRW, 2024; Córdoba Mendoza, 2024).

⁵⁰ Le trajet en pirogue dure environ cinq à sept heures.

protection effective, et ce, jusqu'à la sortie de la jungle. Cette incertitude juridique découle à la fois de la faiblesse institutionnelle dans la région et des mécanismes de contrôle frontalier, qui définissent quand, comment et sous quelles conditions les migrant.e.s en détresse peuvent bénéficier d'une protection et de droits (Menjívar, 2006). L'absence de protection étatique dans les zones frontalières expose donc la population migrante à des violences multiples (Jaramillo Contreras et al., 2024), celles-ci demeurant généralement impunies (HRW, 2024). Cet « abandon étatique » a néanmoins des effets différenciés sur les groupes les plus vulnérables, notamment en fonction de leur genre, leur race, leur âge et leurs ressources financières (Panchenko et al., 2023; Defensoría del Pueblo de Panamá, 2024). Ces violences sont d'ailleurs à la base d'une variété d'interventions humanitaires plus ciblées au sein des communautés autochtones et des ERM, impliquant à la fois des agences étatiques et internationales.

La faiblesse institutionnelle dans les zones frontalières du Darién expose les migrant.e.s en transit à une absence de protection dans la jungle panaméenne et un accès limité à des soins lors de leur arrivée dans les communautés locales (HRW, 2024). Au sein de ces communautés, les services publics sont parmi les plus limités du pays, alors que les institutions étatiques locales peinent à assurer une couverture et une présence territoriales dans une région marquée par la pauvreté structurelle (Defensoría del Pueblo de Panamá, 2024; HRW, 2024). Dans la jungle, les migrant.e.s sont plutôt confronté.e.s à un abandon étatique qui génère un espace juridique de non-droit où des groupes armés commettent des actes de violence, dans l'impunité pour la plupart⁵¹ (Sarrut, 2024). La frontière colombo-panaméenne, bien qu'immatérielle et dépourvue de point frontalier officiel, acquiert donc une réalité juridique tangible et devient « palpable » ; elle marque une transition vers un nouveau type de régulation de la migration où émergent une forme de souveraineté criminelle et une autonomie migratoire imposée. La délimitation frontalière établie par le traité Victoria-Velez en 1924 se matérialise ainsi au cœur du *Tapon del Darién* par un panneau en bois indiquant « Frontera Panama Colombia » (*Ibid.*). Plus récemment, l'installation de barbelés à certains

⁵¹ Il est rare que les responsables de crimes, notamment d'extorsion, de violences sexuelles et de meurtres, soient inculpés. Au Darién, l'impunité persiste en raison du manque de ressource au sein du bureau du procureur local, l'absence d'une stratégie d'enquête criminelle dans la région, le départ rapide des migrant.e.s victimes de crimes, et la coordination limitée entre les autorités colombiennes et panaméennes (Madi, 2025).

endroits le long de la frontière vient également renforcer le caractère tangible de la « ligne frontalière » au milieu de la jungle (Ministère des affaires publiques du Panama [MINSEG], 2024).

Dans ce contexte, l'absence de l'État panaméen au cœur de la jungle et la présence de groupes armés exposent la population migrante à des risques d'extorsion, de traite humaine, de vols, d'abus, de violences à caractère sexuel et parfois de mort (HRW, 2024). Ces risques peuvent varier en fonction de certains facteurs, tels que le statut économique, le pays d'origine, l'âge, le genre et l'orientation sexuelle des migrant.e.s (Álvarez et al., 2021). Les femmes, les garçons et les filles, ainsi que les personnes LGBTIQ+ sont généralement exposé.e.s à un risque accru de violence sexuelle et sexiste, y compris le viol, majoritairement en sol panaméen (Cajio et al., 2022; Defensoria del pueblo de Colombia y de Panama, 2023; International Crisis Group, 2023; Panchenko et al., 2023). Les données du MMC montrent d'ailleurs une augmentation constante de la violence sexuelle à l'égard des femmes depuis 2022, atteignant 46 % des femmes interrogées en 2024, soit 17 points de pourcentage supplémentaires par rapport à 2023 et 31 points par rapport à la période juillet-septembre 2022 (MMC, 2025). Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes souligne également l'exposition accrue à la violence sexiste des femmes d'ascendance africaine et haïtienne sur le territoire panaméen (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes [CEDAW], 2022). Les enfants, en particulier ceux non accompagné.e.s ou séparé.e.s des membres de leur famille en cours de route, sont également plus vulnérables à la violence, aux abus et à l'exploitation (Naranjo et al., 2023).

Ces risques varient également en fonction des routes empruntées, celles-ci ayant des tarifs différents⁵². Les itinéraires principalement terrestres sont les moins coûteux et prennent en moyenne entre quatre et dix jours. En général, les migrant.e.s ayant des ressources économiques plus limitées, souvent d'origine haïtienne et vénézuélienne, sont contraint.e.s d'emprunter des itinéraires plus longs et plus dangereux (Dumont Baron, 2023). La population migrante en mesure de payer des sommes plus importantes, comme les migrant.e.s d'origine chinoise, indienne ou

⁵² Le coût total varie de 435 US\$ à plus de 1 000 US\$ par personne. Il existe également un itinéraire VIP plus onéreux, principalement utilisé par les Chinois, passant par la côte du Pacifique (Mohor, 2024).

encore irakienne, empruntent des routes plus courtes et sûres pouvant atteindre les 1 000 à 2 000 USD par personne (*Ibid.*; Pappier et Yates, 2023).

Cet abandon étatique ainsi que la criminalisation des guides entraînent ainsi une « autonomie forcée et imposée [...] où les personnes en transit révèlent leurs capacités agentives à travers la mise en place de techniques de débrouillardise pour survivre » (Sarrut et al., 2023: 31). Dans ce contexte, les migrant.e.s vont parfois s'entraider et former des groupes sociaux afin de survivre, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles formes d'agentivité migratoire visant à contourner les restrictions à la mobilité (Córdoba Mendoza, 2024; Sarrut, 2024; EFE, 2024). Le partage d'informations sur les réseaux sociaux participe également à la pérennisation de signalisations et de savoirs à destination des futur.e.s migrant.e.s (Córdoba Mendoza, 2024). Les réseaux deviennent ainsi des outils essentiels pour l'organisation et la planification des trajets migratoires, quoique leur utilisation puisse parallèlement être exploitée par des réseaux criminels locaux (*Ibid.*). Bien que ces expériences de solidarité contrastent avec le reste du parcours, il demeure essentiel de ne pas réduire les migrant.e.s à leur situation de marginalité ou de victime.

2.2. Le paradoxe de la gouvernance humanitaire des migrations irrégulières au Panama, entre impératifs sécuritaires et humanitaires

Face à l'augmentation marquée des flux migratoires à travers le Darién au cours de la dernière décennie, et aux risques auxquels sont exposées les personnes migrantes, le Panama a adopté une posture qualifiée « d'humanitaire » dans sa gestion de la frontière sud. Cette section examine plus précisément la construction d'une « frontière humanitaire » au Panama, en analysant les dispositifs mis en œuvre, ainsi que les logiques et tensions inhérentes à cette forme de gouvernance. Celle-ci soulève des tensions entre la nécessité de pallier la violence associée à la frontière et l'objectif de dissuader la migration transitant par le Darién (Walters, 201; Pallister-Wilkins, 2022). En effet, les pratiques frontalières du Panama conjuguent des objectifs sécuritaires et humanitaires au profit d'un renforcement du contrôle frontalier et d'une « migration sûre et ordonnée » (Schlabach, 2020). Ce pays de transit se retrouve ainsi à la croisée de logiques de facilitation et de contrôle de la mobilité, et ce, dans un contexte de pression croissante exercée par les États-Unis.

En se basant sur les études frontalières critiques (Rumford, 2008; Parker et Adler-Nissen, 2012; Parker et Vaughan-Williams, 2012) et les travaux sur le « travail frontalier humanitaire » (Pallister-

Wilkins, 2017b, 2018, 2024), la prochaine section se penche sur les pratiques frontalières humanitaires de l'État panaméen. Cet angle d'analyse permet d'explorer leur rationalité humanitaire, leur caractère mobile et négocié dans l'espace-temps, ainsi que leur adaptation aux spécificités locales. À ces fins, la prochaine section explore les trois pratiques humanitaires suivantes : (1) les politiques frontalières adoptée au Panama depuis 2016, (2) le rôle des agents frontaliers panaméens – le SENAFRONT, et (3) la création d'infrastructures humanitaires, telles que les ERM.

La frontière humanitaire se manifeste ainsi par l'évolution de politiques frontalières mêlant contrôle et soin, celles-ci aboutissant à des mécanismes d'exclusion frontalière plus stricts au Darién. Les pratiques frontalières des agent.e.s panaméens et la mise en place des ERM témoignent en outre de cette double logique mêlant soin et contrôle. Bien qu'elles tentent d'offrir une aide humanitaire immédiate aux migrant.e.s et facilitent la poursuite de leur route durant quelques années, elles demeurent ancrées dans une rationalité humanitaire visant à renforcer le contrôle dans cette région frontalière (Schlabach, 2020; Sarrut et al., 2023). En ne se limitant plus aux démarcations statiques, ces pratiques font en sorte que la frontière colombo-panaméenne est continuellement étendue et déplacée à l'intérieur de la « ligne frontalière ». Ces pratiques « déplacent » et « relocalisent » ainsi cette frontière à des endroits stratégiques pour assurer un meilleur contrôle de la mobilité (Peña, 2023). Il demeure que cette gouvernance humanitaire se déploie au sein d'un territoire complexe, marqué par la présence de plusieurs d'acteurs (in)formels qui interviennent dans un contexte géographique unique.

2.2.1. L'enchevêtrement de préoccupations humanitaires et sécuritaires au sein des politiques frontalières

L'évolution des politiques migratoires du Panama face à l'intensification des migrations en transit met en lumière la tension croissante entre ses objectifs humanitaires et sécuritaires (Schlabach, 2020; Schmidtke et Yates, 2024). Au cours des dernières années, le Panama a développé un modèle de gouvernance des migrations irrégularisées qui, avec l'appui des États-Unis, introduit des mécanismes de contrôle plus restrictifs et sélectifs, d'une part, et des préoccupations et interventions humanitaires, d'autre part. En effet, le Panama se distingue par l'offre d'une assistance humanitaire temporaire aux migrant.e.s une fois la frontière traversée ainsi qu'un service

de transport jusqu'au Costa Rica (Yates et Pappier, 2023). Le caractère dissuasif de la jungle et les mécanismes de contrôle et de triage à l'intérieur de ses frontières ont toutefois été renforcés (Sarrut et al., 2023). Ainsi, bien que ces pratiques tentent de « compenser la violence incarnée par le régime de contrôle des migrations » (Walters, 2011 : 139), elles contribuent simultanément à l'approfondissement du contrôle frontalier au Darién (Pallister-Wilkins, 2024; Schlabach, 2020; Schmidtke et Yates, 2024).

Dans le cadre de la frontièrisation du Darién, la politique de *flujo controlado* est d'abord analysée; celle-ci introduit divers dispositifs d'assistance humanitaire et de contrôle, et ce, de manière à assurer la poursuite de la migration vers le nord du continent tout en luttant contre les réseaux de passeurs. Dans un deuxième temps, l'adoption de nouvelles politiques et mesures frontalières de plus en plus restrictives est analysée. Plusieurs de ces mesures sont d'ailleurs justifiées par des préoccupations humanitaires, bien qu'elles s'inscrivent dans une tentative de renforcer les processus d'exclusion à la frontière et de dissuader la migration de transit.

La politique des « flux contrôlés » : entre facilitation et contrôle

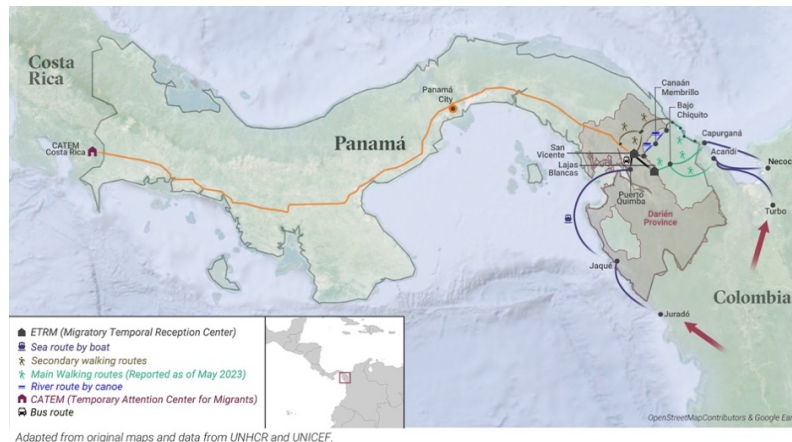
Le Panama a débuté l'enregistrement officiel des migrant.e.s transitant par le *Darién* en 2010, mais ce n'est qu'en 2016 qu'il adopte des politiques frontalières renforçant la sécurité de ces frontières afin de favoriser une « migration sûre et ordonnée ». Ce virage coïncide avec la hausse significative des passages par le Darién et les fermetures subséquentes de frontières en Amérique centrale⁵³, dont la frontière colombo-panaméenne en 2016 (Miraglia, 2016). Face à l'effet de « goulot d'étranglement » de ces fermetures, le Panama et le Costa Rica ont conjointement mis en œuvre l'opération *flujo controlado*⁵⁴ afin de renforcer les procédures de contrôle et d'enregistrement (données personnelles, biométriques et casiers judiciaires) tout en répondant aux besoins

⁵³ C'est d'abord le Nicaragua qui a fermé sa frontière avec le Costa Rica en fin novembre 2015, ce qui a provoqué un « effet domino » et des goulots d'étranglement migratoire jusqu'en Colombie. Le Costa Rica a fermé sa frontière avec le Panama en mars 2016, ce dernier fermant dès lors sa frontière avec la Colombie en mai 2016. Ces fermetures étaient justifiées pour endiguer le mouvement des Cubain.e.s vers le nord (Miraglia, 2016; Yates, 2019) et la réactivation de la migration haïtienne dans les Amériques (Miranda, 2023).

⁵⁴ Cette politique n'a pas été publiée dans un média officiel au Panama, restreignant ainsi l'analyse de son contenu et des critères utilisés pour l'établir (Defensoría del pueblo de Panamá, 2021).

humanitaires des migrant.e.s à la sortie de la jungle (Sarrut et al., 2023). Cette opération conjointe a d'ailleurs été élaborée avec le soutien de l'OIM, du HCR et de la IFRC.

Figure 2.5 :
La politique des « flux contrôlés »



Source : The New Humanitarian (2024)

Dès sa mise en vigueur en 2016, cette politique bilatérale de contrôle migratoire comprend des quotas, des points de contrôle à la sortie de la jungle et le transport des migrant.e.s en bus jusqu'à un centre situé à Panama City. À cet endroit, les migrant.e.s sont soumis à des enregistrements biométriques et des examens médicaux, puis reçoivent un visa de sortie afin de poursuivre leur route vers le Costa Rica (MINSEG, 2018; OIM, 2018; Yates, 2019; voir figure 2.4). Les personnes ayant un casier judiciaire sont toutefois expulsées vers leur pays d'origine par voie aérienne (Noticias Caracol, 2024). Ce processus de « filtrage » a d'ailleurs été étroitement coordonné avec le gouvernement étatsunien, ce dernier fournissant la technologie de détection biométrique, l'équipement nécessaire et les formations des autorités panaméennes en échange du partage d'une base de données⁵⁵ (Yates et Bolter, 2021). L'influence des États-Unis dans ce processus d'inclusion/exclusion – qui a le droit de migrer vers le nord du continent – témoigne d'ailleurs des « nouvelles caractéristiques-fonctions d'élasticité de certaines frontières qui, au-delà des limites géographiques-administratives des États, s'étendent pour devenir présentes partout où des

⁵⁵ La surveillance biométrique des migrant.e.s est une responsabilité partagée avec Interpol qui, supervisée par le département de défense des États-Unis, appuie le partage des renseignements (Yates et Bolter, 2021).

contrôles sélectifs sont exercés aux frontières physiques ou en dehors de celles-ci » (Naranjo, 2014: 18).

Le *flujo controlado* prévoit parallèlement une assistance humanitaire au sein des communautés autochtones et via la création de stations temporaires d'aide offrant des services de base à la sortie de la jungle (Schmidtke et Yates, 2024). Mêlant assistance et contrôle, ce double dispositif a été présenté comme une solution pour encadrer les flux tout en garantissant une aide minimale : « [...] Nous maintenons la fermeture de la frontière aux migrants irréguliers, mais ceux qui sont déjà entrés sur notre territoire recevront une aide humanitaire afin de pouvoir poursuivre leur route. Il existe un corridor humanitaire, mais pas de frontière ouverte⁵⁶ », déclarait l'ex-président Varela en 2016 (Cartaya, 2016). Cette approche met en évidence un paradoxe de la protection, ce que Pallister-Wilkins définit comme la tension entre la protection de l'individu contre les préjudices et la protection des frontières et d'un espace intérieur (2015). En oscillant entre ces objectifs de protection, le Panama parvient à offrir une assistance humanitaire seulement après la traversée tout en renforçant les mécanismes de contrôle perpétuant les dangers associés au trajet dans la jungle. Cette rationalité « humanitaire » repose sur une double perception des migrant.e.s, à la fois considéré.e.s comme vulnérables et comme une menace, justifiant ainsi une intervention humanitaire alliant assistance et contrôle.

Il convient de noter que cette politique, bien qu'elle prévoie la prestation d'une assistance humanitaire et un service de transport payant, ne restreint pas les risques associés à la traversée de la jungle. Au contraire, d'après les témoignages de migrant.e.s et des populations locales colombiennes, le *flujo controlado* a accentué les risques de la traversée de cette frontière, notamment en criminalisant les passeurs sur le territoire panaméen, désormais accusés de trafic d'êtres humains et risquant une peine de prison de quinze ans (Yates et Bolter, 2021; Sarrut et al., 2023; Nelson et Curran, 2022). Cette criminalisation et l'absence de guides ont limité les trajets en bateaux contournant la jungle du Darién⁵⁷ tout en engendrant l'apparition de divers groupes armés en sol panaméen qui font de la traversée une opportunité de pillage économique. Ce faisant, malgré

⁵⁶ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

⁵⁷ L'une des routes pour traverser le *Tapon del Darién* implique de se déplacer en bateau de Necocli vers Capurgana (Colombie), puis vers Carreto (Panama). Cette route est la plus dispendieuse et se fait seulement la nuit en raison de la surveillance de la zone par les autorités panaméennes (Sarrut et al, 2023).

l'assistance humanitaire offerte à la sortie de la jungle, les mécanismes de contrôle mis en œuvre permettent de préserver le caractère dissuasif de cette frontière naturelle (Yates, 2019; Nelson et Curran, 2022).

Interrompue par la fermeture complète de la frontière colombo-panaméenne liée à la pandémie de COVID-19 et à la suspension des services locaux⁵⁸, de mars 2020 à juillet 2021, l'opération *flujo controlado* a repris dès la réouverture de la frontière (Moreno, 2021). Le Panama et la Colombie ont alors convenu d'une collaboration pour assurer le « passage sûr et ordonné » des migrant.e.s irrégulier.ère.s, alors que des milliers de personnes étaient bloquées dans le nord de la Colombie dans l'attente de poursuivre leur route vers les États-Unis ou le Canada (Ministère des affaires étrangères du Panama [MIRE], 2021). Cette entente bilatérale instaurait un quota de 650 personnes par jour, nombre correspondant à la capacité des centres d'accueil sur le territoire panaméen, selon les autorités. Dans le cadre de cette opération, les migrant.e.s sont contraint.e.s de passer par certaines communautés autochtones, puis par les ERM, avant de poursuivre leur route migratoire (Yates et Pappier, 2023). Une entente similaire est adoptée avec le Costa Rica afin de transférer les migrant.e.s des ERM vers les installations de Los Planes de Gualaca, au nord du Panama, via des autobus d'une entreprise privée opérant sous la supervision du gouvernement panaméen⁵⁹. Ce mécanisme s'inscrit à la fois une forme de facilitation de la mobilité⁶⁰ et d'internalisation des frontières, au sein de laquelle la régulation des flux migratoires s'étend à l'intérieur du territoire national panaméen (Sarrut et al., 2023).

Le renforcement des contrôles frontaliers au nom d'une « migration sûre et ordonnée »

La hausse du nombre de passages irréguliers au cours des dernières années a exacerbé les tensions entre les objectifs humanitaires et sécuritaires, notamment face à la pression croissante de la part des États-Unis (Pappier et Yates, 2023). Dans ce contexte, le Panama a adopté une série de mesures

⁵⁸ Cette fermeture complète de la frontière fait suite à la décision des conseils communautaires d'empêcher la migration à travers leur territoire pour éviter la contagion de la COVID-19 (Cajiao et al., 2022).

⁵⁹ En octobre 2023, le Panama et le Costa Rica facilitent le processus de transfert en autobus des migrant.e.s en transit; ces derniers débutent leur trajet dans les ERM et se rendent directement en sol costaricain (EFE, 2023).

⁶⁰ Dans ce contexte, l'État occupe une place centrale et ambiguë dans le transport des migrant.e.s; cette facilitation est à la fois criminalisée par la loi panaméenne et légitimée par l'entente avec le Costa Rica permettant le transfert des migrant.e.s en autobus (Sarrut et al., 2023; Kim, 2018).

frontalières plus restrictives afin de dissuader la migration de transit à travers la jungle et « fermer » le Darién. L'adoption de certains dispositifs de contrôle est en partie justifiée par des préoccupations humanitaires. La mobilisation d'arguments humanitaires permet ainsi au Panama de promouvoir des politiques pour une « migration sûre et ordonnée » tout en répondant à la pression internationale pour limiter les flux migratoires à travers cette frontière (Pappier et Yates, 2023; MMC, 2022).

En avril 2023, le Panama et la Colombie, avec le soutien des États-Unis, ont émis une déclaration officielle ayant comme objectif de rendre plus difficile le passage des migrant.e.s vers le nord. Les trois objectifs principaux étant : mettre fin à la circulation irrégulière des biens et des personnes à travers le *Tapon del Darién*, offrir davantage de voies légales aux migrant.e.s pour atteindre les États-Unis⁶¹ et d'autres pays, et augmenter les services pour les populations locales des deux côtés de la frontière pendant une période de 60 jours (Department of Homeland Security [DHS], 2023b). Comme formulé dans la déclaration, ces nouvelles mesures expriment une volonté de mettre un terme à la mobilité des personnes, celle-ci entraînant des décès et l'exploitation de personnes vulnérables à des fins lucratives (*Ibid.*). Ces préoccupations humanitaires viennent ainsi justifier le déploiement accru d'agents frontaliers à la frontière, dans le cadre des opérations Escudo (côté panaméen) et Choco (côté colombien), et ce, au nom de la sécurité des migrant.e.s et du territoire national. Ces opérations tentent ainsi « [d']endiguer et perturber les opérations de la criminalité transnationale organisée, maintenir le contrôle territorial des frontières terrestres et maritimes et protéger l'environnement et les ressources naturelles⁶² » (MINSEG, 2023a). Le ministre de la Sécurité Publique du Panama de l'époque, Juan Manuel Pino, a d'ailleurs déclaré que « la migration était au départ une question humanitaire, mais aujourd'hui, le crime organisé l'utilise pour tirer profit de cette situation, qui devient un problème de sécurité nationale⁶³ » (MINSEG,

⁶¹ Les États-Unis sont engagés à offrir d'autres voies légales aux migrant.e.s qui pourraient autrement traverser le Darién, notamment en ouvrant un bureau de mobilité sûre (OMU) en Colombie pour examiner les demandes de protection humanitaire ou d'autres voies légales des ressortissant.e.s de Cuba, d'Haïti et du Venezuela (des bureaux similaires ont été ouverts au Costa Rica et au Guatemala) (DHS, 2023a). Toutefois, en raison du nombre élevé de demandes reçues, le bureau a fermé seulement un jour après son ouverture. En janvier 2024, les États-Unis avaient reçu 3 000 nouveaux.elles arrivant.e.s. En mai 2024, la Maison Blanche avait indiqué que 21 000 personnes avaient été autorisées à être réinstallées par les quatre bureaux de l'OMU (Migration Initiative of the Americas, 2024). Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, ces bureaux ont mis fin à leurs services.

⁶² Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

⁶³ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

2023c). La géographie difficile du Darién rend toutefois le contrôle de la zone particulièrement difficile (Sandoval, 2024), cette entente ne parvenant pas à fermer ce passage demeurant dans la pratique (Pappier et Yates, 2023; MMC, 2022).

La volonté de fermer ce corridor migratoire à des fins humanitaires se manifeste également dans le cadre de la campagne médiatique « *Darién no es una ruta, es una jungla* » (Le Darién n'est pas une route, c'est une jungle, voir figure 2.5). Celle-ci vise à décourager les passages migratoires par le Darién en dénonçant les dangers associés aux passeurs et à la jungle ainsi que les conséquences environnementales de la migration (MINSEG, 2023b). En attribuant la violence de ce corridor migratoire aux attributs naturels de la frontière et aux actes de violence de groupes non étatiques uniquement, les autorités panaméennes tentent de concilier leur approche sécuritaire à une gestion plus humaine des migrations irrégulières.

Figure 2.6 :
La campagne médiatique du Panama



*« Ne risque pas ta vie dans cette traversée dangereuse. Darién n'est pas une route, c'est une jungle »
(MINSEG, 2024)*

L'arrivée en fonction du président nouvellement élu du Panama, Jose Raul Mulino, en juillet 2024 marque à nouveau un renforcement des mesures frontalières, notamment à travers la création d'un « corridor humanitaire » et des expulsions accrues. Lors de sa campagne électorale, Mulino s'est engagé à « fermer le Darién » et « trouver des solutions à cette crise humanitaire et environnementale » (The Guardian, 2024), notamment en suggérant de rapatrier les migrant.e.s franchissant la frontière (Schmidtke et Yates, 2024). Il signe d'ailleurs un mémorandum d'entente (MOU) avec les États-Unis le jour de son investiture à ce sujet (1er juillet 2024). Dans le cadre de cet accord, les États-Unis s'engagent à verser près de six millions de dollars au Panama pour financer les opérations de rapatriement, les vols d'expulsion et l'achat d'équipements de contrôle frontalier. Ils souhaitent ainsi contribuer à gérer « les flux migratoires en violation des lois panaméennes sur l'immigration », et ce, au profit « [d']une migration sûre, ordonnée, humaine et régulière » (MOU, 2024). Au même moment, des barbelés sont installés sur plus de 4 km le long de la frontière dans l'optique de bloquer certains sentiers pédestres et créer une seule route migratoire à travers le Darién⁶⁴ – une mesure censée offrir une plus grande sécurité aux migrant.e.s selon le Panama (MINSEG, 2024). Selon Frank Alexis Abrego, le ministre de la Sécurité publique du Panama, ces nouvelles mesures permettraient aux agents du SENAFRONT de garantir la sécurité des migrant.e.s et de lutter efficacement contre les organisations criminelles transnationales le long de ce corridor humanitaire (*Ibid.*). Ces nouvelles mesures sont ainsi justifiées par des impératifs humanitaires; « ce que nous avons essayé de mettre en place, précisément pour respecter les droits de la personne et garantir leur vie, c'est la création d'un point de passage humanitaire jusqu'au ERMT⁶⁵ » (MINSEG, 2024).

L'installation de barbelés, la présence accrue d'agents frontaliers, l'imposition d'une amende (voir annexe B) et l'expulsion croissante des migrant.e.s témoignent de la volonté du Panama, et des États-Unis, de dissuader la migration irrégulière à travers le Darién en renforçant les dynamiques d'exclusion aux frontières. En 2024, les expulsions correspondaient seulement à environ 0,6 % des

⁶⁴ Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a reconnu le contrôle exercé par des « groupes mafieux » sur certains itinéraires à la frontière et a déclaré qu'il chercherait à ouvrir une route unique « calme et efficace », celle-ci contrôlée plutôt par les gouvernements des deux côtés de la frontière. Il n'a toutefois pas précisé comment ils parviendraient à couvrir les 266 kilomètres de frontière terrestre. Parallèlement, le gouvernement colombien demande actuellement aux migrant.e.s irrégulier.er.s de s'enregistrer sur une application mobile pour signaler qu'ils sont en transit avant de procéder à la traversée du *Tapon del Darién* (Associated Press, 2024).

⁶⁵ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

passages enregistrés⁶⁶, tandis que les barbelés en soi n’avaient que peu d’effet – les migrant.e.s et les guides pouvant presque immédiatement traverser les clôtures ou ramper en dessous/dessus/autour d’elles (Coriat, 2024; Schmidtke et Yates, 2024). La matérialisation de la frontière et les nouveaux dispositifs de contrôle se présentent ainsi comme des outils de réaffirmation de la souveraineté étatique et de dissuasion, particulièrement dans le contexte d’une frontière aux limites floues et difficilement contrôlables par les autorités panaméennes (Córdoba Mendoza, 2024). La frontièrisation du *Tapon del Darién* depuis 2016 illustre en ce sens comment des préoccupations humanitaires peuvent justifier l’adoption de mesures frontalières de plus en plus restrictives, sous prétexte de protéger à la fois la sécurité des migrant.e.s et le territoire national. En oscillant entre ces impératifs de protection distincts, ces initiatives renforcent toutefois les dynamiques d’exclusion à la frontière colombo-panaméenne, répondant ainsi à la pression des États-Unis pour limiter les flux migratoires à travers cette frontière⁶⁷.

2.2.2. Le rôle des agents du SENAFRONT dans la « frontière humanitaire » du Darién

Face aux enjeux de sécurité liés à la traversée du *Tapon del Darién*, les pratiques des agents frontaliers du Panama se distinguent par l’inclusion de préoccupations humanitaires, de manière à articuler des logiques de soin et de contrôle aux frontières. Selon Walters (2011) et Pallister-Wilkins (2017), l’introduction de pratiques humanitaires aux frontières survient alors que les contrôles migratoires deviennent de plus en plus restrictifs, tant à l’échelle locale que régionale. Les migrant.e.s doivent alors emprunter des itinéraires plus longs et dangereux. Dans le cas plus précis du *Tapon del Darién*, les agents du SENARONT, la police frontalière du Panama, participent à des opérations visant non seulement à sécuriser les frontières et à lutter contre les organisations criminelles transnationales, mais également à protéger les migrant.e.s et « sauver des vies » (Calviño, 2024). Ce double mandat vient redéfinir les formes traditionnelles du travail frontalier, historiquement centré sur la défense du territoire national, en intégrant une dimension de protection

⁶⁶ En date de décembre 2024, le Panama a effectué 51 vols d’expulsion depuis août 2024 en destination de la Colombie, l’Équateur, l’Inde et la Chine, renvoyant près de 1.548 migrant.e.s (TalCual, 2024). Ces vols n’incluent toutefois pas les Vénézuélien.ne.s, qui représentent près de 65 % des personnes traversant le Darién (SNM, 2024), en raison de la rupture des relations diplomatiques avec le Venezuela à la suite des élections contestées du 28 juillet.

⁶⁷ La diminution significative des passages irrégularisés par le *Tapon del Darién* en janvier 2025 a toutefois permis au gouvernement panaméen d’approfondir les mécanismes d’exclusion à sa frontière, notamment en procédant à l’expulsion systématique de toute personne migrante transitant par le Darién (Pérez Gallardo, 2025).

des personnes vulnérables (Pallister-Wilkins, 2017b; Rumford, 2008). L'inclusion de préoccupations et d'opérations humanitaires sous l'égide d'une gouvernance visant une « migration sûre, ordonnée et régulière » participe tout de même à un renforcement du contrôle frontalier au Darién. Elle permet notamment d'étendre le champ d'action géographique des agents frontaliers bien au-delà des zones d'intervention antérieures, et de faciliter une série d'efforts d'externalisation des frontières nord-américaines. Ces pratiques sont également plus fluides sur le plan temporel en devenant de plus en plus préventives et aussi mobiles que les sujets et les objets en transit qu'elles tentent de contrôler (Parker et Vaughan-Williams, 2012).

Les agents du SENAFRONT s'occupent de contrôler la population migrante dès leur sortie de la jungle – dans les communautés autochtones de Bajo Chiquito et Lajas Blancas ainsi que dans les ERM. Formée en 2008, cette entité a pour mission de « protéger la vie, l'honneur, la propriété et les autres droits et libertés des personnes placées sous la juridiction de l'État, de préserver l'ordre public, de prévenir, de réprimer et d'enquêter sur les crimes et délits aux frontières terrestres et maritimes de la République du Panama⁶⁸ » (Site web du SENAFRONT, 2024). Les agents du SENAFRONT sont donc responsables de patrouiller des frontières du Panama, d'interdire le trafic de drogues et d'armes et de lutter contre les débordements de la guérilla colombienne, mais aussi d'intercepter les migrant.e.s (Yates, 2019). Dans le contexte du Darién, ils mènent également des opérations de lutte contre les réseaux criminels transnationaux, telle que la campagne Escudo de 2023 (Yates et Pappier, 2023; MINSEG, 2023a). Bien que le SENAFRONT ne soit pas officiellement reconnu comme une force militaire, les agents sont lourdement armés, portent des uniformes en treillis, et se déplacent en véhicules blindés ou en hélicoptère, etc. (Sarrut et al., 2023).

Dès leur sortie de la jungle, les migrant.e.s sont appréhendé.e.s par les agents du SENAFRONT afin de recueillir leurs empreintes digitales, modèles rétinien et photos de profil, et de télécharger ces données sur une plateforme en ligne (HRW, 2023; Hernandez, 2019). Il convient de noter que les autorités panaméennes collectent ces données uniquement auprès de personnes de certaines nationalités : Afghanistan, Pakistan, Syrie, Chine, Colombie, République dominicaine, Pérou, Équateur et tous les pays d'Afrique (HRW, 2024). Les signalements de « cas rouges » sont systématiquement transmis à l'ambassade des États-Unis afin de déterminer leur niveau d'alerte –

⁶⁸ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

suspicion de terrorisme, meurtre ou autres crimes dits « aggravés » (Sarrut et al., 2023). Ce processus de filtrage permet ainsi aux États-Unis d'exercer un contrôle à distance sur la mobilité en direction vers le nord du continent à travers les pratiques frontalières des agents panaméens.

Le SENAFRONT bénéficie d'ailleurs du soutien des États-Unis, ce dernier fournissant depuis quelques années de l'équipement et des formations aux autorités panaméennes (Yates et Bolter, 2021). Depuis la construction du canal de Panama en 1903, et surtout depuis l'éviction de Noriega en 1989, l'influence des États-Unis a profondément marqué la politique panaméenne (Nelson et Curran, 2022; Yates, 2019). En effet, souvent dans le prolongement de leurs propres priorités en matière de sécurité aux frontières, les États-Unis contribuent au financement de la police frontalière panaméenne et offrent aux agents « des cours de tir, de patrouille de base, de navigation terrestre, de communication, de compétences médicales et de tâches de génie » (*Ibid.*). C'est également avec leur appui que le Panama a mis en place des dispositifs de détection biométrique, dont le *Biometric Identification Transnational Migration Alert Program* (BITMAP), afin d'enregistrer les personnes en transit appréhendées et détecter des menaces potentielles (*Ibid.*). Cet outil d'identification biométrique sert à faciliter les partenariats entre les États-Unis et des « pays de transit » à travers le partage des données biométriques des personnes en transit avec diverses agences étatsuniennes, y compris l'*U.S. Immigration and Customs Enforcement* (ICE), le DHS et le *Federal Bureau of Investigations* (FBI) (House of Representatives, 2018). Selon le Département d'État américain, le Panama est d'ailleurs d'être en tête de la région pour les inscriptions au Programme d'alerte sur BITMAP, témoignant ainsi de l'importance géostratégique de ces mécanismes de contrôle.

Le travail frontalier de SENAFRONT se distingue toutefois par le caractère humanitaire de certaines pratiques auprès de la population migrante dans les communautés autochtones⁶⁹, les ERM et, dans certains cas, au sein de la jungle (Calviño, 2024). En effet, leur stratégie de gestion des flux migratoires s'articule autour de quatre axes principaux : la sécurité, la santé, l'environnement et l'humanitaire. Les agents participent donc à offrir une assistance directe aux migrant.e.s,

⁶⁹ Puisque les communautés autochtones Emberás sont situées sur un territoire indépendant, la présence d'entités étatiques, tel que SENAFRONT, relève de l'accord des communautés. Celles-ci acceptent la « présence étatique pour des enjeux de contrôle et de régulation migratoire, sans toutefois laisser un quelconque droit de regard sur la gestion économique et sociale construite de toutes pièces sur la détresse des migrants. En effet, la moindre ressource vitale devient monnayable : manger, boire, se reposer » (Sarrut, 2024: 78).

notamment en collaborant avec les populations locales et les organisations internationales (SENAFRONT, 2024). La création d'une unité humanitaire de sécurité aux frontières (USFROH) en 2021 témoigne en outre de l'approche humanitaire promue par la police frontalière panaméenne. Émanant d'un processus de formation conjointe entre l'OIM et le SENAFRONT, et avec le soutien du Groupe de la mobilité humaine du système des Nations unies au Panama, cette unité a pour mandat d'offrir des premiers soins et une assistance humanitaire aux individus perdus dans la jungle (Réseau des Nations Unies sur les Migrations, 2021). Les agents de l'USFROH effectuent ainsi une variété d'interventions humanitaires sur de multiples sites⁷⁰ près de la frontière, s'adaptant continuellement aux nouvelles routes migratoires. Définie comme la « branche humanitaire » du SENAFRONT, l'unité prétend : améliorer la sécurité des migrant.e.s par des patrouilles préventives; offrir des premiers soins, transférer les migrant.e.s des communautés autochtones vers les ERM; localiser et effectuer le sauvetage des personnes perdues dans la jungle en coordination avec le Système national de protection du Panama (SINAPROC) (*Ibid.*). Bien qu'aucun mécanisme de sauvetage des personnes ou de récupération et d'identification des corps des personnes disparues n'ait été mis en place (HRW, 2024), près de 540 migrant.e.s dans un état de santé critique ont été secouru.e.s en 2024, selon les données des autorités panaméennes (Álvarez Correa, 2024).

En juillet 2024, avec l'annonce d'une série de mesures plus restrictives par le gouvernement de Jose Raul Mulino, les agents du SENAFRONT sont déployés le long du « corridor humanitaire » afin d'assurer la sécurité des migrant.e.s et la convergence des flux migratoires (MINSEG, 2024). Sans toutefois couvrir l'entièreté du territoire, ce déploiement d'agents frontaliers au sein de la jungle permet à l'État panaméen d'exercer un contrôle au-delà des zones d'intervention antérieures – les ERM et les communautés autochtones. Ces derniers sont également chargés de veiller à la « fermeture » des autres points de passage dans la jungle, notamment depuis l'installation de barbelés (*Ibid.*). Cette mesure vise à canaliser le flux migratoire vers un seul point de passage, celui menant à Bajo Chiquito, pour « concentrer plus efficacement les efforts de protection, de sécurité et d'assistance humanitaire dans le cadre de la gestion du phénomène migratoire⁷¹ » (Panama America, 2024). Leurs pratiques remettent ainsi en question le caractère traditionnellement fixe

⁷⁰ Ces unités opérationnelles sont stratégiquement déployées dans les communautés autochtones d'accueil, tels que Bajo Chiquito et Canaán Membrillo, les stations d'accueil de migrants.e. de Lajas Blancas et San Vicente, et de

⁷¹ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

des interventions humanitaires, le Darién demeurant un vaste territoire dépourvu d'un poste frontalier officiel. Dans ce contexte, les agents du SENAFRONT s'adaptent aux routes migratoires changeantes dans la région du Darién, redéfinissant au fil et à mesure l'emplacement « réel » des pratiques frontalières.

Le travail frontalier humanitaire des agents du SENAFRONT fait ainsi écho à l'assemblage complexe de la frontière humanitaire telle que décrite par Walters (2011), celle-ci comprenant des formes particulières d'humanitarisme, de « bonnes pratiques » et des technologies de gouvernance, tel que le BITMAP. L'opérationnalisation de ces interventions humanitaires – structurées pour répondre à des besoins immédiats tout en étant encadrées par des impératifs sécuritaires – permet de réconcilier des objectifs de contrôle et de soins au *Tapon del Darién*. Bien que ces interventions humanitaires du SENAFRONT atténuent les risques après la traversée du *Tapon del Darién*, ou lors des patrouilles et des rares cas de sauvetage, elles demeurent ancrées dans une logique de contrôle « efficace » de la population migrante (SENAFRONT, 2024). Cela s'illustre notamment par la canalisation des flux migratoires à travers la fermeture de certaines routes, et éventuellement la fermeture complète du Darién, au nom de la sécurité des migrant.e.s et du territoire panaméen.

2.2.3. La création d'une infrastructure humanitaire à la croisée du soin et du contrôle

La mise en place des ERM témoigne également des tensions – entre contrôle et soins – inhérentes à la frontière humanitaire. Ces centres visent à répondre aux besoins immédiats des migrant.e.s ayant traversé le *Tapon del Darién* en offrant des services de base, dont des soins médicaux, un hébergement, de la nourriture et du soutien psychologique. Ces infrastructures humanitaires ont permis d'améliorer progressivement les conditions de vie de la population migrante en transit au Darién (OIM, 2021; Pappier et Yates, 2023; Schmidtke et Yates, 2024). Elles ne se limitent toutefois pas à la prestation de soins et de services; elles reproduisent également des dynamiques d'internalisation de la frontière en canalisant les flux migratoires et en restreignant la mobilité des migrant.e.s. En rendant ces populations mobiles « lisibles et gouvernables » à un point névralgique du corridor migratoire, les ERM « visent à réduire les dangers inhérents à la circulation des populations par des processus de capture qui placent les personnes sous le contrôle souverain de l'État par le biais du travail frontalier » (Pallister-Wilkins, 2017a: 21). Ce modèle contribue

également à reterritorialiser graduellement la frontière, qui s'étend bien au-delà de sa localisation géographique pour inclure des espaces de transit, comme les ERM (Sarrut, 2024).

Dès la fin de 2015, marquant la hausse des passages irrégularisés, le gouvernement panaméen a mis en place des installations d'accueil et d'hébergement temporaire au sein des communautés situées le long des principales routes empruntées par les migrant.e.s (Schmidtke et Yates, 2024). Ces installations, initialement spontanées, étaient conçues pour offrir des services de base, tels que de la nourriture, de l'eau potable et des toilettes portables. Elles permettaient parallèlement au gouvernement panaméen d'enregistrer les personnes entrant sur le territoire panaméen et d'organiser leur trajet en bus dans le cadre de la politique « flujo controlado » (*Ibid.*). Les centres d'assistance ont ensuite fait l'objet d'une gestion plus coordonnée et de travaux, notamment dans le contexte de la fermeture de la frontière due à la pandémie de COVID-19 et de la détérioration des conditions de vie (Miranda et al., 2024). En partenariat avec l'OIM, l'État panaméen a élaboré en 2018 un protocole de gestion intitulé « Manuel de gestion de l'hébergement temporaire : situation des flux migratoires ». Il s'agit d'un instrument de gestion de la migration en transit propre à l'agenda international, bien qu'adapté aux réalités du Panama (Lopez, 2024). Il établit les mécanismes de gestion des abris temporaires et leur cycle de vie, de l'installation à la fermeture (OIM, 2018). Cela leur permet d'adresser les besoins en matière d'hébergement, d'éclairage, d'installations sanitaires séparées pour les hommes et les femmes ainsi que l'absence de centres de santé dotés d'un personnel adéquat (HRW, 2024). Des stations temporaires d'aide humanitaire (ETAH) – devenues par la suite des ERM – sont dès lors construites à Lajas Blancas (2019) et à San Vicente (2020), situés à la sortie de la jungle, en dehors du territoire Emberá Wounaan. Au sein de ces stations gérées par le SENAFRONT et le SNM, les migrant.e.s ont accès à un hébergement pour dormir et à trois repas par jour fournis par le gouvernement panaméen (Entrevue IFRC, 2025; Gandini et al., 2024). Une variété d'organisations internationales complète l'assistance offerte par le gouvernement panaméen dans des domaines tels que la santé, l'alimentation, la garde d'enfants, les programmes psychosociaux, la protection juridique, le soutien à l'infrastructure des centres d'hébergement, entre autres (*Ibid.*).

Il demeure que les installations ne sont pas adaptées aux « séjours prolongés », les conditions dans les camps étant précaires face à la quantité de migrant.e.s attendant de poursuivre leur route (HRW, 2024). Face à l'aggravation des conditions au sein des camps, notamment lors de la fermeture des

frontières liée à la COVID-19, la Cour interaméricaine des droits de l’homme (CIDH) a d’ailleurs ordonné au Panama d’adopter des mesures urgentes pour protéger les droits à la vie, à la santé et à l’intégrité personnelle des personnes surpeuplées dans les ERM de La Peñita, de Lajas Blancas et de San Vicente (2020). La CIDH a également ordonné, en janvier 2021, la fermeture définitive de la ERM de La Peñita, pour finalement lever les mesures provisoires la même année (HRW, 2024). Depuis, une série de mesures et de rénovations ont permis d’améliorer les conditions des ERM⁷², ainsi qu’au sein des communautés autochtones, bien qu’elles demeurent insuffisantes face à la hausse des passages irrégularisés des années suivantes (Schmidtke et Yates, 2024).

La mise en place des ERM est parallèlement un outil pour gouverner et contrôler le mouvement des populations immigrantes à l’intérieur des frontières nationales du Panama (Sarrut et al., 2023). Après avoir été soumis aux procédures de contrôle et d’enregistrement biométriques aux villages de Bajo Chiquito ou Canaán Membrillo, les migrant.e.s demeurent contraint.e.s de poursuivre leur route vers les ERM, où iels peuvent accéder à une assistance humanitaire et à un service de transport vers le Costa Rica (Pappier et Yates, 2023). À travers ce processus de capture (Pallister-Wilkins, 2017), les personnes en mouvement deviennent ainsi lisibles et gouvernables, et ce, dès leur arrivée dans les communautés autochtones (Álvarez, 2023). Dans le cadre de la politique de *flujo controlado*, les migrant.e.s doivent demeurer dans les communautés autochtones et les ERM, sous prétexte qu’iels pourraient être arrêté.e.s ou maltraité.e.s par des groupes criminels (Pappier et Yates, 2023). Cette surveillance de plus en plus extensive et invasive demeure toutefois ancrée dans les logiques de la gouvernance humanitaire, la protection des droits fondamentaux allant de pair avec la surveillance et le contrôle (Agier, 2011; Fassin, 2007). Ce type de confinement peut toutefois être considéré comme une stratégie qui consiste à interrompre ou encore à perturber les mouvements autonomes, sans nécessairement les enfermer ou les stopper (Bronte, 2023). Ce « mode biopolitique de gouvernance de la migration » peut ainsi canaliser, décélérer et détourner leurs mouvements (Garelli et Tazzioli, 2018; Álvarez, 2023).

⁷² Des rénovations ont eu lieu dans l’ERM de Lajas Blancas en 2022, entraînant la fermeture de février à juillet 2022 (HRW, 2024). L’ERM de San Vicente a également nécessité des réparations en mars 2024 à la suite d’un incendie, la station ayant été fermée pour une durée indéterminée bien qu’elle ait été réouverte avant sa réaffectation en centre de détention et d’expulsion (IFRC, 2024).

Les pratiques variées qui sont apparues pour gérer ces populations en transit, depuis la fourniture d’abris à court terme, de nourriture et de vêtements, jusqu’aux bus désignés et aux cliniques médicales mobiles, peuvent être comprises à travers les formes vacillantes de souveraineté, ainsi que la contestation et la consolidation continues des frontières (Pallister-Wilkins, 2017b : 100).

À partir des ERM, la seule manière de quitter ces centres implique de prendre un autobus géré par une entreprise privée opérant sous la supervision du gouvernement panaméen jusqu’à la frontière costaricaine. Ce mécanisme reflète à la fois une forme de facilitation de la mobilité⁷³ et un mécanisme d’internalisation des frontières, au sein de laquelle la régulation de la mobilité s’étend bien au-delà de la frontière colombo-panaméenne (Sarrut et al., 2023). Les migrant.e.s n’ayant pas les ressources économiques nécessaires pour payer le trajet en autobus, au coût initial de US\$60, sont contraint.e.s de rester dans les ERM. Les individus peuvent retirer de l’argent ou demander à un.e proche de leur transférer le montant nécessaire à l’une des stations semi-formelles de transfert d’argent (Schmidtke et Yates, 2024). Depuis l’annonce des expulsions financées par les États-Unis, l’ERM de San Vicente est d’ailleurs devenu une station dédiée uniquement à la détention des personnes dans l’attente de leur expulsion (Entrevue IFRC, 2025; CIDH, 2025). Ces infrastructures humanitaires contribuent en ce sens à restreindre la mobilité des migrant.e.s en assurant leur exclusion de la population panaméenne, et ce, de manière à préserver l’invisibilité de ces flux migratoires au sein du territoire panaméen et assurer le contrôle spatial des populations migrantes (Winters, 2019; Sarrut, 2024; Yates, 2024).

En optant pour une gouvernance humanitaire à sa frontière sud, le Panama tente ainsi de réconcilier la protection du territoire souverain et celle des populations mobiles (Walters, 2011; Williams, 2015). La première section de ce chapitre a permis de contextualiser l’émergence d’un corridor migratoire dangereux, celui-ci constituant la base des interventions humanitaires subséquentes. L’exposition à ce passage frontalier risqué résulte de l’adoption de restrictions de visas par divers États de la région, qui ont eu comme effet de rediriger les flux migratoires vers le *Tapon del Darién*

⁷³ Dans ce contexte, l’État occupe une place centrale et ambigu dans le transport des migrant.e.s; une facilitation qui est criminalisée par la loi panaméenne au Darién et pourtant légitimée par l’entente avec le Costa Rica permettant les transferts en bus une fois la jungle franchie (Sarrut et al., 2023; Kim, 2018).

(International Crisis Group, 2023; Córdoba Mendoza, 2024; Pappier et Yates, 2024). La présence de groupes armés (Severiche et al., 2019; Cajio et al., 2022; Sarrut et al., 2023), ainsi que le manque de protection étatique dans la région frontalière (*Ibid.*; Jaramillo Contreras et al., 2024) génèrent en outre un ensemble de risques différenciés lors de la traversée. Face à l'augmentation des passages par le Darién, et les besoins d'assistance qui s'ensuivent, le Panama a adopté un modèle de gouvernance humanitaire qui poursuit à la fois des objectifs humanitaires et sécuritaires (Schlabach, 2020; Schmidtke et Yates, 2024). Cette approche lui permet ainsi d'exercer un meilleur contrôle frontalier, tout en adressant les besoins vitaux des migrant.e.s et facilitant leur déplacement vers le nord de 2016 à 2024 (*Ibid.*). Ce type de gouvernance humanitaire se matérialise au Darién par les politiques frontalières adoptées, les pratiques des agents frontaliers ainsi que la création d'infrastructures humanitaires.

Le Panama parvient ainsi à offrir une aide humanitaire minimale, tout en renforçant les dispositifs de surveillance, de tri et de contrôle à sa frontière sud, et ce, sous la pression croissante des États-Unis (Córdoba Mendoza, 2024; Sarrut, 2024; Sandoval, 2024). Bien qu'il se distinguât autrefois par son approche humanitaire et son rôle de facilitateur, le Panama reproduit progressivement un modèle de gouvernance qui cherche à approfondir les processus d'exclusion et d'expulsion aux frontières. Ce type de gouvernance introduit parallèlement de nouveaux.elles acteur.trice.s humanitaires sur le territoire – les organisations humanitaires internationales. Leurs pratiques méritent une attention particulière, notamment puisqu'elles mettent en lumière les limites de ce modèle de gouvernance (Jaramillo Contreras, 2023; Stefoni et al., 2023; Bronte, 2023).

CHAPITRE 3

LA COMPLEXITÉ DU TRAVAIL FRONTALIER HUMANITAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AU DARIÉN PANAMÉEN

À l'aune de la gouvernance humanitaire de cette frontière risquée, ce dernier chapitre se penche davantage sur le rôle des organisations humanitaires internationales au Darién. Celles-ci contribuent également à (re)produire un modèle de gouvernance aux frontières qui articule assistance humanitaire et contrôle frontalier (García et González, 2022; Jaramillo Contreras, 2023; Pallister-Wilkins, 2017; Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022). Depuis l'adoption de la politique *flujo controlado*, les organisations humanitaires internationales appuient l'État panaméen pour répondre aux besoins immédiats des migrant.e.s franchissant le *Tapon del Darién*. Elles contribuent notamment à la prestation de soins aux migrant.e.s, la surveillance des pratiques de l'État ou encore la revendication de meilleures mesures de protection (Miraglia, 2016; Álvarez, 2023; HRW, 2024). Certaines organisations, comme l'OIM, se distinguent toutefois par leur approche de gestion des migrations, leur mandat oscillant entre la protection des droits humains et la poursuite d'objectifs de contrôle (OIM, 2019; García et González, 2022; Domenech et al., 2022). Le prochain chapitre s'intéresse donc aux pratiques des organisations ciblées – OIM, HCR, HIAS, MSF et IFRC – afin d'explorer comment elles s'arriment aux dispositifs de contrôle frontalier, les contestent, ou, au contraire, se trouvent contraintes par ces derniers. En analysant cet assemblage frontalier, il devient possible de constater les limites de la gouvernance humanitaire au Darién – celle-ci consistant à offrir une aide limitée tout en renforçant les dispositifs de surveillance, de tri et de contrôle à la frontière.

Une première section se penche sur le rôle des organisations ciblées dans la gouvernance du Darién. Leur travail frontalier humanitaire met d'abord en lumière la variété de soins et services offerts dans l'optique de garantir des droits fondamentaux au Panama. Leurs pratiques incluent d'ailleurs la production et la diffusion de connaissances que Walters (2011) caractérise comme des formes spécifiques d'autorité associées à une expertise médicale ou juridique (*Ibid.*; Ticktin, 2006; Casas-Cortes et al., 2015; Pallister-Wilkins, 2017b; Pécoud, 2010; Calarco, 2022). Ces pratiques peuvent parallèlement légitimer des formes de contrôle plus subtiles; elles contribuent entre autres, à soutenir les objectifs sécuritaires du Panama à travers l'amélioration des technologies de

surveillance et la production de campagnes de dissuasion (Domenech et al., 2022). D'autres organisations vont au contraire dénoncer la violence au Darién ou des mesures étatiques à des degrés variables, bien que leur pouvoir contestataire soit restreint. Elles participent dès lors à l'émergence d'espaces ambivalents et négociés, où coexistent des formes de contrôle et de mobilité, d'hostilité et d'hospitalité (Bulley, 2023).

La deuxième section se penche davantage sur les contraintes imposées aux OI/ONG dans les zones frontalières du Darién. En effet, la portée des pratiques humanitaires se retrouve restreinte par (1) les contraintes spatiales imposées en zones frontalières, (2) les ressources dont elles disposent et (3) le caractère temporaire de leurs interventions. Ces contraintes témoignent des logiques inhérentes au modèle de gouvernance humanitaire aux frontières, qui consiste à offrir une protection limitée afin de réconcilier les objectifs d'assistance et de contrôle. Ces limites spatiales, matérielles et temporelles révèlent parallèlement l'impact des nouvelles politiques frontalières restrictives et des mouvements migratoires sur les réponses humanitaires.

À partir du concept de travail frontalier humanitaire, ce chapitre s'intéresse par conséquent aux interventions humanitaires en considérant leur caractère mobile dans l'espace-temps, leur rationalité, leur caractère négocié ainsi que leur adaptation aux spécificités locales⁷⁴ (Pallister-Wilkins, 2018; Phillips, 2023; Cuttitta, 2017). Aux fins de cette analyse, les témoignages issus des entrevues effectuées auprès de personnes ayant travaillé au sein de MSF et de l'IFCR au Panama seront intégrés de manière à compléter la démarche documentaire.

3.1. Le rôle ambivalent des organisations internationales au Darién panaméen

Dans le cadre de la gouvernance des migrations irrégularisée en transit, les organisations internationales occupent une position complexe, parfois ambivalente (Álvarez, 2023; Hernández et Ibarra, 2023). Les organisations ciblées – OIM, HCR, HIAS, MSF et IFRC – offrent d'abord des soins immédiats essentiels et un certain degré de protection à la population migrante au Darién en fonction de leur expertise. Certaines organisations sont davantage impliquées dans la « gestion » des migrations, notamment en soutenant la capacité de l'État à surveiller et à contrôler la population

⁷⁴ Nous précisons que ces variables ne sont pas exhaustives et peuvent s'enchevêtrer les unes avec les autres.

migrante. Dans ce contexte, les pratiques de ces organisations deviennent une composante de la gouvernance humanitaire de cet espace, et contribuent à la réconciliation d'objectifs sécuritaires et humanitaires aux frontières.

Cet espace de transit, qui existe quelque part entre les pratiques d'externalisation et d'internationalisation des frontières (Menjívar, 2014), est toutefois un lieu de négociation entre divers.e.s acteur.trice.s (non)étatiques (Álvarez, 2022). Les organisations participent parallèlement à la dénonciation des violences auxquelles sont exposé.e.s les migrant.e.s en transit par le Darién, et ce, en fonction de leur degré d'autonomie. Les OI et OIG disposent d'une autonomie limitée en raison de leur dépendance financière des États (Lavenex, 2016; Cuttitta et al., 2020), tandis que certaines ONG, telles que MSF, sont en mesure de contester ouvertement des pratiques frontalières des États (*Ibid.*; Cuttitta, 2022). Leur pouvoir contestataire est toutefois limité, comme en atteste le renvoi de MSF à la suite de la publication d'un rapport dénonçant des violences sexuelles et l'absence de protection étatique (*Ibid.*; MSF, 2024).

3.1.1. La protection des droits fondamentaux de la population migrante en transit

Au sein de la gouvernance humanitaire au Darién, des organisations comme le HCR, HIAS, l'OIM, la Croix-Rouge panaméenne et MSF jouent un rôle central dans la protection des personnes migrantes. Celles-ci ont régulièrement et urgemment besoin de services sociaux à la sortie de la jungle (HRW, 2024). En assumant partiellement les responsabilités du Panama sur son territoire, ces organisations se sont progressivement installées au sein des ERM et des communautés d'accueil afin de fournir une assistance humanitaire et une protection aux migrant.e.s (Schmidtke et Yates, 2024). Leurs interventions couvrent les domaines de la santé, l'eau potable et l'assainissement, l'hébergement et la protection internationale. Par leurs pratiques et leur expertise respective, ces acteur.trice.s contribuent à l'adoption et à la mise en œuvre de normes en santé, en hébergement ou encore en protection internationale au Panama, au profit d'une meilleure garantie des droits fondamentaux (García et González, 2022).

Tableau 3.1 :
Description des organisations ciblées

Nom de l'organisation	Type d'organisation	Mandat(s)	Source de financement
HCR	Internationale	Offre soutien aux réfugié.e.s et demandeur.euse.s d'asile au Panama; Accompagnement des institutions gouvernementales pour renforcer le système de protection des réfugié.e.s et demandeurs d'asile; Dons de tentes et d'équipement au SENAFRONT et SNM; Suivi des mouvements mixtes à Darién	Contributions volontaires des États membres; Partenariats avec agences de l'ONU et gouvernements; Campagnes de dons privés (moins fréquent)
OIM	Intergouvernementale	Création et la mise en œuvre du <i>Manuel de gestion des abris temporaires du Panama</i> ; Prestation de services d'orientation aux migrant.e.s; Effectue un contrôle mensuel des stations d'accueil (DTM); Offre des services de formation et de collaboration aux fonctionnaires et aux autres acteur.trice.s humanitaires sur le terrain	Contributions des États membres; Partenariats multilatéraux; Cofinancement avec agences de l'ONU; Collaboration avec ONG locales *Financement souvent affecté à des projets spécifiques
HIAS	Non-gouvernementale	Fourniture d'informations et d'un soutien psychosocial; Offre des soins cliniques aux survivant.e.s de violences sexuelles; Suivi transfrontalier; Appui technique aux structures étatiques	Dons privés; Financements institutionnels (via HCR, USAID, UE); Projets avec bailleurs multilatéraux *Souvent sous-traitant d'agences onusiennes
MSF	Non-gouvernementale	Prestation de soins de santé physique et mentale, notamment aux victimes de violences sexuelles; Fourniture d'informations	Fonds 100% indépendants et privés *Aucune subvention gouvernementale ou d'agence de l'ONU (volonté de neutralité et d'indépendance)
Croix-Rouge Panama / IFRC / ICRC	Association à but non lucratif auxiliaire des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire	Prestation de soins de santé de base, d'une assistance psychosociale, de l'eau et des installations sanitaires; Offre des volontaires et un responsable de la protection, du genre et de l'inclusion; Fournir gratuitement le Wifi et les appels internationaux, ainsi que des bornes de recharge	ICRC : fonds locaux et soutien de l'IFRC; IFRC: contributions volontaires des Sociétés nationales; financements des États (90%), dons privés (5%)

Sources: OIM, 2024; García et González, 2022; HCR, 2024a,b; HIAS, 2023, 2024; MSF, 2023; ICRC, 2024

Avec l'autorisation du gouvernement panaméen et des communautés autochtones comarcales, les organisations ciblées sont parvenues à obtenir un poste semi-permanent à partir de 2016 au sein des ERM et de certaines communautés afin d'offrir une variété de services humanitaires. Leur arrivée sur le territoire du Darién s'inscrit d'abord dans le cadre de la mise en œuvre de la politique *flujo controlado*. Cette présence sur le territoire s'est ensuite concrétisée lors de la création de stations d'accueil migratoires en 2019-2020, une période marquée par les fermetures subséquentes des frontières et l'attente imposée à quelques milliers de personnes (Schmidtke et Yates, 2024). En collaborant avec les autorités locales, les organisations tentent de pallier la faible couverture des services de base dans la région et la présence déficiente d'entités gouvernementales⁷⁵ (Gabster et al., 2021; OIM, 2023; CIDH, 2025). Une variété de soins et de services sont offerts par les organisations présentes sur le terrain (soins médicaux, de l'hébergement, d'hydratation, services de communication, etc.), celles-ci adaptant leurs interventions aux besoins de la population migrante à la sortie de la jungle (García et González, 2022). Dans ce contexte, elles produisent et diffusent des connaissances basées sur une expertise médicale ou juridique Walters (2011) afin de consolider l'engagement des États envers les droits humains (*Ibid.*; Ticktin, 2006; Casas-Cortes et al., 2015; Pallister-Wilkins, 2017b; Pécoud, 2010; Calarco, 2022).

La Croix-Rouge se charge notamment des premiers soins, du traitement des plaies et des cas de déshydratation, des patient.e.s dans un état critique et de la coordination des transferts hospitaliers avec les autorités panaméennes⁷⁶ (Entrevue IFRC, 2025). Les problèmes de santé les plus fréquemment traités à la sortie de la jungle sont liés aux infections cutanées, aux lésions, à la déshydratation, aux infections respiratoires et aux troubles gastro-intestinaux (MSF, 2021a; HIAS, 2021; ICRC, 2024; Jaramillo Contreras et al., 2024). MSF offre quant à lui des traitements spécialisés pour les victimes de violences sexuelles en collaboration avec le MINSA, ainsi que du soutien psychologique. Des consultations uniques et complètes aux victimes⁷⁷, en présence d'un médecin et de psychologues, sont proposées afin de prescrire un traitement pour la prévention des

⁷⁵ « Le MINSA a indiqué que le personnel technique est réparti comme suit: (i) présence de deux médecins et de deux infirmières tous les dix jours à Bajo Chiquito; (ii) un médecin et une infirmière tous les dix jours à Canaan Membrillo; et, (iii) un ou deux médecins et deux ou trois infirmières tous les jours à Lajas Blancas. La rotation du personnel est dynamique et répond à la protection de la santé mentale de l'équipe de travail » (CIDH, 2025).

⁷⁶ Ces dernières étant les seules à pouvoir emmener une personne dans un centre médical situé en dehors des ERM.

⁷⁷ Cette approche permet de pas revictimiser les personnes, en évitant par exemple de multiplier les questions et les consultations (MSF, 2021).

maladies sexuellement transmissibles, du VIH et de la grossesse si l'évènement. Ce traitement n'est toutefois offert que lorsque les violences ont eu lieu dans les 72 heures précédentes⁷⁸ (Entrevue MSF, 2025). HIAS offre également des services transfrontaliers de lutte contre la violence basée sur le genre, afin que les survivant.e.s puissent accéder aux services tout au long de leur voyage, ainsi qu'un soutien psychosocial aux individus⁷⁹, notamment aux femmes et adolescent.e.s (HIAS, 2023).

Les organisations sont également impliquées dans la mise en place d'infrastructures adéquates afin de répondre aux besoins de base de la population migrante et appuyer la réponse panaméenne à cet effet. L'OIM a d'abord contribué à la création et à la mise en œuvre du Manuel de gestion des abris temporaires du Panama destiné à la gestion des stations d'accueil migratoire à la sortie du *Tapon del Darién* (OIM, 2018). Il établit en outre les mécanismes de gestion des abris temporaires et leur cycle de vie qui consiste en trois phases : Phase 1 : Installation et ouverture des abris temporaires, Phase 2 : Entretien et maintenance, et Phase 3 : Fermeture et solutions durables (*Ibid.*). Aligné sur le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM et l'objectif de mobilité humaine dans les situations de crise (González, 2023: 13), ce guide a comme objectif de renforcer les capacités techniques des institutions impliquées dans la réponse humanitaire. Les normes minimales élaborées par le groupe de coordination et de gestion des camps, dirigé par l'OIM et le HCR, exigent, par exemple, que les camps offrent un « environnement digne, exempt de dangers et d'actes de violence » et « physiquement, socialement et culturellement approprié » (Cluster GCGC, 2021). Le guide offre ainsi des outils adaptés au contexte panaméen pour soutenir la fourniture d'assistance, de services et de protection aux migrant.e.s, conformément aux normes minimales internationales (OIM, 2018: 14). La Croix-Rouge panaméenne a d'ailleurs joué un rôle clé dans la mise en place d'un système de filtration d'eau à Lajas Blancas (Schmidtke et Yates, 2024; ICRC, 2024). S'inscrivant dans le programme eau, assainissement et hygiène (*water, sanitation and hygiene – WASH*) promu par les Nations Unies, ce projet permet de garantir l'accès des migrant.e.s

⁷⁸ La prophylaxie post-exposition est administrée aux victimes de viol dans les 72 heures pour prévenir le VIH en cas d'exposition. MSF administre également la contraception d'urgence pour être la plus efficace possible, des antibiotiques pour prévenir les infections sexuellement transmissibles telles que la syphilis et la gonorrhée, ainsi que des vaccins contre le tétanos et l'hépatite B (MSF, 2024c).

⁷⁹ Il convient de noter que les besoins de soutien psychosocial sont significatifs auprès des personnes transitant par le Darién, notamment face aux journées physiquement éprouvantes, aux nombreux risques en cours de route et à l'observation de personnes blessées, et de cadavres, sur leur route (MSF, 2023; HIAS, 2023).

à de l'eau potable gratuite dès leur arrivée aux communautés autochtones (*Ibid.*). Le HCR a également contribué aux infrastructures humanitaires en faisant don de tentes, de matériaux pour la construction de toilettes et de douches dans les ERM et des articles de première nécessité (HCR, 2022).

Par ailleurs, le HCR offre des orientations juridiques aux migrant.e.s souhaitant demander l'asile au Panama. L'OI travaille en étroite collaboration avec l'Office national d'attention aux réfugiés du Panama (ONPAR) afin d'améliorer l'accessibilité de ce droit au sein des ERM (Schmidtke et Yates, 2024). L'organisation a notamment favorisé l'ouverture du premier bureau d'ONPAR dans la province du Darién en janvier 2024 et offre son soutien dans la gestion des dossiers. Le ICRC fournit également des conseils médicaux-légaux aux autorités panaméennes pour les aider à retrouver les corps des migrant.e.s qui sont décédé.e.s dans la jungle et les identifier scientifiquement selon les procédures sur le traitement et la conservation dans la dignité (ICRC, 2024). L'organisation veille ainsi à ce que les corps puissent être retracés individuellement et éventuellement être rendus à leur famille. Elle permet parallèlement aux migrant.e.s de faire gratuitement des appels internationaux dans les ERM (García et González, 2022; ICRC, 2024; Entrevue IFRC, 2025). L'expertise médicale, juridique ou administrative de ces organisations leur permet ainsi d'influencer dans une certaine mesure l'adoption et la mise en œuvre de normes fondées sur le respect des droits fondamentaux.

3.1.2. La « gestion » technocratique des migrations irrégularisées au Darién

La protection offerte par ces organisations demeure intégrée dans un dispositif plus large de gouvernance migratoire, où la logique d'assistance se conjugue parfois à une approche de gestion. Elles se retrouvent dès lors dans des positions complexes et ambivalentes en tant que défenseuses de droits humains et responsables de la mise en œuvre de programmes de contrôle migratoire dans un pays de transit (Phillips, 2023). Ces pratiques reproduisent une logique de « gestion des migrations », qui fait référence à a) un ensemble de discours et de pratiques sur la manière dont elles doivent être identifiées, mesurées, prévues et contrôlées et b) des techniques de gouvernance subtiles, y compris la dissuasion et la protection (Geiger et Pécoud, 2014). Certaines organisations, telles que l'OIM, adoptent une posture de gestionnaire en appuyant les autorités panaméennes dans la poursuite d'objectifs de contrôle (González, 2023; Sarrut, 2024). Elles participent donc à

l'introduction de nouvelles technologies de surveillance, l'offre de formations aux autorités et la diffusion de campagnes d'information dissuasive sur les dangers de la route migratoire (Domenech et al., 2022; García et González, 2022).

À l'instar de la littérature sur la gouvernance des migrations irrégularisées et la logique « managériale » de certaines organisations (Geiger et Pécoud, 2014; Calarco, 2022), l'OIM joue un rôle central dans la production et la diffusion de formes spécifiques d'autorité pouvant légitimer ou (re)produire des formes subtiles de contrôle à la frontière colombo-panaméenne (González, 2023). L'élaboration d'un manuel veillant au respect des normes internationales et humanitaires dans les ERM⁸⁰, par exemple, s'inscrit dans une logique de « gestion ordonnée et humaine des migrations ». Le manuel prévoit des normes en termes de protection, tout en justifiant l'amélioration des mécanismes de surveillance biométriques à des fins humanitaires (OIM, 2018: 49-50, 108).

Les migrant[e.]s doivent être enregistré[e.]s dès leur arrivée dans leur logement temporaire. À ce stade, leurs données personnelles sont systématiquement recueillies lors d'entretiens menés aux points d'enregistrement, à l'aide de technologies biométriques. [Elles] permettent de recueillir des informations sur les besoins et d'identifier les personnes en situation de vulnérabilité. Cela permet de planifier l'aide de manière différenciée et d'orienter les personnes qui le méritent vers les institutions compétentes⁸¹ (OIM, 2019).

L'approche gestionnaire de l'OIM rejoint en ce sens les objectifs sécuritaires de l'État panaméen (González, 2023; Sarrut, 2024). L'organisation a également contribué à la création de l'USFROH, l'unité humanitaire de la police frontalière panaméenne responsable d'assurer la sécurité des migrant.e.s, des patrouilles préventives, les premiers soins, le sauvetage et la localisation des personnes perdues dans la jungle de Darién (MINSEG, 2021). Avec la participation de la Croix-Rouge panaméenne et le HCR, l'OIM assure la formation spécifique de ces agents⁸² afin qu'ils puissent accueillir de manière adéquate les migrant.e.s arrivant aux communautés d'accueil et aux

⁸⁰ Les principes humanitaires incluent l'impératif humanitaire « d'alléger les souffrances », l'impartialité, la neutralité et l'indépendance.

⁸¹ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

⁸² Des fonctionnaires d'autres institutions publiques participent également à des formations sur les droits humains offertes par les organisations internationales (OIM, 2024).

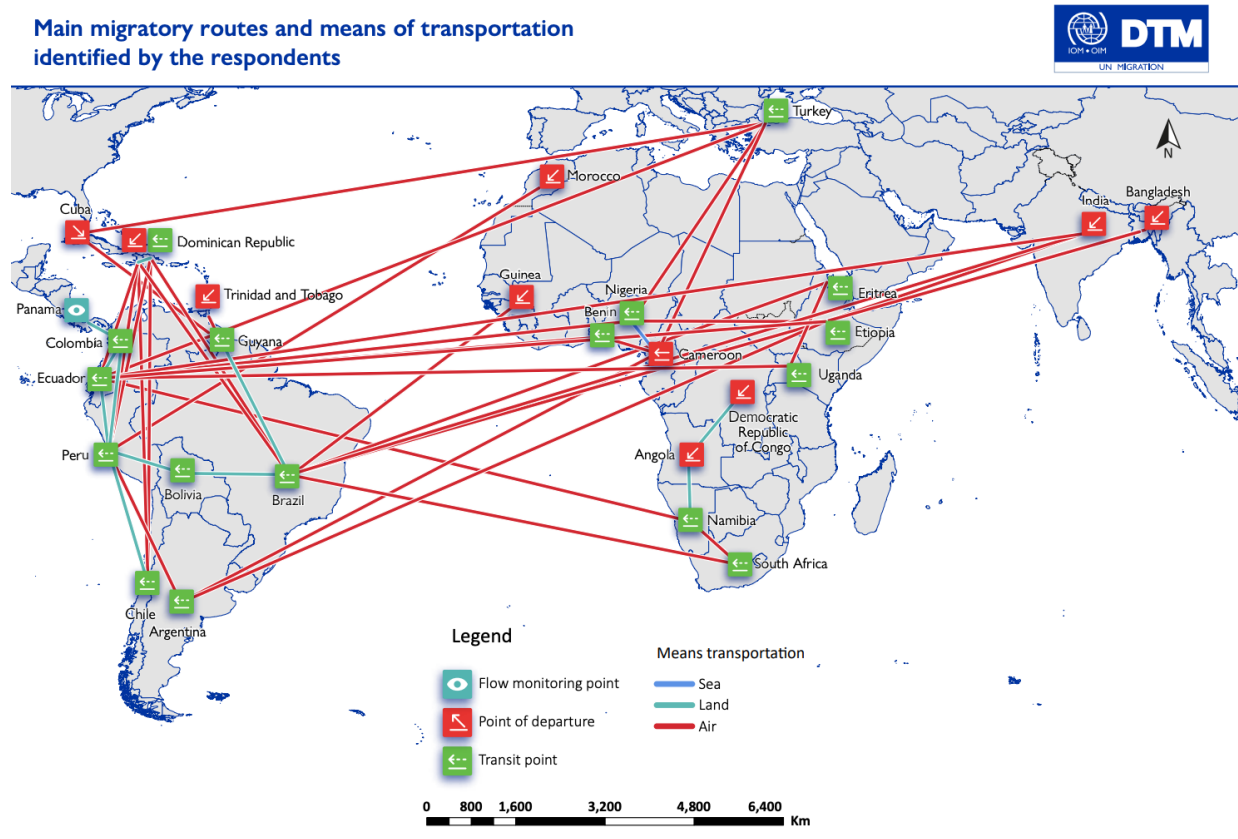
ETM (Calviño, 2024). Comme démontré dans le chapitre précédent, le mandat de cette unité frontalière demeure ancré dans une logique de contrôle aux frontières, bien qu'il inclue un volet de sauvetage et d'assistance humanitaire (SENAFRONT, 2024). L'approche collaborative de l'OIM avec le Panama leur permet ainsi de soutenir la posture « humanitaire » d'une police frontalière appliquant des mesures de plus en plus restrictives (García et González, 2022).

L'introduction de nouveaux outils technologiques aux frontières dédiés à la collecte, au traitement et à la diffusion de données et de cartes sur les populations migrantes transitant par le *Tapon del Darién* témoigne également du rôle ambivalent de certaines OI/OIG (Moulin y Magalhaes, 2020; Domenech et al., 2022). La production de connaissances expertes permet à la fois d'adapter les mécanismes de soutien tout en assurant la classification et la surveillance des populations mobiles (*Ibid.*; OIM, 2024). Depuis 2019⁸³, à la demande des autorités panaméennes, l'OIM collecte des données sur les migrant.e.s transitant par le Darién par le biais de DTM. Cet outil de quantification et visualisation des déplacements est basé sur la réalisation de sondages auprès de la population migrante à un point de contrôle précis, tel qu'une ERM, afin de compiler un ensemble de données à leur sujet : leur portrait démographique, les causes de leur migration, leur pays de destination, les coûts associés à leur trajectoire et les principales routes migratoires (voir figures 3.1 et 3.2), les enjeux de santé, de violence et de discrimination subis en cours de route, les services de passeur utilisés ainsi que les difficultés rencontrées (OIM, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024). Bien que présenté comme essentiel pour « planifier des réponses et des actions visant les groupes de population mobile, en particulier dans les situations de vulnérabilité » (OIM, 2019), cet outil demeure un moyen de tracer et surveiller les flux migratoires (Domenech et al., 2022). La collecte de ces données peut en effet servir les intérêts des États d'exercer un contrôle sur les migrations irrégularisées, et ce, sous le couvert des principes humanitaires de neutralité et d'impartialité (*Ibid.*). À travers plusieurs partenariats avec des entreprises du secteur privé, l'OIM a ainsi consolidé une expertise technologique lui permettant d'élaborer non seulement un système d'identification et de classification des flux migratoires, mais aussi une base de données cartographiques axées sur la « prévisibilité » de ces derniers (*Ibid.*). La mise en œuvre du DTM à

⁸³ Le DTM de 2019 a été effectué au Centre temporaire d'assistance humanitaire (ETAH) de Los Planes, au Nord du Panama. Celui-ci a été fermé lorsque le Panama et le Costa Rica ont convenu du transfert direct en autobus des migrant.e.s des ERM situés dans la province du Darién vers le Costa Rica.

divers points de contrôle reflète parallèlement le processus d'étirement et de déplacement des frontières; ces « points de surveillance des flux » ne se limitent pas aux postes-frontières officiels, ils se déploient sur de multiples sites en fonction des trajectoires migratoires (Casas-Cortes et al., 2015; Cobarrubias, 2019; Domenech et al., 2022).

Figure 3.1 :
Principales routes et moyens de transport identifiés par les répondants⁸⁴



Source : OIM (2019)

⁸⁴ 316 migrant.e.s (226 hommes and 90 femmes) ont été sélectionné.e.s au ETAH Los Planes et interrogé.e.s par l'OIM.

Figure 3.2 :

Principales routes et moyens de transport identifiés par les répondants



Source: OIM (2024c)

De surcroît, le HCR produit des rapports similaires – *Monitoring Protection Reports* – basés sur des entretiens individuels menés dans les ERM et les communautés d'accueil. L'OI recueille ainsi des informations mensuelles sur les caractéristiques, les vulnérabilités et les besoins de protection des migrants transitant par le Darién. Au Darién, le HCR compile mensuellement depuis 2022 des informations semblables à celles des DTM : les principales raisons de quitter le pays d'origine et le pays de résidence, l'intention de rester au Panama, le pays de destination, le paiement de services de passeurs pour traverser la jungle, la documentation détenue, la source des informations obtenues sur la traversée du Darién ou encore les dangers et/ou les abus dans la jungle (HCR, 2021, 2022, 2023, 2024). La production de connaissances expertes est d'ailleurs centrale aux Pactes mondiaux pour les migrations sûres, ordonnées et régulières et les réfugiés (Assemblée générale des Nations Unies, 2018a, 2018b), notamment dans l'optique de formuler des politiques fondées sur des données probantes. La collecte de données aux frontières peut dès lors servir des objectifs humanitaires et sécuritaires (Scheel et Ustek-Spilda, 2019; Moulin et Magalhaes, 2020).

La campagne de lutte contre la désinformation « Faites confiance au Toucan » sur les réseaux sociaux du HCR témoigne en outre du rôle ambivalent du HCR. Disponible dans les langues les plus parlées par la population migrante au Darién – espagnol, français, anglais, arabe et créole – l’initiative propose un canal de communication à double sens⁸⁵ sur plusieurs plateformes (instagram, facebook, tiktok) et fournit des informations fiables afin de favoriser les prises de décisions éclairées (HCR, 2024b; Córdoba Mendoza, 2024). La campagne inclut des informations pertinentes pouvant réduire les risques lors de la traversée, telles que le fait d’éviter de dormir près des cours d’eau afin de diminuer les risques d’exposition aux crues soudaines (voir figure 3.3; Yates, 2023). Certaines publications et témoignages s’alignent toutefois aux stratégies de dissuasion de l’État panaméen. La mise en garde du fait que le « Parc national du Darién est une forêt, pas un itinéraire » (voir figure 3.3) fait référence à la campagne « *El Darién no es una ruta, es una jungla* » du gouvernement panaméen (MINSEG, 2023b). Tout comme cette initiative tentant de dissuader la migration à travers le Darién et luttant contre les passeurs (Sarrut et al., 2023), la campagne « Faites confiance au Toucan » relaie des témoignages de migrant.e.s qui, désormais conscient.e.s des risques, déconseillent à quiconque d’emprunter cet itinéraire et affirment qu’ils ne le referaient pas (HCR, 2023b).

Figure 3.3 :
La campagne « Fais confiance au toucan »



Source : HCR, 2025

Cette campagne d’information peut être non seulement une source d’information pertinente pour les migrant.e.s, elle peut parallèlement servir les intérêts des États en dissuadant la migration

⁸⁵ La plateforme inclut un canal de communication via Whatsapp afin que les migrant.e.s puissent poser directement leurs questions.

irrégularisée tout en occultant le rôle des politiques frontalières sur la construction de ces risques (Pécoud, 2017; Pallister-Wilkins, 2017a; Domenech et al., 2022).

L'introduction d'outils technologiques dans le domaine humanitaire permet ainsi de répondre à des besoins immédiats et des impératifs de contrôle et de gestion (Frowd, 2024). La région sud-américaine ne reste donc pas en marge des schémas et modèles internationaux émergents et adaptables de contrôle de la migration irrégulière (Domenech et al. 2022: 319). Au contraire, la production et la diffusion de normes ou d'outils humanitaires reproduisent des logiques particulières de gestion des risques, de rationalisation, d'efficacité et d'efficience (Reid-Henry, 2014) au Darién.

3.1.3. Le plaidoyer restreint des organisations humanitaires au Darién

Dans le cadre de la gouvernance humanitaire, des acteur.trice.s humanitaires s'engagent finalement dans un jeu complexe de tactiques et de contre-tactiques antagonistes ou de connivence auprès de l'État panaméen (García et González, 2022; Álvarez et Cielo, 2023). Les sites de transit deviennent ainsi des lieux d'action pour les OI/ONG/OIG; elles y dénoncent des violations de droits humains, réclament des mesures plus inclusives ou revendiquent des voies sûres et légales. Comme constaté dans d'autres contextes frontaliers (Geiger et Pécoud, 2014; Cuttitta, 2022; Calarco, 2022), les organisations internationales humanitaires mobilisent leurs connaissances expertes afin de manifester leur opposition à certaines mesures frontalières, leurs champs d'action variant selon leur dépendance financière des États. Des ONG comme MSF disposent d'une certaine autonomie par rapport aux autres OI/OIG, bien que leur pouvoir contestataire soit limité au Darién panaméen. La gouvernance humanitaire du Darién demeure nonobstant un processus fragmenté (Betts, 2013; Withol de Wenden, 2012), un espace à la fois construit et contesté par une variété d'acteur.trice.s (Missbach et Phillips, 2020).

Au Darién panaméen, les OI et OIG se concentrent davantage sur des appels généraux à une réponse régionale plus solide, à un soutien accru aux pays d'accueil et à l'expansion des voies légales, sans toutefois s'adresser directement aux autorités panaméennes ou dénoncer certaines violations de droits humains. Dans un communiqué conjoint, l'OIM et le HCR ont notamment signalé « l'importance d'élargir les voies de réinstallation des réfugiés et de migration régulière

afin de sauver des vies et d'exploiter le potentiel de développement que représentent les réfugiés et les migrants » (OIM et HCR, 2023). Elles ont également mis en évidence comment l'augmentation des passages par le Darién illustre les effets de la réduction des voies de migration régulière, les migrant.e.s étant contraint.e.s d'emprunter des itinéraires plus dangereux et de recourir aux services de passeurs (*Ibid.*). La collecte de données et la diffusion de certaines informations peut aussi s'agir d'une forme de plaidoyer sur les besoins de protection des migrant.e.s (Frowd, 2024; Domenech et al., 2022). La recension des décès aux frontières par l'OIM, dans le cadre de l'initiative Projet Migrants Disparus (MMP), a notamment contribué à sonner l'alarme sur la dangerosité de ce corridor migratoire⁸⁶ (OIM, 2023; Yates, 2023). La Croix-Rouge et HIAS adoptent une posture similaire en préservant leurs valeurs « d'universalité et de neutralité »; leurs rapports couvrent uniquement les besoins recensés par leurs équipes sur le terrain ainsi que les services qu'elles offrent (ICRC, 2024; HIAS, 2023, 2024).

Comme constaté dans d'autres contextes frontaliers (Cuttitta, 2022; Pallister-Wilkins, 2018), MSF mobilise ses connaissances spécifiques pour assurer une fonction de « surveillance » et dénoncer des violences associées au régime frontalier (Schmidtke & Yates, 2024; Collins, 2024). Les acteur.trice.s sur le terrain ont dénoncé à de nombreuses reprises les actes de violence et les vols perpétrés par les groupes armés en sol panaméen, les mauvaises conditions de vie dans les ERM et les communautés d'accueil, ou encore l'absence d'itinéraires sûrs et légaux criminalisant et obligeant les migrant.e.s à emprunter la jungle du Darién (MSF, 2021a, 2021b, 2022a, 2022b, 2023a, 2023b, 2024a). Il convient de noter que MSF finance ces activités par des dons privés, ce qui lui permet de conserver un certain degré d'indépendance vis-à-vis des acteur.trice.s étatiques (Pallister-Wilkins, 2018; Hart, 2024). MSF a en outre dénoncé directement les effets des politiques frontalières étatsuniennes : « [ces dernières], qui ne parviennent pas à stopper les migrations en violant les droits humains et en limitant l'accès aux services de base, ont un effet pervers supplémentaire : elles poussent les personnes à se retrouver entre les mains de puissants réseaux criminels » (MSF, 2023a).

Selon les propos de la personne interviewée, les équipes de MSF ont tenté à maintes reprises de signaler les cas de violences recensés à leurs homologues sur le terrain et aux autorités locales, et

⁸⁶ Depuis 2014, l'organisation a recensé près de 452 décès au Darién (OIM, 2025).

ce, dans un esprit collaboratif (Entrevue MSF, 2025). Face à l'inaction de l'État panaméen, la publication de communiqués de presse et de rapports leur a permis de négocier avec les autorités panaméennes afin de réduire la violence aux frontières.

Il fallait passer par des communiqués de presse pour dénoncer le gouvernement [à l'international], et c'est la seule façon qui les a amenés à agir, qui a engendré une diminution des cas. Comment? Avec des déploiements militaires, des vols en hélicoptère, la capture de quelques criminels, et puis [...] ça se calme pendant quelques mois et puis ça recommence de nouveau⁸⁷ (*Ibid.*).

Les communiqués de presse s'avèrent être des outils stratégiques pour négocier ou contester la gouvernance des zones frontalières du Darién, au profit d'une meilleure protection des personnes migrantes. Ces dénonciations ont toutefois entraîné des représailles directes, dont le retrait des équipes de MSF de la communauté autochtone de Bajo Chiquito en 2022, à la demande du gouvernement panaméen. Cela n'a pas empêché l'ONG de maintenir sa position critique en signalant l'augmentation des cas de violences sexuelles⁸⁸ (MSF, 2024a) et le niveau d'impunité dans la région frontalière afin que les autorités panaméennes « redoublent d'efforts pour protéger les personnes les plus vulnérables » (MSF, 2024b). En mars 2024, la suspension indéfinie de leurs services médicaux, ordonnée par le Panama sous prétexte administratif, illustre néanmoins la fragilité de leur pouvoir contestataire (Schmidtke & Yates, 2024; Collins, 2024). Bien que MSF ait repris ses activités à l'ERM de Lajas Blancas en octobre 2024, ces mesures envoient un message clair aux organisations humanitaires selon Adam Isacson, chercheur au *Washington Office on Latin America* (Collins, 2024), et la personne interviewée de la Croix-Rouge :

D'autres acteurs humanitaires, lors de certaines conversations, à huis clos avec le gouvernement, se sont fait dire : soit vous rentrez dans le rang, soit vous partez. [...] Cette peur de la réaction des autorités a fait qu'à un moment donné, et cela est clairement visible

⁸⁷ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

⁸⁸ Selon les données recueillies par MSF, en une semaine de février 2024, les équipes ont soigné 113 personnes - dont neuf enfants – victimes d'agression sexuelle dans le Darién. Ce chiffre est proche des 120 personnes traitées pendant tout le mois de janvier et représentent près du double de la moyenne mensuelle des personnes traitées en 2023 (MSF, 2024a).

sur les réseaux sociaux de la Croix-Rouge panaméenne, ils ont cessé de communiquer sur la migration⁸⁹ (Entrevue IFRC, 2025).

La frontière humanitaire n'est donc pas un espace figé, elle peut être déplacée et négociée (Walters, 2011). Dans ce contexte, les pratiques de ces acteur.trice.s peuvent moduler la frontière humanitaire, mais demeurent constamment redéfinies par les rapports de force avec l'État et les logiques inhérentes à ce type de gouvernance. La frontière humanitaire génère en ce sens « des formes actives et passives de résistance à [sa] construction » (Barry 2006 : 241; Walters, 2011).

3.2. Une aide humanitaire restreinte en zones frontalières

Bien qu'elle aille au-delà du simple constat de la violence des frontières (Redfield, 2006; Walters, 2011), l'aide humanitaire permet seulement de réduire partiellement les risques associés à la traversée de la frontière (Cintra et Riggiozzi, 2023; Schmidtke et Yates, 2024). Les dispositifs de contrôle, ainsi que la « rationalité » de la frontière humanitaire, imposent des limites d'ordre spatial, matériel et temporel aux interventions humanitaires.

Les pratiques des organisations ciblées soulèvent d'abord des limites spatiales, celles-ci se déployant uniquement au sein des ERM et, dans certains cas, des communautés autochtones. En se limitant à ces espaces contrôlés par l'État panaméen et marqués par des processus frontaliers d'exclusion, des sources de vulnérabilité demeurent négligées (MSF, 2022b, 2024a; Entrevue MSF, 2025). Les efforts pour superviser et réglementer la prestation de soins viennent paradoxalement accentuer la vulnérabilité des migrant.e.s, notamment en réduisant les espaces de soins alternatifs en dehors des soins régulés et prévus par l'État (Williams, 2014; Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022). La prestation insuffisante de soins au Darién témoigne par ailleurs d'un manque de financement et d'un contexte politique de plus en plus récalcitrant à l'aide humanitaire (Schmidtke et Yates, 2024). Enfin, les pratiques humanitaires soulèvent des limites temporelles liées au caractère transitoire de la migration au Darién et du corridor migratoire en soi (Jaramillo Contreras et al., 2024). La tension entre les politiques frontalières et la mobilité a donc un impact direct sur les pratiques des organisations ciblées (Pallister-Wilkins, 2018). La frontière humanitaire en tant qu'espace n'est donc pas fixe, mais fluide et mouvante. Comme l'affirme Pallister-Wilkins,

⁸⁹ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

« la pratique humanitaire est intimement liée aux caractéristiques de l’(im)mobilité, et répond par des activités spécifiques qui peuvent être décrites comme des tentatives limitées de fourniture de soins⁹⁰ » (2017b : 134).

3.2.1. Une protection humanitaire limitée au niveau spatial

En se déployant uniquement au sein des ERM et de certaines communautés autochtones, les pratiques des organisations ciblées témoignent des limites spatiales de l’aide humanitaire au *Tapon del Darién*. En effet, les OI/OIG/ONG interviennent uniquement au sein d’espaces régulés et surveillés par le gouvernement panaméen, l’accès aux soins demeurant associé à une infrastructure de contrôle de la mobilité. De surcroît, les restrictions imposées par le Panama et les particularités locales – la géographie, la présence de groupes armés et de communautés autochtones – délimitent l’accessibilité aux soins et services humanitaires, et ce, de manière croissante (Schmidtke et Yates, 2024; Entrevue MSF, 2025; Entrevue IFRC, 2025). Les variations spatiales et le caractère négocié et de ces pratiques témoignent une fois de plus de la nature dynamique et malléable de ces espaces frontaliers, la frontière humanitaire étant constamment redéfinie⁹¹.

La présence des acteur.trice.s humanitaires se limite aux ERM et à certaines communautés locales, tout en demeurant soumise à l’autorisation des autorités locales. Elles ont progressivement obtenu un poste semi-permanent au sein des ERM de San Vincente⁹² et Lajas Blancas à partir de 2019 afin d’offrir une variété de services humanitaires dans des tentes attitrées⁹³ (Schmidtke et Yates, 2024). L’accès aux communautés autochtones situées au sein de la Comarca Emberá Wounaan est quant à lui plus variable; il évolue en fonction des principales routes migratoires et des restrictions imposées par les populations locales et les autorités panaméennes. Face aux changements d’itinéraires, certaines communautés recevant jadis les populations migrantes deviennent des

⁹⁰ Citation traduite de l’espagnol par l’autrice.

⁹¹ Bien qu’elles demeurent généralement fixes au niveau spatial, ces pratiques suivent tout de même la délocalisation de la frontière panaméenne et l’externalisation de la frontière étatsunienne (Sarrut et al., 2023), démontrant le rôle de la mobilité dans les stratégies de gouvernance des migrations de transit (Isleyen, 2017; Cuttitta, 2017; Pallister-Wilkins, 2017a; Álvarez, 2023).

⁹² Depuis la destruction de certaines installations à la suite d’un incendie dont les causes demeurent obscures, la ERM de San Vincente est devenue essentiellement un centre d’expulsion (Entrevue IFRC, 2025).

⁹³ Cette présence internationale a toutefois significativement changé depuis l’arrivée au pouvoir du président Jose Raul Mulino en juillet 2024, comme il sera détaillé ultérieurement.

« communautés réceptives non actives », telles que l'ERM La Peñita (AECID, 2024). Au-delà de ces communautés, le faible contrôle de la zone frontalière par les autorités panaméennes ainsi que la présence de groupes armés causent des enjeux de sécurité restreignant le déploiement des équipes humanitaires. Les différentes partitions juridiques, politiques et géographiques, impliquant à la fois par des autorités formelles et informelles, peuvent donc affecter le degré d'autonomie ou le champ d'opportunité de l'assistance humanitaire (Cuttitta, 2022).

[Les communautés autochtones] s'agissaient des points les plus profonds de la jungle, où l'assistance et la présence des équipes étaient autorisées. En fait, aucun des acteurs de la région de Darién, pour des raisons de sécurité et à cause de la présence de groupes organisés dans la jungle, n'a fait d'incursion dans la jungle le long de la route. [...] Ce fut l'un des grands défis pour le Comité international de la Croix-Rouge en ce qui a trait à l'extraction des corps le long de la route. Précisément parce que les protocoles de sécurité ne le permettaient pas. Seuls les agents du SENAFRONT pouvaient donc aller chercher les corps, par exemple⁹⁴ (Entrevue IFRC, 2025).

L'accès aux communautés autochtones demeure restreint par les autorisations accordées par l'État panaméen et les dirigeants locaux (Álvarez, 2022). L'ouverture des communautés autochtones aux organisations humanitaires varie en fonction de la période ou des services/soins proposés (*Ibid.*; Témoignage Diaz, 2024; Entrevue IFRC, 2025). Lors du premier pic migratoire, les communautés, peu organisées jusqu'alors, ont apprécié l'arrivée d'acteur.trice.s humanitaires afin de gérer le transit de personnes et éviter l'épuisement de leurs ressources déjà limitées (*Ibid.*). La marchandisation des services offerts aux migrant.e.s et la croissance des revenus ont toutefois affecté la « nature humanitaire » de certains soins, les communautés voulant les offrir à un coût compensatoire. La Croix-Rouge a dû réajuster certaines de ces pratiques, dont l'offre d'appels internationaux gratuits, en fonction des services payants proposés au préalable. Elle a toutefois négocié la prestation de services essentiels, comme l'accès à de l'eau potable.

Le système de distribution d'eau a toujours été établi au profit de la communauté, c'est un système pour la communauté, mais il est évident que les personnes en transit en bénéficient également. Nous avons dû négocier ou renégocier avec la communauté cette question de

⁹⁴ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

l'accès à l'eau gratuite pour les personnes en transit, parce que le moment était venu où la communauté voulait en restreindre l'utilisation⁹⁵ (*Ibid.*).

Outre les négociations avec les communautés locales, la présence des acteur.trice.s humanitaires au sein de ces dernières varie selon l'aval des autorités gouvernementales. MSF, par exemple, n'est jamais parvenu à offrir ses services à Canaan Membrillo (MSF, 2022a) et s'est fait retirer son droit d'accès à Bajo Chiquito de 2022 à 2023⁹⁶ à la suite de la publication d'un communiqué de presse dénonçant les violences sexuelles à l'égard des personnes migrantes (Entrevue MSF, 2025). L'absence de l'ONG dans ces deux communautés a toutefois eu des répercussions directes sur les soins offerts, notamment lorsqu'il s'agit de traiter des victimes de violence sexuelle dans un délai de 72 heures suivant l'agression (MSF, 2022a).

Notre intention, basée sur le protocole médical indépendant de MSF, est de traiter les patients dans les 72 heures afin que l'efficacité du traitement antirétroviral, en particulier pour le VIH, soit effective. Il en va de même pour la prévention des grossesses non désirées. [...] Une fois que nous sommes passés aux ERM, nous recevions les femmes au-delà de 72 heures à partir du moment où l'événement de violence sexuelle s'est produit⁹⁷ (Entrevue MSF, 2025).

En limitant la présence de MSF aux ERM, les autorités panaméennes empêchent l'ONG de traiter adéquatement les violences à caractère sexuel. La suspension des activités de MSF au Darién de mars à octobre 2024, suivant la dénonciation de l'augmentation des agressions sexuelles et l'inaction du gouvernement, témoigne également du pouvoir discrétionnaire du Panama (MSF, 2024a, 2024b; Collins, 2024).

Le travail frontalier humanitaire des OI/ONG au Darién se distingue dès lors de certaines frontières humanitaires étudiées; leur capacité à réorienter et déplacer leurs activités en fonction des corridors migratoires est restreinte (Entrevue MSF, 2025). L'espace frontalier du Darién contraste avec la nature fluide et complexe du territoire maritime méditerranéen, par exemple, que certaines ONG parviennent à mobiliser pour contourner ou atténuer les effets du régime frontalier européen

⁹⁵ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

⁹⁶ La durée totale et précise de l'interdiction d'accès n'est pas connue, les années étant estimée par les données recueillies lors des entrevues et des articles en ligne.

⁹⁷ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

(Pallister-Wilkins, 2017a; Cuttitta, 2022). Bien qu'elles soient disposées à intervenir de manière plus fluide au niveau spatial, les contraintes du gouvernement panaméen s'imposent.

Nous voulions servir plus de bénéficiaires, nous voulions plus de mobilité dans la province, mais nous rencontrons des difficultés à nous déplacer. Nous n'avons pas pu faire en sorte que nos équipes se déploient, pourtant elles étaient prêtes; nous irions dans la jungle, nous louerions des bateaux, mais nos déplacements sont conditionnels à la présence des agents armés, quelqu'un du gouvernement doit nous accompagner. Ils doivent être mis au courant, bien sûr, ce sont eux qui contrôlent la zone frontalière, mais ils n'ont jamais donné l'autorisation (Entrevue MSF, 2025).

Les contraintes à la mobilité des acteur.trice.s dépassent en ce sens les attributs naturels du *Tapon del Darién*, et ce, malgré les conditions climatiques et topographiques difficiles. Considérant l'inaccessibilité des espaces près de la frontière colombo-panaméenne, soit les endroits où les migrant.e.s sont confronté.e.s à divers types de violences et dangers (voir section 2.1. du mémoire), les migrant.e.s font face à une absence totale de protection, à l'exception des rares opérations de sauvetage effectuées par le SENAFRONT (Sarrut et al., 2023). Iels ont accès aux premiers services et soins humanitaires seulement à leur arrivée aux communautés autochtones de Bajo Chiquito ou de Canaan Membrillo, ou aux ERM. Les interventions humanitaires demeurent ainsi conditionnelles aux procédures de contrôle et d'enregistrement effectuées par les agents du SNM et du SENAFRONT (Sarrut et al., 2023; HRW, 2024).

Il convient de préciser que depuis 2024, les dispositifs de contrôle au Darién exposent les migrant.e.s à la détention et l'expulsion (Schmidtke et Yates, 2024). Dans la foulée des nouvelles mesures frontalières annoncée par le nouveau président (Schmidtke et Yates, 2024) et de la conversion du ERM de San Vincente en centre de détention/expulsion (Entrevue IFRC, 2025), les espaces dédiés aux soins et à la protection sont d'autant plus réduits. Selon un rapport de *Refugees International*, les mesures de dissuasion migratoire du gouvernement panaméen, soutenue par les États-Unis, aggravent les conditions humanitaires au Darién et exposent les migrant.e.s à une exploitation et à des préjudices pouvant être évités (Schmidtke et Yates, 2024). Les organisations humanitaires se sont progressivement redirigées vers la ERM de Lajas Blancas, la Croix-Rouge panaméenne devenant la seule organisation à intervenir à San Vincente « pour des raisons de surveillance de la protection et parce que son mandat lui permet de le faire sans trop de négociations

diplomatiques⁹⁸ » (Entrevue IFRC, 2025). Le HCR est entré seulement à quelques reprises pour mener leur *Protection Monitoring*, sans toutefois pouvoir garantir l'accès à l'asile aux individus redirigé.e.s vers San Vicente. Plusieurs étaient pourtant déjà inscrit.e.s dans un système de gestion des cas en Colombie leur facilitant l'accès à la procédure d'asile au Panama (*Ibid.*). La Croix-Rouge panaméenne s'est finalement retirée en invoquant le non-respect de ses principes humanitaires : « L'objectif de cet espace était clair, il s'agissait essentiellement d'un centre d'expulsion » (*Ibid.*).

En analysant l'emplacement des pratiques des organisations ciblées, il devient ainsi possible de constater non seulement les contraintes spatiales, mais également la réduction croissante des espaces d'intervention humanitaire, et de l'assistance offerte de facto. Les efforts du gouvernement panaméen pour superviser et réglementer la prestation de soins accentuent la vulnérabilité des migrant.e.s, notamment en limitant l'accès des organisations humanitaires et réduisant les espaces de soins (Williams, 2014; Campos-Delgado et Côté-Boucher, 2022).

3.2.2. La reconfiguration de l'assistance humanitaire sous contraintes matérielles

Malgré l'engagement de l'État panaméen, des communautés locales et des acteur.trice.s internationaux.ales, les ressources sont demeurées largement insuffisantes pour répondre aux besoins des personnes transitant par le *Tapon del Darién* (HRW, 2024; Sandoval, 2024; Entrevue IFRC, 2025). Au-delà du manque de financement, le manque d'infrastructures et de services locaux ainsi que le personnel limité sur le terrain compliquent la prestation de soins et services nécessaires pour répondre aux besoins requis. Ces contraintes structurelles accentuent l'écart entre les interventions humanitaires et les besoins croissants, et souvent changeants, de la population migrante en transit (Schmidtke et Yates, 2024). Cette pénurie de ressources malgré l'amélioration des infrastructures humanitaires témoigne, d'une part, de l'ampleur des flux migratoires au Darién. D'autre part, elle traduit la rationalité inhérente à la frontière humanitaire, qui circonscrit l'assistance humanitaire à des formes minimales de prise en charge, en particulier dans un contexte

⁹⁸ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

politique de plus en plus récalcitrant à l'aide humanitaire (Redfield, 2006; Walters, 2011; Bronte, 2023).

Bien que les infrastructures destinées à l'accueil des migrant.e.s se sont considérablement développées au cours des dernières années, les services humanitaires sont toujours demeurés insuffisants face à la demande croissante de soins (Schmidtke et Yates, 2024; MSF, 2022b, 2023b; Entrevue IFRC, 2025). Les premières installations d'accueil et d'hébergement temporaires, émanant en réponse à la hausse des passages en 2015, étaient particulièrement précaires et improvisées (Winters, 2019; Smichdtke, 2021; Schmidtke et Yates, 2024). Parmi les besoins les plus criants figuraient l'absence ou la précarité des services de base, le manque de communication, les coupures d'électricité et les défaillances des stations d'épuration des eaux ainsi que le manque de médicaments et de soins médicaux (Sandoval, 2024; HCR, 2021). La construction des ERM à Lajas Blancas (2019) et à San Vicente (2020) a amélioré de manière significative l'accès aux soins et aux services de base (Schmidtke et Yates, 2024; HRW, 2024). La fermeture de la frontière dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a toutefois engendré une détérioration des conditions dans les camps, ces derniers n'étant pas adaptés à de longs séjours, ainsi qu'un manque de ressources humanitaires face au nombre élevé de migrant.e.s immobilisé.e.s (Smichdtke, 2021; Miranda, 2021; HRW, 2024; Miranda et al., 2024).

L'augmentation constante des flux migratoires depuis la réouverture des frontières en 2021 rend la couverture des besoins de base difficile, notamment en ce qui concerne l'accès à des installations sanitaires adéquates, aux articles d'hygiène personnelle (OIM, 2024), et aux soins de santé (Jaramillo Contreras et al., 2024; MSF, 2023b). Outre le nombre important d'arrivées quotidiennes, les espaces physiquement limités, les ressources restreintes ainsi que les heures d'ouverture extrêmement strictes font en sorte que « les besoins humanitaires de la population en transit n'ont jamais été couverts à plus de 50 % » (Entrevue IFRC, 2025). Les processus de priorisation et de coordination inter-agences témoignent d'ailleurs des ressources limitées sur le terrain, notamment lors des périodes plus achalandées (Porrás Cantons, 2023; Entrevue MSF, 2025; Entrevue IFRC, 2025). Bien que la coordination entre les différentes organisations ait toujours eu lieu de manière organique, la formalisation des espaces de coordination a culminé en 2023, une période marquée par un nombre record de passages irrégularisés. Ces mécanismes leur ont permis de garantir la

« non-duplication, l'efficacité et la rentabilité de l'aide » (*Ibid.*; OIM, 2024) et d'établir des critères de priorisation.

La redirection de l'ensemble des flux migratoires vers l'ERM de Lajas Blancas à la suite d'un incendie dans l'ERM de San Vicente en mars 2024 a toutefois généré une situation de surpeuplement et de débordement des capacités sans précédent (*Ibid.*; IFRC, 2024). Les acteurs humanitaires ont dès lors mis en place un système de gestion des déchets accompagnant la construction de nouvelles toilettes, de lavabos et de douches, améliorant de manière significative les conditions dans le camp (Schmidtke et Yates, 2024; IFRC, 2024; Entrevue IFRC, 2025). Malgré cela, plusieurs organisations humanitaires ont fait état des conditions déplorables dans les communautés d'accueil et l'ERM restant et de leur incapacité à répondre aux besoins croissants des personnes en transit, appelant urgemment les donateurs et les organisations à multiplier leurs efforts (MSF, 2023b; OIM et HCR, 2023; HRW, 2024). À mesure que le financement de l'aide humanitaire diminue à l'échelle mondiale, les OI et ONG opèrent d'ailleurs dans la région avec des budgets réduits (Schmidtke et Yates, 2024). L'appel au financement lancé par l'OIM et le HCR en 2023 pour répondre aux besoins des migrant.e.s vénézuélien.ne.s révèle d'ailleurs le manque de ressources financières dans la région; 35,8 % des 1.72 milliard de dollars requis ont été financés en 2023. La situation s'est aggravée en 2024, avec un financement limité à 28 % du budget estimé, tandis qu'en 2025, à peine 7,1 % des montants prévus ont été obtenus jusqu'à présent⁹⁹ (OCHA, 2023). Selon des entrevues conduites par *Refugees International* en 2024 au sein de la ERM de Lajas Blancas, de nombreuses familles n'ont pas eu accès à des soins médicaux en cas de fièvre ou de déshydratation sévère de leurs enfants, la priorité étant donnée aux cas plus graves (Schmidtke et Yates, 2024). Un sondage effectué par le MMC au Costa Rica révèle en outre que 67 % des personnes interrogées ont déclaré avoir eu besoin d'aide au Panama sans toutefois en recevoir (MMC, 2025; voir annexe D). Le besoin d'assistance médicale a d'ailleurs augmenté de 16 % en 2024, une tendance pouvant être liée à la suspension des activités de MSF de mars à octobre 2024 (*Ibid.*).

⁹⁹ Face à la suspension de l'aide étrangère aux États-Unis, les autres donateurs ont clairement indiqué qu'ils ne pourraient en aucun cas combler le vide laissé le gel de l'aide étatsunienne. D'autres donateurs auraient également procédé à des coupes budgétaires, en raison du transfert des fonds vers le budget de la défense des pays européens (Entrevue IFRC, 2025).

Il demeure essentiel de souligner que la réticence du gouvernement panaméen à l'égard de l'aide humanitaire a toutefois freiné les capacités d'assistance des acteur.trice.s sur le terrain.

La gestion très politisée de la crise, la résistance du gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans la région, bien que le système des Nations unies, par le biais de différentes agences, ait tenté pendant longtemps de plaider pour que le gouvernement reconnaisse officiellement l'état d'urgence. Cela aurait permis d'activer certains mécanismes d'assistance et de coopération internationales qui auraient donné lieu à une plus grande portée, à un plus grand afflux de ressources, d'équipements, de capacités techniques, etc.¹⁰⁰ (Entrevue IFRC, 2025).

En réponse à l'augmentation des flux de migrants en 2023, l'ancienne directrice du SNM du Panama, Samira Gozaine, avait jadis accusé les agences humanitaires de favoriser le transit dans la jungle du Darién (International Crisis Group, 2023; Collins, 2024). La marge de manœuvre des organisations se retrouve en ce sens restreinte par la volonté étatique de ne pas générer un « effet d'attraction » (Runde et Bryja, 2024). Cette logique témoigne de la volonté du Panama de concilier la protection des migrant.e.s avec l'objectif plus large de dissuader les flux migratoires (*Ibid.*; Collins, 2024). L'assistance de la population migrante transitant par le Darién semble ainsi limitée, d'une part, en raison du manque de ressources et d'infrastructures dans la région pour répondre aux besoins des migrant.e.s transitant par le Darién (*Ibid.*). D'autre part, la position récalcitrante du Panama à l'égard des organisations humanitaires (Collins, 2024; Schmidtke & Yates, 2024) ainsi que la rationalité « minimaliste » de la frontière humanitaire (Walters, 2011) impose des contraintes structurelles.

3.2.3. Des interventions humanitaires aux contraintes temporelles

Les interventions humanitaires des organisations ciblées soulignent finalement la nature temporaire du travail humanitaire aux frontières. D'une part, l'instabilité spatio-temporelle de la migration de transit restreint la capacité des organisations humanitaires à garantir les droits fondamentaux des personnes (Jaramillo Contreras et al., 2024). La courte durée des séjours dans les communautés d'accueil au Darién panaméen et le contexte d'urgence limite significativement la portée des soins, notamment dans les domaines de la santé et de la protection internationale (*Ibid.*). D'autre part, en se déployant au sein d'un espace frontalier de transit, les OI/OIG/ONG peinent à pérenniser les

¹⁰⁰ Citation traduite de l'espagnol par l'autrice.

soins et services offerts. Leur travail frontalier humanitaire demeure intrinsèquement lié aux corridors migratoires qui, loin d'être figés dans le temps (Mountz et al., 2013), résultent de la « tension entre les mobilités et le contrôle » (Álvarez, 2022: 54). Le travail frontalier humanitaire des OI/OIG/ONG au Darién suit en ce sens la consolidation de nouveaux espaces de transit, démontrant l'impact de l'externalisation des frontières et de la mobilité sur la réponse humanitaire (Cuttitta, 2017; Isleyen, 2017).

En répondant aux besoins d'une population en transit, les organisations ciblées rencontrent des limites temporelles importantes : leurs interventions se limitent souvent à des soins et des services d'urgence, dispensés sur de courtes périodes (Jaramillo Contreras et al., 2024). En effet, jusqu'en 2024, les migrant.e.s avaient tendance, en général, à rester une journée au sein des ERM avant de poursuivre leur route en autobus (HCR, 2025). La courte durée des séjours au Darién réduit, par exemple, la capacité des organisations à offrir des soins médicaux complets et le soutien psychologique nécessaire (Jaramillo Contreras et al., 2024; Entrevue MSF, 2025). Selon une étude sur le droit à la santé des migrant.e.s dans les zones frontalières du Darién et de Colchane (frontière entre le Chili et l'Équateur), les interventions humanitaires intermittentes et temporaires ne répondent pas au cadre politique et pratique de ce droit fondamental (*Ibid.*). Les propos de la personne interviewée de MSF s'alignent sur les conclusions de cette étude :

C'est toujours un défi du point de vue médical : que va-t-il se passer avec les traitements? Si nous avons d'autres postes de soins le long de leur parcours migratoire, nous leur donnons une carte [...]. Si leurs comprimés viennent à manquer ou s'ils les perdent, ils peuvent obtenir de l'aide. On a d'ailleurs déjà discuté de l'idée d'un passeport de santé, etc. Et ça ne concerne pas seulement les violences sexuelles, mais aussi les maladies chroniques : les personnes souffrant d'hypertension, de maladies cardiaques, de pathologies chroniques, de rhumatismes... (Entrevue MSF, 2025).

La mobilité est donc parfois « en tension avec la pratique humanitaire, en particulier médicale, qui nécessite des espaces fixes et suffisamment de temps pour que des traitements efficaces, adéquats et éthiquement irréprochables puissent être dispensés¹⁰¹ » (Pallister-Wilkins, 2018: 134). Le peu de temps dont les organisations disposent pour intervenir complique en outre la détection et le

¹⁰¹ Citation traduite de l'anglais par l'autrice.

traitement des cas de violence sexuelle, le traitement des demandes d’asile et l’évaluation des besoins en matière de protection (International Crisis Group, 2023). En effet, la plupart des personnes déposant une demande d’asile, par exemple, ont tendance à abandonner le processus en raison des délais, des mauvaises conditions associées à l’attente et des critères d’éligibilité stricts¹⁰² (HRW, 2024). Certaines organisations, telles que MSF ou HIAS, offrent toutefois des services transfrontaliers pour pallier les limites d’une consultation unique et brève. L’initiative transfrontalière de HIAS entre la Colombie, le Panama, le Costa Rica et le Honduras permet notamment d’offrir une aide psychologique et un soutien juridique aux victimes de violences sexuelles et aux personnes à risque le long du corridor migratoire (HIAS, 2023).

Les pratiques humanitaires sont également soumises à des contraintes temporelles liées à la nature mouvante des corridors migratoires. Bien qu’elles deviennent parfois une caractéristique permanente de la gestion des migrations irrégularisées (Bulley, 2023; Agier, 2011), les pratiques humanitaires demeurent de nature temporaire (Pallister-Wilkins, 2018; Walters, 2011). Cette temporalité se reflète dans certains documents produits par les organisations ciblées; le manuel de gestion de l’hébergement temporaire élaboré par l’OIM (2019) prévoit explicitement la fermeture éventuelle des ERM et le départ des acteur.trice.s internationaux.ales. Un rapport de la Croix-Rouge, présentant trois scénarios possibles au Darién en 2024 (1. Une diminution des flux, 2. Une tendance similaire, 3. Une hausse significative des passages) illustre également la planification stratégique continue de leurs interventions. Dans le cas d’une éventuelle diminution des flux migratoires, la Croix-Rouge y souligne sa préparation aux « changements importants dans le contexte mondial, qui se reflètent au niveau des pays d’origine et de destination » (Croix-Rouge panaméenne et IFRC, 2024). Dans le cas d’une baisse importante des passages par le Darién, elle prédit une réduction de la présence d’agences humanitaires dans la région, celles-ci devant transférer leurs ressources aux autorités locales et aux communautés, tout en réaffectant les ressources financières vers d’autres régions en fonction des nouveaux corridors migratoires (*Ibid.*).

¹⁰² Entre janvier et août 2022, par exemple, sur les 1002 cas ayant fait l’objet d’une décision du ONPAR, seulement 6 cas ont obtenu la reconnaissance de leur statut de réfugié (HCR, 2023b).

Avec la diminution des passages à travers le Darién vers la fin de 2024¹⁰³, les organisations humanitaires ont d'ailleurs réduit leur présence au sein de cet espace frontalier (Entrevue IFRC, 2025; HCR, 2025; Bueno et Müller, 2025). L'aménagement et la rénovation des infrastructures humanitaires au Darién laissaient pourtant présager une présence plus permanente des organisations humanitaires sur les lieux, ces dernières assistant la population en transit depuis 2019 (Sarrut et al., 2024; Schmidtke et Yates, 2024). Or, les politiques plus restrictives aux frontières sud du Panama (*Ibid.*; Coriat, 2024; Córdoba Mendoza, 2024) et des États-Unis¹⁰⁴ (Davier, 2025; Bueno et Müller, 2025; R4V, 2025) entraînent une baisse significative du nombre de passages irrégularisés au Darién (SNM, 2025) et, éventuellement, la fermeture des ERM en mars 2025 (Quesada, 2025; HCR, 2025b). La diminution des passages et la clôture officielle des infrastructures humanitaires poussent dès lors les acteur.trice.s humanitaires à réorienter et déplacer leurs activités selon les nouveaux espaces de transit et les besoins subséquents (Entrevue IFRC, 2025; Pallister-Wilkins, 2022). La réduction des espaces humanitaires, qui offraient autrefois une assistance et un certain degré de protection aux personnes en transit, augmente d'autant plus leur exposition aux risques, abus et violations de droits (MMC et ProLAC, 2025).

En effet, le Panama connaît simultanément une augmentation des mouvements nord-sud¹⁰⁵ depuis janvier 2025, un corridor migratoire générant des besoins renouvelés d'assistance humanitaire (Bueno et Müller, 2025; Davier, 2025; Entrevue IFRC, 2025). Les migrant.e.s s'engagent ainsi dans une trajectoire inverse; iels traversent le Panama vers la Colombie en bateau. Si ce nouveau corridor migratoire leur permet d'éviter la jungle du Darién, les migrant.e.s sont désormais confronté.e.s au manque de ressources au sein des villages côtiers et à de nouveaux risques en mer¹⁰⁶ (R4V, 2025; MMC et ProLAC, 2025). Les villages nouvellement intégrés dans les trajectoires migratoires reçoivent progressivement un soutien de la part de la Croix-Rouge

¹⁰³ Au cours du premier trimestre de 2025, une forte baisse des passages est constatée à la frontière colombo-panaméenne, avec une diminution de 97 % par rapport au premier trimestre 2024 (Gouvernement du Panama, 2025).

¹⁰⁴ Selon un sondage mené par le MMC et la *Protection Information Management Initiative for Latin America and the Caribbean* (ProLAC), 85 % des migrant.e.s de ce flux inverse décident de rentrer en raison des nouvelles politiques migratoires étatsuniennes, et 34 % craignent d'être expulsé.e.s (MMC et ProLAC, 2025; Davier, 2025).

¹⁰⁵ Bien que ces flux migratoires ne fassent pas l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de ce mémoire, ils démontrent néanmoins la nature changeante de la migration de transit et l'émergence de nouveaux espaces de transit aux risques multiples.

¹⁰⁶ Une situation tragique illustrant ces risques s'est produite le 21 février; un bateau transportant 19 personnes a chaviré au large de la côte de Guna Yala, entraînant la mort d'une fillette vénézuélienne de huit ans (R4V, 2025).

panaméenne (Entrevue IFRC, 2025), puis des visites ponctuelles de l’OIM et de MSF, afin de pallier le manque de ressources (Davier, 2025).

Figure 3.4 :
Les flux migratoires inversés en Amérique centrale



Source : Davier, 2025

D’un point de vue temporel, les pratiques humanitaires traduisent la durée indéfinie associée aux espaces de transit et la non-linéarité des trajectoires migratoires (Üstübici et al., 2023). Comme l’affirme Pallister-Wilkins en se basant sur le cas d’Idomeni¹⁰⁷, ces espaces humanitaires émergent dès lors « en réponse aux trajectoires des migrant.e.s, mais aussi aux particularités de la frontière et des risques qu’elle cause. Parallèlement, la frontière et les restrictions qu’elle imposait aux déplacements ont créé les conditions mêmes qui ont rendu nécessaire l’aide humanitaire¹⁰⁸ » (Pallister-Wilkins, 2022: 99). Les pratiques des organisations ciblées au Darién soulignent en ce sens la nature temporairement limitée du travail humanitaire aux frontières, qui répond à la mobilité des personnes ainsi qu’aux nouvelles politiques frontalières panaméennes et étatsuniennes. En intervenant dans cet espace de transit, les organisations internationales participent à un modèle de gestion humanitaire qui, bien qu’essentiel à court terme, perpétue une logique d’exception plutôt qu’une véritable reconnaissance des droits (Jaramillo Contreras et al., 2024).

¹⁰⁷ Il s’agit d’un espace de transit en Grèce.

¹⁰⁸ Citation traduite par l’auteur de l’anglais.

Ce troisième chapitre explique comment les organisations ciblées contribuent à l'assemblage humanitaire à la frontière du Darién et à la réduction des risques au Panama, quoique de manière limitée. Les OI/OIG/ONG fournissent d'abord divers types d'assistance et de protection aux migrant.e.s, en collaborant et/ou négociant avec l'État et les communautés locales. Dans ce contexte, elles produisent et diffusent des connaissances basées sur une expertise médicale ou juridique Walters (2011) afin de consolider l'engagement des États envers les droits humains. L'OIM et le HCR, entre autres, jouent toutefois un rôle ambivalent; elles adoptent une approche « managériale » qui soutient la capacité de l'État panaméen à contrôler les mobilités (Domenech et al., 2022; García et González, 2022; González, 2023; Sarrut, 2024). La frontière humanitaire n'est toutefois pas un espace figé, elle peut être déplacée et négociée (Walters, 2011; Missbach et Phillips, 2020; Cuttitta, 2023), notamment par des ONG. La dénonciation de l'augmentation des violences sexuelles et l'inaction du Panama par MSF en témoigne. L'ONG a d'ailleurs incité les autorités à redoubler d'efforts pour surveiller la frontière et réduire les risques de violence, quoique temporairement (Entrevue MSF, 2025). Toutefois, la suspension indéfinie de leurs services médicaux en mars 2024 illustre les limites de leur pouvoir contestataire face à l'État panaméen.

Les pratiques humanitaires sont façonnées par les dispositifs de contrôle frontalier, qui imposent des contraintes spatiales, matérielles et temporelles (Stefoni et al., 2023; Bronte, 2023; Jaramillo Contreras, 2023). Confinées aux zones administrées par l'État et soumises à une forte pénurie de ressources, elles se limitent à une assistance minimale (MSF, 2022b, 2024a; Entrevue MSF, 2025). Le caractère transitoire du passage, accentué par la brièveté des séjours, restreint d'autant plus la portée des interventions. Enfin, le renforcement des dispositifs de contrôle, combiné aux politiques migratoires étatsuniennes, redessine les routes de transit et reconfigure les modalités de l'action humanitaire.

CONCLUSION

Malgré la dangerosité et l'inaccessibilité de la jungle du Darién, cette frontière est devenue un espace de transit majeur pour la migration irrégularisée en direction des États-Unis et du Canada (Pappier et Yates, 2023). La traversée de cet espace frontalier, historiquement perçu comme infranchissable et inhospitalier, a toutefois suscité des préoccupations humanitaires et sécuritaires. Face aux risques liés à cette route migratoire, le Panama et des organisations humanitaires internationales ont commencé à offrir une assistance aux migrant.e.s transitant par le Darién en 2016. Le pays de transit se démarque d'autres pays de la région par son approche « humanitaire » face à la migration en offrant nourriture, soins médicaux, hébergement et transport (Oficina Regional de la OIM para América del Sur, 2022). Parallèlement, la frontière fait l'objet d'un contrôle et d'une surveillance accrue. La gouvernance du Darién illustre la tension entre les logiques d'assistance et de contrôle de la mobilité, accentuée par la pression croissante des États-Unis.

Ce mémoire propose une analyse approfondie de la gouvernance de cet espace frontalier où peuvent coexister des formes de contrôle et d'aide humanitaire. Il s'intéresse ainsi au paradoxe de la protection inhérente à cette gouvernance, soit la tension entre « la protection de l'individu contre le préjudice et la protection des frontières et d'un espace national » (Pallister-Wilkins, 2015: 54). À travers leurs pratiques humanitaires, les acteur.trice.s étatiques et internationaux.ales parviennent ainsi à offrir une assistance et une protection limitée aux migrant.e.s, tout en approfondissant le contrôle frontalier au Darién. Dans ce contexte, l'aide humanitaire permet seulement de réduire partiellement, et temporairement, les risques associés à la traversée de la frontière.

Sur le plan théorique, le mémoire s'appuie sur les études frontalières critiques, le concept de « frontière humanitaire » et les travaux sur le rôle des OI/ONG/OIG dans la gouvernance des migrations irrégularisées. Les études frontalières critiques permettent d'abord de concevoir la frontière au Darién non pas comme une démarcation linéaire et fixe, mais plutôt comme un continuum de pratiques d'exclusion et d'inclusion (Van Houtum et Naerssen, 2002; Rumford, 2006; Parker et Vaughan-Williams, 2012). Cette approche théorique permet de saisir comment la frontièrification du Darién est constamment (re)définie par les pratiques d'acteur.trice.s

(non)étatiques (Peña, 2023) et s'inscrit dans un double processus d'internalisation et d'externalisation (Menjívar, 2014). Ce mémoire s'appuie également sur le concept d'espace « interstitiel » qui souligne le caractère ambivalent et négocié de cette zone de transit, celle-ci pouvant à la fois contenir et faciliter la mobilité, intégrer des pratiques d'hospitalité et d'exclusion (Meier, 2022; Bulley, 2023).

Ce cadre théorique est complété par les outils analytiques des « frontières humanitaires » (Walters, 2011), afin d'analyser la reproduction d'une gouvernance humanitaire au Darién. Ce type de gouvernance consiste à fournir une aide humanitaire à ceux et celles qui se trouvent dans des conditions extrêmement précaires et vulnérables, sans toutefois résoudre les enjeux d'irrégularité ni les risques aux frontières (Stefoni et al., 2023; Bronte, 2023). Afin de saisir l'assemblage complexe entre soins et contrôle au Darién panaméen, cette approche privilégie l'étude du travail frontalier humanitaire des agent.e.s (non) étatiques. La méthodologie du présent mémoire s'articule donc autour des composantes suivantes : la rationalité humanitaire, le caractère mobile dans l'espace-temps, le caractère négocié ainsi que l'adaptation aux particularités locales (Pallister-Wilkins, 2018; Phillips, 2023; Cuttitta, 2017). Finalement, la littérature sur le rôle ambivalent des OI/ONG/OIG dans la gouvernance des migrations dévoile comment elles peuvent contribuer, contester ou être limitées par les dispositifs de contrôle frontalier.

Le deuxième chapitre de ce mémoire démontre comment le Panama a approfondi les dispositifs de contrôle frontalier tout en répondant aux besoins humanitaires au Darién. La première section revient sur l'émergence d'un corridor migratoire dangereux, qui constitue le socle des interventions humanitaires subséquentes. L'exposition aux risques environnementaux du Darién découle d'abord du durcissement des mesures migratoires à l'échelle régionale. Conformément à la littérature sur l'instrumentalisation d'environnements hostiles comme outil de dissuasion, la jungle du Darién devient une forme de « barrière naturelle » (*Ibid.*; Miller, 2014; HRW, 2022; Stundal et al., 2024). Sa traversée confronte les migrant.e.s à des régimes de pouvoir différenciés – la jungle colombienne, la jungle panaméenne et la sortie de la jungle au Panama – et à des zones de non-droit, les exposant à des risques variés (Sarrut et al., 2023).

Face à l'augmentation des passages par le Darién, le Panama a adopté un modèle de gouvernance humanitaire qui poursuit à la fois des objectifs humanitaires et sécuritaires (Schlabach, 2020;

Schmidtke et Yates, 2024). Cette approche lui a permis de fournir des soins vitaux aux migrant.e.s et de faciliter leur déplacement vers le Costa Rica de 2015 à 2024, tout en exerçant un meilleur contrôle frontalier. L'analyse des politiques frontalières adoptées, des pratiques du SENAFRONT et des infrastructures humanitaires au Darién montre comment la gouvernance humanitaire contribue à canaliser et contrôler les flux migratoires¹⁰⁹. Cette gouvernance entraîne dès lors « une intensification, une diversification et un approfondissement de la politique frontalière par l'inclusion de préoccupations et d'opérations humanitaires » (Pallister-Wilkins et Smeekes, 2021; Jaramillo Contreras, 2023; Ciceri Burbano, 2025). En rendant ces populations mobiles « lisibles et gouvernables » à un endroit stratégique, ces pratiques participent à la double dynamique d'externalisation et d'internalisation de la frontière (Menjívar, 2014). D'une part, elles contribuent à la diffusion de la frontière, qui s'étend bien au-delà de sa localisation géographique pour inclure des espaces de transit, comme les ERM (Sarrut, 2024). D'autre part, les processus de filtrage permettent aux États-Unis d'exercer un contrôle à distance sur la mobilité en direction vers le nord du continent.

Finalement, le troisième chapitre démontre comment les organisations ciblées – OIM, HCR, HIAS, MSF et CIRC/IFRC – contribuent à l'assemblage de pratiques humanitaires et sécuritaires aux frontalières. Celles-ci jouent d'abord un rôle central dans la protection des personnes migrantes à travers leur expertise médicale ou juridique (Walters, 2011), consolidant ainsi l'approche humanitaire de l'État panaméen. Certaines pratiques humanitaires, comme l'introduction d'outils technologiques de surveillance (DTM) ou la diffusion de la campagne d'information « Fais confiance au Toucan », sont plutôt ancrées dans des objectifs de contrôle et de dissuasion (Frowd, 2024). La production et la diffusion de normes ou d'outils humanitaires peuvent donc reproduire des logiques particulières de gestion des risques, de rationalisation, d'efficacité et d'efficience (Reid-Henry, 2014) au Darién. Il demeure que ces connaissances expertes peuvent aussi être mobilisées à des fins de négociation et de dénonciation de certaines mesures frontalières, bien que leur pouvoir contestataire soit restreint. La frontière humanitaire n'est donc pas un espace figé, elle

109 Ce mémoire reconnaît toutefois ces pratiques dépassent le simple constat des risques liés à cette frontière en les atténuant une fois la jungle traversée (Redfield, 2006; Walters, 2011).

peut être déplacée et négociée (Walters, 2011), notamment par des ONG comme MSF, qui disposent d'une certaine autonomie financière.

La deuxième section du chapitre 3 révèle les limites spatiales, matérielles et temporelles de l'aide humanitaire au Darién. Les OI/OIG/ONG interviennent uniquement au sein d'espaces régulés et surveillés par le gouvernement panaméen, l'accès aux soins étant conditionnel aux procédures de contrôle et de surveillance de la mobilité. En se déployant uniquement au sein des ERM et de certaines communautés locales, les interventions humanitaires ne garantissent pas une protection effective aux migrant.e.s, ni pendant ni après la traversée (Sarrut et al., 2023; HRW, 2024). L'accès limité de MSF à des zones stratégiques du Darién illustre, par exemple, comment les restrictions imposées par le Panama empêchent les équipes médicales d'intervenir rapidement face aux cas de violences sexuelles (Entrevue MSF, 2025). De plus, les services humanitaires ont toujours été insuffisants face à la demande croissante de soins au Darién (Entrevue IFRC, 2025). La pénurie des ressources traduit également la rationalité inhérente à la frontière humanitaire, qui circonscrit l'assistance humanitaire à des formes minimales de prise en charge. Finalement, l'instabilité spatio-temporelle de la migration de transit limite la portée et la pérennité des soins (Jaramillo Contreras et al., 2024). La diminution des passages et la clôture officielle des infrastructures humanitaires pousse dès lors les acteur.trice.s humanitaires à réorienter et déplacer leurs activités selon les nouveaux espaces de transit et les besoins subséquents (Entrevue IFRC, 2025; Pallister-Wilkins, 2022). Les pratiques humanitaires traduisent donc la durée indéfinie associée aux espaces de transit.

Ce mémoire offre ainsi un regard critique sur la gouvernance « mobile » des migrations au Darién, un espace de transit jusqu'alors peu analysé sous cet angle. La présente analyse permet de faire avancer la réflexion sur l'émergence de corridors migratoires dangereux et la relocalisation du travail frontalier humanitaire à des endroits stratégiques (Walters, 2011; Pallister-Wilkins, 2018). Ce mémoire contribue donc à la littérature sur les modèles de gouvernance migratoire basés sur des logiques humanitaires en Amérique latine; il démontre que la région ne reste pas en marge des schémas et modèles internationaux émergents et modulables (Domenech et al., 2022). L'attention portée aux variables spatiales et temporelles des pratiques humanitaires, tant de l'État que des OI, permet toutefois de démontrer comment les particularités de cette frontière (conjoncture politique, région éloignée, conditions environnementales, présence de groupes armés, territoire autochtone,

externalisation/internalisation de frontières, etc.) affectent la gouvernance humanitaire au Panama. Ce mémoire permet finalement de considérer le rôle complexe des OI, ONG et OIG au sein d'un espace de transit, qui contribue à (re)produire, négocier et contester la frontièrisation du Darién.

Ce mémoire comporte toutefois des limites méthodologiques, liées principalement à l'absence d'un terrain de recherche et au nombre restreint d'entretiens. Un séjour terrain était initialement prévu au sein des stations migratoires gérées par l'État panaméen et les agences onusiennes. Les limites temporelles du présent mémoire, conjuguée au contexte hautement politisé du Darién panaméen, ont empêché sa réalisation. L'autorisation d'accès à ces zones frontalières, strictement encadrée par les autorités compétentes, n'a pu être obtenue malgré les démarches entreprises. Cette restriction a réduit l'éventail de personnes interviewées; les agents du SENAFRONT et du SNM sont demeurés inaccessibles en l'absence de contacts préalables, et un nombre limité de professionnel.le.s humanitaires ont accepté de participer aux entretiens. Une présence sur le terrain et une plus grande diversité de personnes interviewées, dont du personnel du HCR, de l'OIM ou du HIAS, auraient d'autant plus enrichi l'analyse. Par ailleurs, compte tenu des défis méthodologiques et éthiques liés à l'étude des migrations (Hernández & Ibarra, 2023), l'expérience vécue des personnes migrantes au sein de cet assemblage frontalier humanitaire n'est pas abordée dans la présente analyse. Ce choix méthodologique découle de l'incapacité d'offrir un soutien nécessaire aux individus interviewés. Il s'agit d'une limite importante, dans la mesure où les personnes migrantes participent à la formation et à la négociation de ces espaces frontaliers. Ce mémoire reconnaît tout de même que les migrant.e.s jouent un rôle central dans la coconstruction de mécanismes de contrôle aux frontaliers, notamment à travers leur mobilité et leurs revendications politiques (Moulin y Magalhaes, 2020). Dans la continuité de cette analyse, il serait pertinent de considérer davantage l'agentivité des migrant.e.s, leurs stratégies de contournement ou de résistance face à cette gouvernance humanitaire des frontières.

Le corpus documentaire et empirique a néanmoins permis d'atténuer ces contraintes méthodologiques. Les entretiens réalisés auprès de personnes ayant travaillé au Darién panaméen ont tout de même permis de corroborer les données recueillies et d'enrichir l'analyse par l'inclusion de nouvelles connaissances (Savoie-Zajc, 2021). Il serait toutefois pertinent d'intégrer non seulement le point de vue de professionnel.le.s humanitaires du HCR, de l'OIM et du HIAS dans la présente analyse, mais aussi celui des agents du SENAFRONT et des communautés locales

autochtones. Une analyse incluant les perceptions et expériences des communautés locales pourrait approfondir la réflexion sur les représentations coloniales et les dynamiques de pouvoir reproduites par la frontière humanitaire (Pallister-Wilkins, 2024). Cela permettrait en outre d'explorer l'existence de conceptions du *care* distinctes de celles associées à l'humanitarisme occidental, et d'analyser la manière dont ces ontologies s'articulent, ou au contraire s'opposent, aux dispositifs humanitaires et sécuritaires à la frontière (Pallister-Wilkins, 2024).

Par ailleurs, le rôle du Panama depuis le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis mériterait de faire l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de futures recherches. Avec la diminution des passages à travers le Darién vers la fin de 2024, et la réduction des espaces humanitaires qui s'ensuit, il serait pertinent d'étudier l'émergence de nouveaux corridors migratoires et l'adaptation des acteur.trice.s humanitaires face à ces changements. En février 2025, le Panama a d'ailleurs accepté d'être un pays « relais » pour les expulsions en provenance des États-Unis (Barría et al., 2025). Parmi les 299 migrant.e.s – pour la plupart d'origine asiatique – 171 individus ont d'ailleurs eu recours au programme « d'aide au retour volontaire » de l'OIM. Les autres ont été hébergé.e.s temporairement dans un hôtel à la capitale, puis transféré.e.s au ERM de San Vincente, dans la province du Darién (HRW, 2025). Dans ce contexte, la nouvelle tendance migratoire du nord vers le sud du continent américain produit de nouveaux besoins d'assistance au sein des villes côtières du Panama. L'évolution des pratiques humanitaires ainsi que le rôle ambivalent des OI/OIG/ONG face à cette migration inversée mériteraient d'être explorés, notamment dans le contexte des coupes drastiques de Trump dans les programmes d'aide internationale¹¹⁰.

Ces changements viennent ainsi redéfinir le paysage frontalier humanitaire, démontrant la nature changeante des espaces de transit et des pratiques s'y déployant. « Le paysage frontalier est donc produit (entre autres) par la mobilité des corps des migrant[.e.]s et les tentatives d'organiser, de contrôler et de mettre fin à leurs mouvements » (Perera, 2007: 206). Dans ce cadre, l'émergence

¹¹⁰ En janvier 2025, l'administration Trump a réduit de 83 % le financement international des États-Unis et suspendu les opérations d'USAID, fragilisant ainsi les organisations internationales comme locales à l'échelle mondiale.

de nouveaux espaces de transit risqués se poursuit et la violence aux frontières, bien que reconnue et atténuée, persiste. La mobilité, elle, demeure inégale et fluctuante, mais ne cesse d'exister.

Annexe A

Guide d'entretiens auprès de personnes travaillant dans une organisation internationale

1. Pourriez-vous me décrire le rôle de votre organisme?
2. Dans quelles zones géographiques vos activités sont-elles concentrées ?
3. Quelles particularités du terrain (géographiques, climatiques, politiques, ...) limitent la portée ou l'accessibilité de vos services?
4. Quels défis soulèvent la collaboration de votre organisation avec les acteurs sur place:
 - a. les instances gouvernementales de la région?
 - b. les communautés locales?
 - c. les autres acteurs humanitaires?
5. Quelles sont les principales barrières empêchant les migrants d'accéder aux soins médicaux (logistiques, linguistiques, culturelles, financières) ?
6. Comment [organisation] décide-t-elle des priorités médicales dans un contexte où les besoins dépassent les ressources disponibles ?
7. Comment [organisation] négocie-t-elle son accès dans une région marquée par des enjeux politiques ou sécuritaires comme le Darién?
8. Quels éléments avez-vous dû négocier avec les autorités ou d'autres parties pour maintenir les soins (accès aux zones, approvisionnement, sécurité des équipes) ?
9. Comment les politiques migratoires de la région influencent-elles votre travail humanitaire ?
10. Quels étaient les besoins non couverts au moment où vous avez quitté?
11. Quels enjeux de sécurité concernent les agent.e.s humanitaires de votre organisation?
12. Comment les flux migratoires influencent-ils l'emplacement des interventions humanitaires ?
13. Que revendiquait [organisation] pour réduire les risques associés à la traversée?
14. Désirez-vous ajouter quelque chose que nous n'avons pas abordé?

Annexe B

Mémorandum entre le gouvernement de la République du Panama et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'assistance et la coopération en matière migratoire, juillet 2024

MEMORANDO DE ENTENDIMIENTO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ Y EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA SOBRE ASISTENCIA Y COOPERACIÓN EN ASUNTOS INMIGRATORIOS

El GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ ("PANAMÁ") y el GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA ("ESTADOS UNIDOS"), en adelante denominados también individualmente un "Participante" o colectivamente, los "Participantes";

RECONOCIENDO que Panamá y los Estados Unidos reglamentan sus relaciones exteriores de conformidad con el derecho internacional y su derecho Interno respectivo, reiterando el objeto de contribuir al mantenimiento de la paz y la libertad, el respeto por los derechos humanos y el fortalecimiento de los procesos democráticos y las instituciones internacionales que trabajan en aras de tales fines;

RECORDANDO la Declaración de Los Ángeles sobre Migración y Protección, en la que veintidós (22) países, entre ellos Panamá y los Estados Unidos, se comprometieron a reforzar las iniciativas nacionales, regionales y hemisféricas que den lugar a las condiciones necesarias para la migración segura, ordenada, humana y regular, y a fortalecer los marcos para la protección y cooperación internacionales;

DESTACANDO la importancia para la seguridad pública de los Participantes que los flujos migratorios irregulares sean ordenados, con el fin de salvaguardar el respeto por los derechos humanos de los migrantes que integran dichos flujos;

ALBERGANDO LA INTENCIÓN, de manera congruente con los medios y las responsabilidades de cada Participante, de trabajar de manera estrecha y conjunta en un espíritu de respeto y apoyo mutuos, que comprende el intercambio de experiencias y prácticas óptimas;

Han llegado al acuerdo que se plasma en el presente Memorando de entendimiento (en adelante el "Memorando") sobre las condiciones establecidas a continuación:

Sección 1.

Los Estados Unidos, por conducto de su Departamento de Seguridad Nacional (DHS), se compromete a cooperar con Panamá conforme al presente Memorando de la siguiente manera:

1. Colaborar con Panamá para propiciar conversaciones con los gobiernos de otros países identificados por los Participantes, facilitar el procesamiento migratorio administrativo de sus nacionales en territorio panameño.
2. Brindar a Panamá asesoramiento técnico sobre prácticas óptimas y apoyo logístico, incluso transporte aéreo, para la aplicación de los procedimientos administrativos sobre cuestiones migratorias según se describe en el presente Memorando, que incluyen procesos para la investigación con fines de protección de los migrantes sujetos a operaciones de expulsión.
3. Apoyar a Panamá con los recursos adecuados, constantes y necesarios para dotar o mejorar las instalaciones que ofrecen los centros para administrar las medidas migratorias administrativas de personas que no son nacionales de ninguno de los

Participantes (en adelante, "extranjeros") de conformidad con el derecho panameño, en cumplimiento del debido proceso y el respeto de los derechos humanos. Los fondos suministrados por los Estados Unidos en el marco del presente Memorando no se usarán para construcción.

4. Apoyar a Panamá con equipos, transporte y logística de extranjeros detectados dentro de los flujos migratorios en contravención de las leyes migratorias de Panamá (en adelante, "flujos migratorios irregulares") quienes estarán sujetos a medidas administrativas migratorias de conformidad con el derecho panameño.

5. Apoyar a Panamá en la realización de sus actividades y procedimientos en el marco del Memorando, dentro del marco del derecho panameño.

Colaborar con la aplicación de medidas migratorias administrativas en el campo de la migración que entrañan el transporte aéreo de extranjeros mayores de dieciocho (18) años de edad (en adelante "adultos") de las nacionalidades identificadas por los Participantes, de manera proporcional con el aumento de los flujos migratorios irregulares. Esta colaboración se materializará por medio del transporte aéreo en aeronaves fletadas suministradas por DHS o mediante la adquisición por DHS de pasajes en aerolíneas comerciales de manera limitada y según cada uno de los casos.

En términos generales, se deberían brindar tanto vuelos como pasajes en aerolíneas, según sea el caso, a solicitud de Panamá dentro de un término de noventa y seis (96) horas, de manera congruente con el Anexo A al presente Memorando.

En estos vuelos se podrán incluir grupos o unidades familiares con el consentimiento mutuo de los Participantes; no se podrá ubicar en estos vuelos a menores no acompañados y personas apátridas.

6. El apoyo logístico en relación con el transporte aéreo se suministrará una vez satisfechas las condiciones mínimas para la ejecución exitosa de dicho viaje aéreo, e incluirá el intercambio de experiencias y prácticas óptimas y con especial atención a los recursos indicados en la Sección 1 del presente Memorando.

7. En caso de ser necesario, los Estados Unidos deberían apoyar las labores de Panamá para obtener fondos internacionales adicionales para fines humanitarios y de desarrollo y las solicitudes de apoyo financiero de otros donantes en respuesta al impacto del ingreso de migrantes y refugiados a su territorio y a fin de asistirlos con posible inclusión social y económica.

Sección 2.

Dentro del marco del presente Memorando, Panamá declara que tiene la intención de:

1. Actuar de manera independiente y bajo su autoridad soberana en los procedimientos administrativos de inmigración que ponga en marcha y de conformidad con sus obligaciones nacionales e internacionales, incluidas la Convención de 1951 sobre el Estatuto de los Refugiados, su Protocolo de 1967 y la Convención de 1984 contra la Tortura.
2. Aplicar procedimientos migratorios administrativos para adultos que son parte de flujos migratorios irregulares de conformidad con la legislación panameña.
3. Examinar afirmativamente a los migrantes de una manera congruente con el derecho

internacional e interno, incluido el decreto ejecutivo No.5 del 16 de enero de 2018 y la Convención de 1984 contra la Tortura, para proteger contra la devolución.

4. Facilitar el acceso de funcionarios de los EE.UU. en coordinación con la Oficina Nacional para la Atención de Refugiados (ONPAR) y autoridades de protección infantil, conforme sea apropiado como observadores de instalaciones y procesos panameños respaldados por los Estados Unidos, de manera congruente con el presente Memorando.

Sección 3.

1. Ninguna disposición del presente Memorando limitará la capacidad de Panamá para seguir ejecutando en forma independiente y bajo su autoridad soberana procedimientos administrativos en materia de inmigración congruentes con su legislación, jurisdicción, competencia, juicio y procedimientos, así como la disponibilidad y el uso de fondos propios.
2. Ninguna disposición del presente Memorando da lugar a derechos y obligaciones en el derecho panameño, el derecho de los EE. UU. o el derecho internacional.

Sección 4.

1. Ninguna disposición del presente Memorando tiene por intención afectar a una obligación de fondos presupuestarios de parte de ninguno de los Participantes.
2. Toda acción que se pretenda emprender de conformidad con el presente Memorando estará sujeta a la disponibilidad de fondos presupuestarios y la legislación y reglamentación de aplicación de ambos Participantes.

Sección 5.

Con el presente Memorando no se pretende establecer, ni tampoco establece, de manera alguna, derechos de ningún tipo en favor de un tercero contra ninguno de los Participantes, sus instituciones, órganos, funcionarios, empleadores o agentes, ya sea de manera colectiva o individual.

Sección 6.

1. El presente Memorando entrará en vigor en la fecha de su firma por ambos Participantes, por un plazo de doce (12) meses a partir de dicha fecha.
2. Los Participantes podrán prorrogar el período de doce (12) meses antes mencionado mediante el intercambio de comunicaciones escritas por vía diplomática antes de su vencimiento.
3. Cualquiera de los Participantes puede suspender su participación en el presente Memorando únicamente mediante notificación escrita al otro Participante por vía diplomática. Se prevé que dicha notificación se realice al menos treinta (30) días antes de la fecha de suspensión. Se entiende que dicha suspensión será automática tras el vencimiento de los treinta (30) días mencionados y no requerirá de la aceptación del otro Participante. A pesar de lo antes mencionado, cualquiera de los Participantes

3

podrá suspender o terminar de inmediato la asistencia descrita en el presente Memorando si estableciere que los procedimientos administrativos realizados al amparo del mismo no satisfacen correctamente los compromisos plasmados en él.

4. El Anexo A del presente Memorando constituye una parte integral del Memorando.
5. El contenido del presente Memorando, incluido el Anexo A, se podrá modificar por escrito por decisión mutua de los Participantes.
6. Una vez que el Memorando entre en vigor, los Participantes designarán a un funcionario de sus respectivos gobiernos para que haga de punto de enlace y fiscalizador de la ejecución y control del presente Memorando.

Sección 7.

1. Los Participantes se consultarán mutuamente en cualquier momento para considerar cualquier aspecto relacionado con la aplicación y el control del presente Memorando.
2. Las diferencias que pudiesen surgir entre los Participantes respecto de la interpretación o aplicación del presente Memorando se resolverán bilateralmente por vía diplomática.

Firmado en la Ciudad de Panamá, el 1 de julio de 2024, por duplicado en los idiomas español e inglés, siendo ambos textos igualmente válidos.

POR EL GOBIERNO DE LA
REPÚBLICA DE PANAMÁ



JAVIER MARTÍNEZ-ACHA VÁSQUEZ
Ministro de Relaciones Exteriores

POR EL GOBIERNO DE LOS
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA



ALEJANDRO N. MAYORKAS
Secretario del Departamento de Seguridad Nacional

4

Source : MIRE (2024)

Annexe C

Extrait du décret exécutif No.194, 25 octobre 2024


14	Violación de Puesto de Control, a los ciudadanos extranjeros que ingresen de manera irregular al territorio nacional.	Multa de B/.300.00 por extranjero	Multa de B/.600.00 por extranjero	Multa de B/.900.00 por extranjero	Multa de B/.1.000.00 por extranjero
----	---	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-------------------------------------

Artículo 4. La multa por la infracción mencionada en el artículo anterior deberá ser cancelada por el ciudadano extranjero irregular antes de su salida del territorio nacional hacia la República de Costa Rica.

FUNDAMENTO DE DERECHO: Constitución Política de la República de Panamá, artículo 14; Decreto Ley No. 3 de 22 de febrero de 2008, reglamentado por el Decreto Ejecutivo No. 320 de 8 de agosto de 2008, modificado por el Decreto Ejecutivo No. 26 de 2 de marzo de 2009 y la Ley 23 de 7 de julio de 2004.

COMUNÍQUESE Y CÚMPLASE,

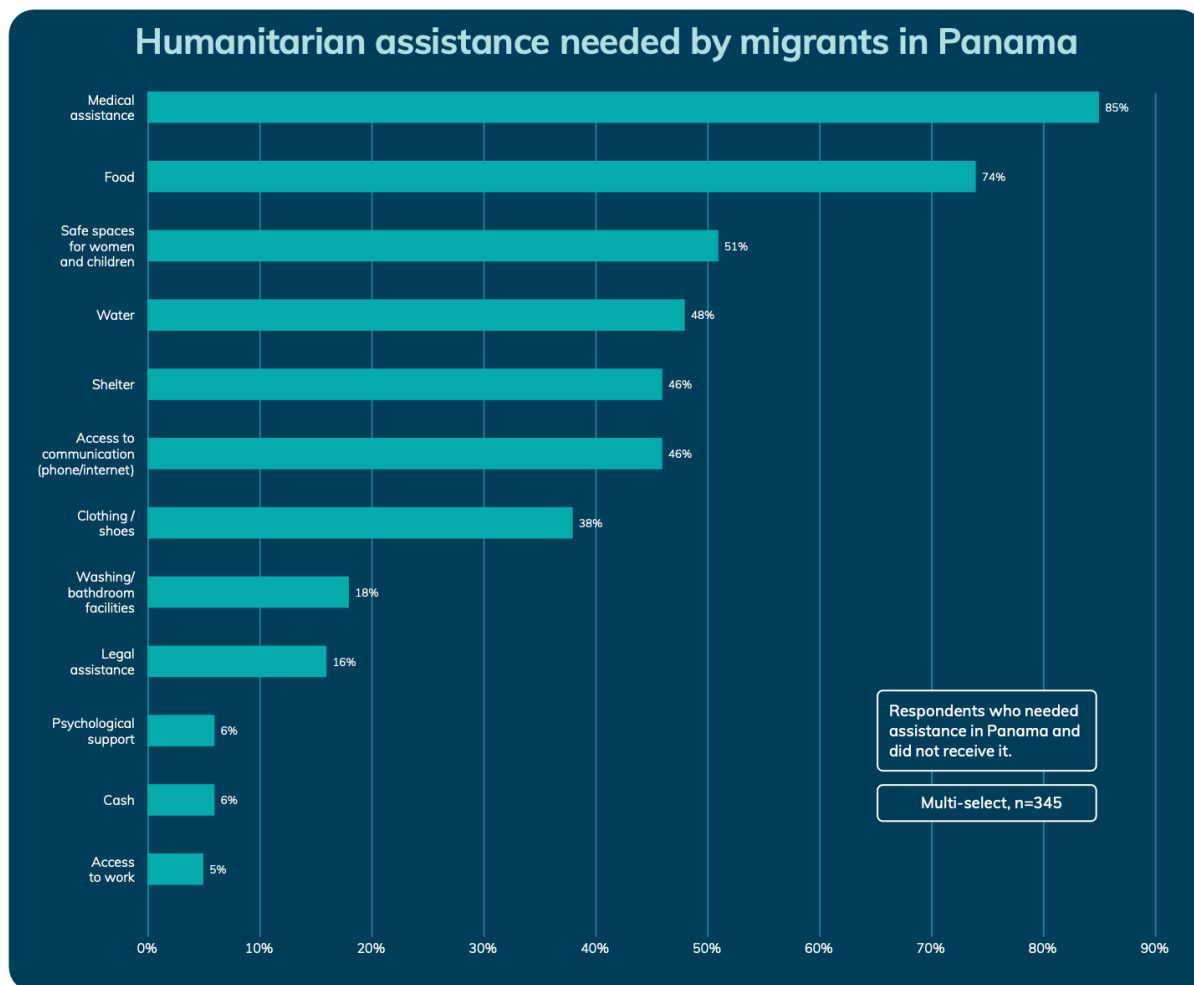

JOSÉ RAÚL MULINO QUINTERO
Presidente de la República


FRANK ALEXIS ABREGO
Ministro de Seguridad Pública



Annexe D

Les besoins en assistance humanitaire des migrant.e.s au Panama selon un sondage réalisé par le Mixed Migration Centre (MMC) en 2024



Source : MMC (2025)

Annexe E

No. de certificat : 2025-6764

Date : 2025-02-18

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains*(2020) de l'UQAM.

- Titre du projet : La gouvernance humanitaire des zones frontalières de transit : le cas du Tapon del Darién
- Nom de l'étudiant : Daniela Bea
- Programme d'études : **Maitrise en science politique (avec mémoire)**
- Direction(s) de recherche : Élisabeth Vallet; Frédérick Gagnon

Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2026-02-18**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Raoul Graf, M.A., Ph.D.
Professeur titulaire, Département de marketing
Président du CERPÉ plurifacultaire

Bibliographie

- Agamben, G. (2005). *State of exception*. Traduit par Kevin Attell. University of Chicago Press.
- Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID). (2023). Diagnóstico de situación y necesidades en la provincia de Darién y la Comarca Emberá-Wounaan considerando población migrante y comunidades de recepción, tránsito y acogida. Panama. <https://www.aecid.org.pa/wp-content/uploads/2023/06/Diagnostico-de-Necesidades-AECID-23-vf.pdf>
- Agence France-Presse. (2024, 19 décembre). Panama says 55 US-bound migrants have died crossing Darién Gap this year. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2024/dec/19/darien-gap-deaths-immigration>
- Agier, M. (2011). *Managing the undesirables: Refugee camps and humanitarian government*. Polity.
- Álvarez, G. (2021). Estrategias de sobrevivencia: Migrantes en el Tapón del Darién. *Revista Migratoria Centroamericana*, 20(5), 12–27.
- Álvarez Correa, M. (2024, 30 décembre). Más de 500 migrantes han sido rescatados durante 2024 en la selva del Darién, *BluRadio*. <https://www.bluradio.com/regiones/antioquia/mas-de-500-migrantes-han-sido-rescatados-durante-2024-en-la-selva-del-darien-rg10>
- Álvarez, S. (2020). From Ecuador to Elsewhere The (Re)Configuration of a Transit Country. *Migration and Society: Advances in Research*, 3, 34–49. <https://doi.org/10.3167/arms.2020.111403>
- . (2022). Chapter 3 Between Hostility and Solidarity: The Production of the Andean Region–Southern Cone Transit Migratory Corridor. Dans G. Herrera et C. Gómez (dir.), *Migration in South America* (p.51-75). IMISCOE Research Series. https://doi.org/10.1007/978-3-031-11061-0_3
- . (2023). En búsqueda de un lugar: transitos irregularizados y la producción de corredores migratorios en las Américas. Dans L. Rivera Sánchez, G. Herrera y E. Domenech (dir.), *Movilidades, control fronterizo y luchas migrantes* (p.77-125). Clacso. <https://www.clacso.org/wp-content/uploads/2023/04/Movilidades-control-fronterizo.pdf>
- Álvarez, S., Cielo, C. (2023). Circulations and Solidarities in the Darién. *NACLA Report on the Americas*, 55(4), 345–349. <https://doi.org/10.1080/10714839.2023.2280318>
- Álvarez, S., Pedone, C. et Miranda, B. (2021). Movilidades, control y disputa espacial. La formación y transformación de corredores migratorios en las Américas. *Periplo, Revista de Investigación sobre Migraciones*, 5(1), 4–27

- Ambrosini, M. (2017). Why irregular migrants arrive and remain: the role of intermediaries. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 43(11), 1813–1830. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2016.1260442>
- Ambrosini, M. (2018). *Irregular Migration in Southern Europe. Actors, Dynamics and Governance*. Palgrave Mac Millan, Migration Disaporas and Citizenship. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-96505-6>
- Amilhat-Szary, A.-L. (2015). *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui?* Presses universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.amilh.2015.01>
- Amilhat-Szary, A.-L. et Giraut, F. (2015). Borderities: The Politics of Contemporary Mobile Borders. Dans *Borderities and the Politics of Contemporary Mobile Borders* (p.1-19). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9781137468857_1
- Andrijasevic, R. (2010). From Exception to Excess: Detention and Deportations across the Mediterranean Space. Dans N. de Genova, & N. Peutz (dir.), *The Deportation Regime: Sovereignty, Space, and the Freedom of Movement* (p.147-165). Duke University Press.
- Andrijasevic, R., Walters, W. (2010). The International Organization for Migration and the international government of borders. *Environment and Planning D: Society and Space*, 28, 977–999. <https://doi.org/10.1068/d1509>
- Appadurai, A. (1996). *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. University of Minnesota Press.
- Ashutosh, A. et Mountz, A. (2011). Migration management for the benefit of whom? Interrogating the work of the International Organization for Migration. *Citizenship Studies*, 15(1), 21–38. <https://doi.org/10.1080/13621025.2011.534914>
- Assemblée générale des Nations Unies. (2018a). Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (A/RES/73/195). Nations Unies.
- . (2018b). Le Pacte mondial sur les réfugiés (A/RES/73/151). Nations Unies.
- Associated Press. (2024, 25 septembre). Petro se suma a la propuesta de Panamá de abrir una “ruta legal” para migrantes por el Darién. *Los Angeles Times*. <https://www.latimes.com/espanol/internacional/articulo/2024-09-25/petro-se-suma-a-la-propuesta-de-panama-de-abrir-una-ruta-legal-para-migrantes-por-el-darien>
- Barnett, M. N, et Finnemore, M. (1999). The Politics, Power, and Pathologies of International Organizations. *International Organisation*, 53(4), 699–732. <https://doi.org/10.1162/002081899551048>
- Barría, C., Vanegas, S. et Bermúdez, A. (2025, 19 février). Los migrantes deportados por EE.UU. que están aislados en un hotel de Panamá y piden ayuda a través de las ventanas. *BBC News*. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cx29gryx813o#:~:text=Panam%C3%A1%20accept%>

C3%B3%20ser%20un%20pa%C3%ADs,acuerdo%20con%20las%20normas%20internacionales%22.&text=Pie%20de%20foto%2C%20Panam%C3%A1%20acept%C3%B3,UU

Basok, T. (2019). The Discourse of “Transit Migration” in Mexico and Its “Blind Spot”: Changing Realities and New Vocabulary. Dans A. Feldmann, X. Bada and S. Schutze (dir.), *New Migration Patterns in the Americas* (p.85-99). Palgrave Macmillan.

Basok, T., Bélanger, D., Rojas Wiesner, M L. et Candiz, G. (2015). *Rethinking Transit Migration. Precarity, Mobility, and Self-Making in Mexico*. Palgrave Pilot.
<https://doi.org/10.1057/9781137509758>

Basok, T. et Piper, N. (2012). Management Versus Rights: Women’s Migration and Global Governance in Latin America and the Caribbean. *Feminist Economics*, 18(2), 35–61.
<https://doi.org/10.1080/13545701.2012.690525>

Beylier, P.-A. et al. (2021). Frontiers in the Americas — critical approaches to migrations, security, and integration. *IdeAs*, 18. <https://doi.org/10.4000/ideas.11999>

Biometric Identification Transnational Migration Alert Program Authorization Act of 2018, House of Representatives. <https://www.congress.gov/115/crpt/hrpt909/CRPT-115hrpt909.pdf>

Bourgeois, I. (2021). L’analyse documentaire. Dans I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (7e éd., p.339-352). Presses de l’Université du Québec.

Bueno, O., Müller, C. (2025, 3 juin). *Retorno hacia América del Sur: dinámicas, desafíos y preocupaciones humanitarias*. Mixed Migration Center.
<https://mixedmigration.org/retorno-hacia-america-del-sur/>

Bulley, D. (2023). Between Borders: Interstitial Spaces of Ambivalent Non-belonging, *A Relational Ethics of Immigration: Hospitality and Hostile Environments* (p.85-97), Oxford Academic. <https://doi.org/10.1093/oso/9780192890009.003.0005>

Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). (2023). *Venezuela Regional Refugee and Migrant Response Plan (RMRP)*.
<https://fts.unocha.org/plans/1129/summary>

Brambilla, C. (2015). Exploring the critical potential of the borderscapes concept. *Geopolitics*, 20(1), 14-34. <https://doi.org/10.1080/14650045.2014.884561>

Brambilla, C. et Jones, R. (2020). Rethinking borders, violence, and conflict: From sovereign power to borderscapes as sites of struggles. *Society and Space*, 38(2), 287–305.
<https://doi.org/10.1177/0263775819856352>

Bronte, A. (2023). Debilitating mobilities: the logic of governance in Brazil’s military-humanitarian response. *Mobilities*, 18(3), 520–536.
<https://doi.org/10.1080/17450101.2022.2130708>

- Browne, E. (2015). Impact Of Communication Campaigns To Deter Irregular Migration, GSDRC, Applied Knowledge Services, 1–9.
- Cajiao, A., Tobo, P., Botero R., M. (2022). *La frontera del clan: migración irregular y crimen organizado en el Darién*. Fundación Ideas para la Paz, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
- Calarco, R. (2022). *International humanitarian organizations at the southern european border: (de)politicization and (de)bordering within and beyond the hotspot system in sicily*. [Thèse de doctorat]. Université Paris-Nord - Paris XIII, Università di Torino.
- Calviño, V. (2024). Movilidad humana irregular en Panamá: Seguridad y trato humanitario. *Revista Contacto*, 1(4), 157–180.
<https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=9600344>
- Campos-Delgado, A. E., et Côté-Boucher, K. (2022). Tactics of empathy: the intimate geopolitics of Mexican migrant detention. *Geopolitics*, 29(2), 471–494.
<https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2039633>
- Cárdenas, W. J. (2021). Los olvidados deseantes del Darién en busca del Norte. *Quaestiones Disputatae: Temas En Debate*, 14(28), 157–170. <https://doi.org/10.15332/qd.v14i28.2442>
- Cartaya, R. (2016, 10 août). Panamá aplica política de “pies afuera y pies adentro” a migrantes irregulares, *MartiNoticias*. <https://www.martinoticias.com/a/panama-aplica-politica-de-pies-afuera-y-pies-adentro-a-migrantes-irregulares/127701.html>
- Casas-Cortes, M., Cobarrubias, S., et Pickles, J. (2015). Riding routes and itinerant Borders: Autonomy of migration and border externalization. *Antipode*, 47(4), 894–914.
<https://doi.org/10.1111/anti.12148>
- . (2016). Good neighbours make good fences: Seahorse operations, border externalization and extra-territoriality. *European Urban and Regional Studies*, 23(3), 231–251. <https://doi.org/10.1177/09697764145411>
- Ciceri Burbano, K. A. (2025). *Externalization and Criminalization of Migration in the Darién Gap: A Critical Study of Representations in Selected Migration Policies*. [Mémoire de maîtrise]. University of South-Eastern Norway.
- Cintra, N., Riggiozzi, P. (2023, 13 novembre). *The International Community Is Failing the Human Rights of Forced Migrants Crossing the Deadly Darién Gap*. United Nations University, Regional on Comparative Regional Integration Studies.
<https://cris.unu.edu/international-community-failing-human-rights-forced-migrants-crossing-deadly-darien-gap>
- Cluster Global de Coordinación y Gestión de Campamentos (CGCGC). (2021). *Normas mínimas para la gestión de campamentos*.
https://handbook.spherestandards.org/logos_chapter_icons/sphere/pdf_files/camp_es_v1_pdf.pdf

- Cobarrubias, S. (2019). Mapping Illegality: The i-Map and the Cartopolitics of “Migration Management” at a Distance. *Antipode*, 51(3), 770–794. <https://doi.org/10.1111/anti.12512>
- Comité international de la Croix-Rouge (ICRC). (2024). *Humanitarian Report 2024 – Panama*. ICRC. <https://www.icrc.org/en/document/panama-humanitarian-report-2024>
- Comité pour l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes (CEDAW). (2022, 1er mars). *Concluding observations on the eighth periodic report of Panama* (CEDAW/C/PAN/CO/8). Nations Unies. <https://www.ohchr.org/en/documents/concluding-observations/cedawcpanco8-concluding-observations-eighth-periodic-report>
- Collins, J. (2024, 18 septembre). From dodgy deterrence deals to drug cartels: Aid barriers in the Darién. *The New Humanitarian*. <file:///Users/danielabea/Zotero/storage/B2K4M2AM/dodgy-migration-deterrence-deals-drug-cartels-aid-barriers-darién-gap-colombia-panama.html>
- Collyer, M. (2007). In-Between Places: Trans-Saharan Transit Migrants in Morocco and the Fragmented Journey to Europe, *Antipode*, 39(4), 668–690. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2007.00546.x>
- Collyer, M., Düvell, F. et de Haas, H. (2010). Critical Approaches to Transit Migration. *Population, Space and Place*, 18, 407–414. <https://doi.org/10.1002/psp.630>
- Comité sénatorial de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales des États-Unis. (2022, 5 mai). *Full Committee Hearing Securing and Ensuring Order on the Southwest Border*. <https://www.hsgac.senate.gov/hearings/securing-and-ensuring-order-on-the-southwest-border/>
- Commission mondiale sur les migrations internationales. (2005). *Les migrations dans un monde interconnecté: nouvelles perspectives d’action*. Nations Unies, 107p.
- Córdoba Mendoza, P. A. (2024). La migración de tránsito por Darién. Barreras estructurales y estrategias digitales. *Crítica y Resistencias: Revista de conflictos sociales latinoamericanos*, 19, 24–45.
- Coriat, A. (2024). Panamá facilita corredor humanitario tras cierre de trochas. *La Estrella de Panamá*. <https://www.laestrella.com.pa/panama/nacional/panama-facilita-corredor-humanitario-tras-cierre-de-trochas-LX7909940>
- Côté-Boucher, K, Vives, L. et Jannard, L.-P. (2023). Chronicle of a “crisis” foretold: Asylum seekers and the case of Roxham Road on the Canada-US border. *Politics and Space*, 41(2), 408–426. <https://doi.org/10.1177/2399654422112761>
- Crépeau, F. et Atak, I. (2016). Global Migration Governance. Avoiding commitments on Human Rights yet tracing a course for cooperation, *Netherlands Quarterly of Human Rights*, 34(2), 110–143.

- Cuttitta, P. (2007). Le monde-frontière. Le contrôle de l’immigration dans l’espace globalisé. *Cultures & Conflits*, 68(4), 61–84. <https://doi.org/10.4000/conflits.5593>
- Cuttitta, P. (2017). Delocalization, humanitarianism and human rights: The Mediterranean border between exclusion and inclusion. *Antipode*, 50(3), 783–803. <https://doi.org/10.1111/anti.12337>
- . (2022). Over Land and Sea: NGOs/CSOs and EU Border Externalisation Along the Central Mediterranean Route. *Geopolitics*, 30(1), 19–45. <https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2124158>
- . (2023). Bridgeheads of EU border externalisation? NGOs/CSOs and migration in Libya. *Politics and Space*, 41(4), 752–770. <https://doi.org/10.1177/239965442211439>
- Cuttitta, P., Häberlein, J. et Pallister-Wilkins, P. (2020). Various actors: The border death regime. Dans P. Cuttitta et T. Last (dir.), *Border deaths: Causes, Dynamics and Consequences of Migration-related Mortality* (p.35-51). Amsterdam University Press.
- d’Appollonia, A.C. (2012). *Frontiers of fear: Immigration and insecurity in the United States and Europe*. Cornell University Press. <https://doi.org/10.7591/cornell/9780801450686.001.0001>
- Davier, M. (2025, 19 juin). The challenges facing “invisible” reverse flow migrants in Panama. *The New Humanitarian*. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2025/06/19/challenges-invisible-reverse-flow-migration-panama-americas>
- Debrix, F. (1998). Deterritorialised territories, borderless borders: the new geography of international medical assistance. *Third World Quarterly*, 19(5), 827–846. <https://doi.org/10.1080/0143-6597/98/050827-20>
- Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection. (2022, 10 juin). *Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection*. Maison Blanche des États-Unis. <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2022/06/10/los-angeles-declaration-on-migration-and-protection/>
- De Genova, N., Mezzadra, S. et J. Pickles. (2015). New Keywords: Migration and Borders. *Cultural Studies*, 29(1), 55–87, <http://dx.doi.org/10.1080/09502386.2014.891630>
- De León, J. (2015). *The Land of Open Graves: Living and Dying on the Migrant Trail*. University of California Press.
- Defensoría del Pueblo de Panamá. (2021, janvier). *Informe Especial “La situación de derechos humanos de las personas migrantes irregulares en las provincias de Darién y Chiriquí en el contexto de la pandemia de COVID-19”*. <https://www.defensoria.gob.pa/wp-content/uploads/2021/02/Informe-Especial-La-situacion-de-derechos-humanos-de-las-personas-migrantes-irregulares-en-las-provincias-de-Darien-y-Chiriqui-en-el-contexto-de-la-pandemia-de-COVID-19.pdf>

- . (2024). *Informe defensorial de seguimiento a la situación de Derechos Humanos de la niñez y adolescencia en movilidad humana y en las zonas de frontera de Panamá*. <https://www.defensoria.gob.pa/wp-content/uploads/INFORME-NIN%CC%83EZ-Y-ADOLESCENCIA-07052024-VF.pdf>
- Defensoría del pueblo de Colombia y de Panamá. (2023). *Alerta temprana binacional n°001-2023 para Colombia y Panamá*. <https://www.defensoria.gov.co/documents/20123/2135470/ALERTA+TEMPRANA+BINACIONAL+PANAMA-COLOMBIA+FINAL+0804231.pdf+%28+firmada%29.pdf/553cbd0c-f7e5-3383-4c1f-5e4042837f71?t=1681318485730>
- . (2023a, 7 juillet). DHS Announces Family Reunification Parole Processes for Colombia, El Salvador, Guatemala, and Honduras. [Communiqué de presse]. <https://www.dhs.gov/archive/news/2023/07/07/dhs-announces-family-reunification-parole-processes-colombia-el-salvador-guatemala>
- . (2023b, 11 avril). *Trilateral Joint Statement*. [Communiqué de presse]. <https://www.dhs.gov/archive/news/2023/04/11/trilateral-joint-statement>
- Díaz, A. (2023, 8 novembre). *Crossing the Darién Gap: Negotiating along Latin American Migration Route (in Spanish)*. Spotify. <https://open.spotify.com/episode/2BRXtkGIK4G6Ek8X2L5odu>.
- Domenech, E., Basualdo, L., et Pereira, A. (2022). Migraciones, fronteras y política de datos: nuevos medios de control del movimiento en el espacio sudamericano. Dans E. Domenech, G. Herrera & L. Rivera Sánchez (dir.), *Movilidades, control fronterizo y luchas migrantes* (p. 317-355). Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO). <https://www.clacso.org/wp-content/uploads/2023/04/Movilidades-control-fronterizo.pdf>
- Dumont Baron, Y. (2023, 4 juin). *La jungle du Darién ou le prix du rêve américain*, La Presse. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1987744/jungle-darien-migrants-panama-colombie-etats-unis>
- Düvell, F. (2012). Transit migration: A blurred and politicised concept. *Population, Space and Place*, 18(4), 415–427. <https://doi.org/10.1002/psp.631>
- EFE. (2023, 10 octobre). Panamá y Costa Rica activan un «corredor humanitario» para el traslado directo de migrantes, *EFE Noticias*. <https://efe.com/mundo/2023-10-10/panama-y-costa-rica-activan-un-corredor-humanitario-para-el-traslado-directo-de-migrantes/>
- Enloe, C. (2014). *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*. 2e edition, University of California Press.
- Fassin, D. (2007). Humanitarianism: A Nongovernmental Government. Dans M. Feher (dir.), *Nongovernmental Politics* (p.149-160). Zone Books.

- Fédération internationale de la Croix-Rouge (IFRC). (2021, 20 septembre). *IFRC ramps up humanitarian assistance as record number of migrants cross the perilous Darién Gap*. [Communiqué de presse]. <https://www.ifrc.org/press-release/ifrc-ramps-humanitarian-assistance-record-number-migrants-cross-perilous-darien-gap>
- . (2024, 5 décembre). *As many as seven in ten migrants in the Americas require comprehensive healthcare*. [Communiqué de presse]. <https://www.ifrc.org/press-release/many-seven-ten-migrants-americas-require-comprehensive-healthcare>
- Feler, A. M. (2019). La actividad de la OIM y el ACNUR: el caso de la niñez migrante no acompañada en el corredor Centroamérica - Estados Unidos. *REDIC*, 2(2), 6–16.
- Fitzgerald, D. S. (2019). *Refuge Beyond Reach: How Rich Democracies Repel Asylum Seekers*. Oxford University Press.
- . (2020). Remote control of migration: theorizing territoriality, shared coercion, and deterrence. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(1), 4–22. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2020.1680115>
- Frowd, P. M. (2024). The ‘Datafication’ of Borders in Global Context: The Role of the International Organization for Migration. *Geopolitics*, 30(4), 1635–1653. <https://doi.org/10.1080/14650045.2024.2318580>
- Gandini, L., Álvarez, S. et Feldmann, A. (2024). Más allá del Darién. Economía Política de la Migración en Tránsito por el Corredor Migratorio Región Andina-Centroamérica. *REMHU Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, 32(1). <http://dx.doi.org/10.1590/1980-85852503880003223>
- García, A. C. C. et González, J. C. (2022). La Selva o Tapón del Darién en disputa. Instrumentalización de la tensión entre la movilidad y el control migratorio en el actual contexto de caos sistémico. Dans A. C. Cabrera García, B. L. Cordero Díaz & E. Crivelli Minutti (dir.), *Migraciones en el orden hegemónico contemporáneo del sistema mundo moderno* (p.89-131). Editorial de la Universidad de Cantabria. <https://doi.org/10.22429/EUC2022.03>
- Garelli, G. et Tazzioli, M. (2018). The humanitarian war on smugglers. *Antipode*, 50(3), 685–703. <https://doi.org/10.1111/anti.12375>
- Garnier, A. (2014). Migration Management and Humanitarian Protection: The UNHCR’s Resettlement Expansionism and Its Impact on Policymaking in the EU and Australia, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 40(6), 942–959. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2013.855075>
- Geiger, M. et Pécoud, A. (2014). International organisation and the politics of migration, *Journal of the ethnic and migration studies*, 40(6), 865–887. <https://doi.org/10.4324/9781315716763>

- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). (1984). *Déclaration de Cartagena sur les réfugiés*. HCR.
- . (2022). *Number of Venezuelans crossing the Darién Gap soars*, Press Release. <https://www.unhcr.org/news/news-releases/number-venezuelans-crossing-darien-gap-soars>
- . (2023). *Amériques : Les migrants qui traversent la jungle du Darién sont exposés au risque d’abus*. <https://www.hrw.org/fr/news/2023/11/09/ameriques-les-migrants-qui-traversent-la-jungle-du-darien-sont-exposes-au-risque>
- . (2023b, 14 décembre). *Une campagne sur les médias sociaux pour lutter contre la désinformation et sauver des vies*. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/articles-et-reportages/une-campagne-sur-les-medias-sociaux-pour-lutter-contre-la>
- . (2024a, 5 juillet). *Darién Border Protection Monitoring 2022–2024*. <https://reliefweb.int/report/panama/darien-border-protection-monitoring-2022-2024>
- . (2024b, 1^{er} octobre). *Social media campaign tackles misinformation about treacherous Darién jungle*. <https://www.unhcr.org/news/stories/social-media-campaign-tackles-misinformation-about-treacherous-darien-jungle>
- . (2025, 24 janvier). *Darién Panama: Mixed Movements Monitoring December 2024*. Operational Data Portal. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/114004>
- Hernández, A. et Ibarra, C. S. (2023). Navegando entre dominación y empatía: Desafíos éticos y metodológicos en la investigación del corredor migratorio del Tapón del Darién. *Tramas y Redes*, 5, 29–46. <https://doi.org/10.54871/cl4c500i>
- Hernandez, A. (2019, 27 août). Immigration officials partner with Panama to boost screening of migrants passing through to U.S., *Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/immigration/immigration-officials-partner-with-panama-to-boost-screening-of-migrants-passing-through-to-us/2019/08/26/532f6150-c81d-11e9-a4f3-c081a126de70_story.html
- Herrera, G. et Berg, U. (2019). Migration Crises and Humanitarianism in Latin America: The Case of Ecuador, Dans N. Nyberg Sørensen y S. Plambech (dir.), *When Human Welfare Meets the Political and Security Agenda, Global Perspectives on Humanitarianism* (p.31-50). Danish Institute for International Studies.
- Herrera, G., Gómez, C. (2022). Introduction: Emergent Issues of South American Migrations. Dans G. Herrera et C. Gómez (dir.), *Migration in South America* (p.1-23). IMISCOE Research Series. Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-031-11061-0_1
- Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS). (2023, 20 décembre). *UN Recognizes HIAS’ Cross-Border Response in the Darién Gap*. <https://hias.org/statements/un-recognizes-hias-cross-border-response-darien-gap/>

- . (2024, 19 août). *39,000 People Along Darién Gap to Receive Life-Saving Protection and Health Assistance*. <https://hias.org/statements/39000-people-along-darien-gap-receive-life-saving-protection-and-health-assistance/>
- Higuita, N. et al. (2022). U.S. bound journey of migrant peoples InTransit across Dante’s Inferno and Purgatory in the Americas. *Travel Medicine and Infectious Disease*.
- Human rights watch (HRW). (2022, 5 juillet). Mexico/Central America: New Visa Restrictions Harm Venezuelans: Lack of Safe, Legal Migration Options Spurs Growing Numbers to Try Risky Crossing. <https://www.hrw.org/news/2022/07/05/mexico/central-america-new-visa-restrictions-harm-venezuelans>
- . (2023, 9 novembre). *Amériques: Les migrants qui traversent la jungle du Darién sont exposés au risque d’abus*. <https://www.hrw.org/fr/news/2023/11/09/ameriques-les-migrants-qui-traversent-la-jungle-du-darien-sont-exposes-au-risque>
- . (2025, 24 avril). “Nobody Cared, Nobody Listened”, The US Expulsion of Third-Country Nationals to Panama. <https://www.hrw.org/report/2025/04/24/nobody-cared-nobody-listened/the-us-expulsion-of-third-country-nationals-to>
- Hyndman, J. et Mountz, A. (2008). Another Brick in the Wall? Neo-Refoulement and the Externalization of Asylum by Australia and Europe. *Government and Opposition*, 43(2), 249–269. <https://doi.org/10.1111/j.1477-7053.2007.00251.x>
- Inter-agency Coordination Platform for Refugees and Migrants from Venezuela (R4V). (2025, mars 2025). *Mouvements Report January-March 2025*. https://www.r4v.info/sites/g/files/tmzbdl2426/files/2025-07/MoM%20JAN-MAR%20Q1_2025_%5BENG%5D.pdf
- International Crisis Group. (2023, 3 novembre). *El cuello de botella de las Américas: crimen y migración en el tapón del Darién* (Informe sobre América Latina n°102). <https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/2023-11/102-darien-gap-spanish.pdf>
- Isacson, A. (2024, 9 décembre). *Darién Gap Migration Plummeted in November*. <https://adamisacson.com/category/charts-and-infographics/>
- Isleyen, B. (2017). Transit mobility governance in Turkey. *Political Geography*, 62, 23–32. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2017.09.017>
- Jaramillo Contreras, A. (2023, 15 juillet). *The Health Protection of Irregular Migrants at the Borders: The Case of the Darién Gap*. Routed : Migration & (Im)Mobility Magazine, 22. <https://www.routedmagazine.com/post/health-protection-irregular-migrants-borders-dari%C3%A9n-gap>
- Jaramillo Contreras, A., Cabieses, B., Knipper, M. et Rocha-Jiménez, T. (2024). Borders and Liminality in the Right to Health of Migrants in Transit: The Case of Colchane in Chile and Necoclí in Colombia, SSRN, 1–22.

- Jones, R. (2016). *Violent Borders: Refugees and the Right to Move*. Verso.
- Kallio, K. P., Häkli, J. et Pascucci, E. (2019). Refugeeeness as Political Subjectivity: Experiencing the Humanitarian Border. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 37(7), 1258–1276. <https://doi.org/10.1177/239965441882091>
- Kim, J. (2018). Migration-Facilitating Capital: A Bourdieusian Theory of International Migration, *Sociological Theory*, 36(3), 262–288. <https://doi.org/10.1177/0735275118794982>
- Kimball, A. (2007) *The transit state: a comparative analysis of Mexican and Moroccan immigration policies* (Working Paper no. 150). San Diego, CA: Center for Comparative Immigration Studies, University of California. <https://ccis.ucsd.edu/files/wp150.pdf>
- Kolossov, V. (2005). Border Studies: Changing Perspectives and Theoretical Approaches. *Geopolitics*, 10, 606–632. <https://doi.org/10.1080/14650040500318415>
- Lambert, L. (2023). Contested promises. Migrants’ material politics vis-à-vis the humanitarian border in Niger. *Science as Culture*, 32(3), 363–386. <https://doi.org/10.1080/09505431.2023.2221289>
- Lavenex, S. (2007). The External Face of Europeanization: Third Countries and International Organizations. Dans T. Faist and A. Ette (dir.), *The Europeanization of National Policies and Politics of Immigration. Between Autonomy and the European Union* (p.246-264). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9780230800717_12
- . (2016). Multilevelling EU External Governance: The Role of International Organizations in the Diffusion of EU Migration Policies. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 42(4), 554–570. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2015.1102047>
- Leblanc, H. M., Moazizi, J. D. (2024). “They’ll Never Find my Body Here”: an Investigation into Migration at the Darién Gap. Aalborg Universitet.
- Linares, R. (2019). Seguridad y política fronteriza : una mirada a la situación de frontera entre Venezuela y Colombia, *Revista Opera*, 24, 135–156. <https://doi.org/10.18601/16578651.n24.08>
- Mainwaring, C. et N. Brigden. (2016). Beyond the Border: Clandestine Migration Journeys, *Geopolitics*, 21(2), 243–262. <https://doi.org/10.1080/14650045.2016.1165575>
- Martínez Sánchez, V. et M. C. de Souza Lago. (2023). Migraciones africanas en tránsito por Costa Rica: reflexiones sobre los desafíos de la atención institucional. *REMHU: Revista Interdisciplinaria da Mobilidade Humana*, 31, 197–214. <https://doi.org/10.1590/1980-85852503880006712>
- Mau, S. et al. (2015). The Global Mobility Divide: How Visa, Policies Have Evolved over Time, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41(8), 1192–1213. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2015.1005007>

- Mc Kay Levy, L. M., Barrera Niño, A. V., et Skinner Hooker, O. R. (2023). Migrants en Tránsito por Panamá hacia Estados Unidos: Sus Derechos Humanos y Perspectivas de Protección Social. *Ciencia Latina Revista Científica Multidisciplinar*, 7(5), 2117–2139. https://doi.org/10.37811/cl_rcm.v7i5.7440
- McCormick Sanchez, D. (2024, 22 mars). China Behind Super Highway That Targets US With Mass Migration, Economic Warfare. *The Epoch Times*. <https://www.theepochtimes.com/article/china-behind-super-highway-that-targets-us-with-mass-migration-economic-warfare-5610607>
- Médecins sans frontières (MSF). (2022a, 6 mai). *The Darién Gap is as dangerous as ever*. <https://www.msf.org/migrants-continue-face-danger-crossing-panama>
- . (2022b, 19 mai). *Emergency healthcare and protection needed as more people cross to Panama*. [Communiqué]. <https://www.msf.org/emergency-healthcare-and-protection-needed-more-people-cross-panama>
- . (2022c, 23 septembre). *Barriers don't deter people making their way to the United States*. <https://www.msf.org/neither-dangers-nor-policies-deter-migrants-making-their-way-us>
- . (2023a, 25 mai). *Darién Gap, Panama: Violence continues in migrant journeys*. <https://www.doctorswithoutborders.ca/darien-gap-panama-violence-continues-in-migrant-journeys/>
- . (2023b, 1er septembre) *Migrants arriving in Panama in urgent need of assistance*. [Communiqué]. <https://www.msf.org/migrants-arriving-panama-urgent-need-assistance>
- . (2023c, 17 novembre) *Incidents of sexual violence spike for those crossing Panama's Darién Gap*. [Communiqué]. <https://www.msf.org/incidents-sexual-violence-spike-those-crossing-darien-gap-panama>
- . (2024a, 29 février). *Lack of action sees sharp rise in sexual violence on people transiting Darién Gap*. [Communiqué]. <https://www.msf.org/lack-action-sees-sharp-rise-sexual-violence-people-transiting-darien-gap-panama>
- . (2024b, 7 mars). *MSF forced to suspend medical care for people on the move in Panama*. <https://www.msf.org/msf-forced-suspend-medical-care-people-move-panama>
- . (2024c, 22 octobre). *MSF resumes activities in Darién Gap*. [Communiqué]. <https://www.msf.org/msf-resumes-activities-darien-gap>
- Meier, D. (2022). Les espaces interstitiels frontaliers au Moyen-Orient : exploration théorique et empirique. *CAREP Paris*. <https://carep-paris.org/recherche/les-espaces-interstitiels-frontaliers-au-moyen-orient-exploration-theorique-et-empirique/>

- Menjívar, C. (2006). Liminal Legality: Salvadoran and Guatemalan Immigrants' Lives in the United States. *American Journal of Sociology*, 111(4), 999–1037. <https://doi.org/10.1086/499509>
- . (2014). Immigration Law beyond Borders: Externalizing and Internalizing Border Controls in an Era of Securitization. *Annual Review of Law and Social Science*, 10, 353–369. <https://doi.org/10.1146/annurev-lawsocsci-110413-030842>
- Merlín-Escorza, C. E., Davids, T. et Schapendonk, J. (2021). Sheltering as a destabilising and perpetuating practice in the migration management architecture in Mexico. *Third World Quarterly*, Taylor & Francis Journals, 42(1), 105–122. <https://doi.org/10.1080/01436597.2020.1794806>
- Mezzadra, S. et Neilson, B. (2013). *Border as Method, or, the Multiplication of Labor*. Duke University Press.
- Migration Initiative of the Americas. (2024, mai). *Policy brief: Year one of Safe Mobility Offices (SMO) in Colombia (MIAP Policy Report No. 0524)*. Université du Wisconsin-Madison. <https://migrationamericas.commarts.wisc.edu/wp-content/uploads/sites/2087/2024/05/MIAP-Policy-Report-0524-SMO-Offices-2.pdf>
- Miller, S. W. (2014). Minding the Gap: Pan-Americanism's Highway, American Environmentalism, and Remembering the Failure to Close the Darién Gap. *Environmental History*, 19(2), 189–216. <https://doi.org/10.1093/envhis/emu002>
- Ministère des affaires étrangères du Panama (MIRE). (2021). *Panamá y Colombia acuerdan mecanismos para el flujo controlado de los migrantes irregulares a través de la frontera común*. <https://mire.gob.pa/panama-y-colombia-acuerdan-mecanismos-para-flujo-controlado-de-los-migrantes/>
- . (2023, 14 février). *Estrategia regional para una migración segura buscan Panamá, EE.UU. y Colombia*. <https://mire.gob.pa/estrategia-regional-para-una-migracion-segura-buscan-panama-ee-uu-y-colombia/>
- Ministère des affaires publiques du Panama (MINSEG). (2021). *Minseg crea Unidad de Seguridad Fronteriza Humanitaria para atender a migrantes*. En ligne. <https://www.minseg.gob.pa/2021/04/minseg-crea-unidad-de-seguridad-fronteriza-humanitaria-para-atender-a-migrantes/>
- . (2023a). *Panamá inicia campaña 'Escudo' y 'Operación Chocó' para mantener el control territorial de las fronteras*. <https://www.minseg.gob.pa/2023/06/panama-inicia-campana-escudo-y-operacion-choco-para-mantener-el-control-territorial-de-las-fronteras/>
- . (2023b). *Panamá lanza campaña "Darién no es una ruta, es una jungla"*. <https://mire.gob.pa/panama-lanza-campana-darien-no-es-una-ruta-es-una-jungla/>

- . (2023c). *Panamá pone en ejecución medidas migratorias y restricciones de seguridad para la migración irregular*. <https://www.minseg.gob.pa/2023/09/panama-pone-en-ejecucion-medidas-migratorias-y-restricciones-de-seguridad-para-la-migracion-irregular/>
- . (2024). *Cierre de pasos en Darién busca proteger la seguridad de migrantes: ministro Ábrego*. <https://www.minseg.gob.pa/2024/07/cierre-de-pasos-en-darien-busca-proteger-la-seguridad-de-migrantes-ministro-abrego/>
- Miraglia, P. (2016, 18 noviembre). The Invisible Migrants of the Darién Gap: Evolving Immigration Routes in the Americas. *Council on Hemispheric Affairs*. <https://coha.org/the-invisible-migrants-of-the-darien-gap-evolving-immigration-routes-in-the-americas/>
- Miranda, B. et Silva, A. (2022). Gestión desbordada: solicitudes de asilo en Estados Unidos y los mecanismos de espera allende sus fronteras. *Migraciones internacionales*, 13. <https://doi.org/10.33679/rmi.v1i1.2385>
- Miranda, B. (2021). Movilidades haitianas en el corredor Brasil-México: Efectos del control migratorio y de la securitización fronteriza, *Periplos - Revista de Investigación sobre Migraciones*, 5(1), 108–130.
- Miroff, N. (2023). U.S. to open immigrant processing centers in Latin America. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/nation/2023/04/27/biden-border-migrants-title-42/>
- Missbach, A. et Phillips, M. (2020). Reconceptualizing Transit States in an Era of Outsourcing, Offshoring, and Obfuscation. *Migration and Society: Advances in Research*, 3, 19–33. <https://doi.org/10.3167/arms.2020.111402>
- Mixed Migration Centre (MMC). (2022). *Riesgos de seguridad en el Tapón del Darién y asistencia necesitada por personas refugiadas y migrantes*. https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2022/10/248_Infografia_4Mi_Darien_ESP.pdf
- . (2023). *Security risks in the Darién Gap and assistance needed among migrants : 4Mi data January to December 2023*. <https://mixedmigration.org/resource/security-risks-darien-gap-assistance/>
- . (2025). *Security risks in the Darién Gap and assistance needed among migrants: 4Mi data January to December 2024*. https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2025/03/365_Darien-Gap-Security-Risks-Infographic-EN.pdf
- Mixed Migration Centre (MMC), Protection Information Management Initiative for Latin America and the Caribbean (ProLAC). (2025, mai). *Dinámicas migratorias y riesgos de protección en los movimientos de retorno norte-sur en las Américas: Impactos de los cambios en la política migratoria de Estados Unidos*. https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2025/06/387_ProLAC-MMC-Migration-dynamics-protection-risks-returns-South-America-ES.pdf

- Mohor, D. (2024, 15 janvier). The Darién Gap migration crisis in six graphs, and one map, *The New Humanitarian*. <https://www.thenewhumanitarian.org/maps-and-graphics/2024/01/15/darien-gap-migration-crisis-six-graphs-and-one-map>
- Moreno, E. (2021, 11 août). Panama, Colombia reach deal to manage migration over shared border. *Reuters*. <https://www.reuters.com/world/americas/panama-colombia-reach-deal-manage-migration-over-shared-border-2021-08-12/>
- Moulin, C. et Magalhães, B. (2020). Operation shelter as humanitarian infrastructure: material and normative renderings of Venezuelan migration in Brazil. *Citizenship Studies*, 24(5), 642–662. <https://doi.org/10.1080/13621025.2020.1784643>
- Mountz, A. (2011). Where asylum-seekers wait: feminist counter-topographies of sites between states. *Gender, Place and Culture*, 18(3), 381–399. <https://doi.org/10.1080/0966369X.2011.566370>
- Mountz, A., Coddington, K., Catania, R. T., & Loyd, J. M. (2012). Conceptualizing detention: Mobility, containment, bordering, and exclusion. *Progress in Human Geography*, 37(4), 522–541. <https://doi.org/10.1177/0309132512460903>
- Mountz, A., & Hiemstra, N. (2012). Spatial strategies for rebordering human migration at sea. Dans T. M. Wilson et H. Donnan (dir.), *A companion to border studies* (p.455-472). Wiley-Blackwell. <https://doi.org/10.1002/9781118255223.ch26>
- Mountz, A., Kempin, R. (2014). The Spatial Logics of Migration Governance Along the Southern Frontier of the European Union. Dans M. Walton-Roberts et J. L. Hennebry, *Territoriality and Migration in the E.U. Neighbourhood* (p.85-95). Springer. https://doi.org/10.1007/978-94-007-6745-4_6
- Naranjo, G. E. (2014). Desterritorialización de fronteras y externalización de políticas migratorias. Flujos migratorios irregulares y control de las fronteras exteriores en la frontera España-Marruecos, *Estudios Políticos*, 45, 13–32. <https://doi.org/10.17533/udea.espo.20194>
- Naranjo, L., Williams, Y., Levy, J., Obando, R., González, J. A., Pachar, M., Chen, R., Franco-Paredes, C., Higueta, N. A., Henao-Martínez, A., Diaz, Y., & Suárez, J. A. (2023). The Endless Vulnerability of Migrant Children In-Transit across the Darién Gap, *American Society of Tropical Medicine and Hygiene*, 109(3), 515–519. <https://doi.org/10.4269/ajtmh.22-0765>
- Nations Unies. (1951). *Convention relative au statut des réfugiés* (Convention de Genève). Nations Unies.
- Nelson, A., Curran, R. (2022). *Journey without End: Migration from the Global South through the Americas*. Vanderbilt University Press.

- Neusner, J. (2024). Deadly Journeys: Climate Change, U.S. Border Enforcement, and Human Rights. *Case Western Reserve Journal of International Law*, 56, 337–368. <https://scholarlycommons.law.case.edu/jil/vol56/iss1/16>
- Newman, D. (2006). The Lines that Continue to Separate Us: Borders in a Borderless World. *Progress in Human Geography*, 30(2), 1–19. <https://doi.org/10.1191/0309132506ph599x>
- Newman, D., et Paasi, A. (1998). Fences and neighbours in the postmodern world: boundary narratives in political geography. *Progress in Human Geography*, 22(2), 186–207. <https://doi.org/10.1191/030913298666039113>
- Noticias Caracol. (2024). Así funciona el proceso migratorio de los deportados que llegaron a Colombia desde Panamá. https://www.noticiascaracol.com/colombia/asi-funciona-el-proceso-migratorio-de-los-deportados-que-llegaron-a-colombia-desde-panama-rg10?utm_source=substack&utm_medium=email
- Novak, P. (2022). Re-producing the Humanitarian Border, *Geopolitics* 30(1), 46–67. <https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2105699>
- Nyberg Sorensen, N. et Gammeltoft-Hansen, T. (2013). Introduction. Dans *The Migration Industry and the Commercialization of International Migration* (p.1-23). Routledge Global Institutions Series.
- Obinna, D. (2024). Camino de la Muerte: Crossing the Darién Gap and Migration in the Americas, *Migration and Development*, 13(1). <https://doi.org/10.1177/21632324241267053>
- Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2018). Manual Gestión de alojamientos temporales Panama. <https://panama.iom.int/es/resources/manual-de-gestion-de-alojamientos-temporales-en-panama>
- . (2020, 13 janvier). *DTM Panama – Analysis of flow monitoring surveys to extrarregional migrants (December 2019)*. <https://dtm.iom.int/reports/panama-%E2%80%93-analysis-flow-monitoring-surveys-extrarregional-migrants-june-2019?close=true>
- . (2022, janvier). *Migraciones Sur-Norte desde Sudamérica*. Informes estratégicos de coyuntura #1. https://lac.iom.int/sites/g/files/tmzbdl2601/files/documents/2024-07/oim_migraciones-sur-norte-desde-suramerica.pdf
- . (2023, 22 mai). *El Darién, donde el pavor y la fe chocan para los migrantes que apuestan a un futuro mejor*. ONU News. <https://news.un.org/es/story/2023/05/1521417>
- . (2024a, 16 janvier). *Informe situacional de datos migratorios y salud en el Darién*. <https://lac.iom.int/es/resources/informe-situacional-de-datos-migratorios-y-salud-en-el-darien>

- . (2024b). *Indicadores de Gobernanza de la Migración Segundo Perfil 2024 – República de Panamá*. Genève. <https://publications.iom.int/system/files/pdf/pub2024-019-l-mgi-panama-es-second-profile.pdf>
- . (2024c, 9 octobre). *DTM Panama — Analysis of flow monitoring surveys to extra regional migrants (September 2024)*. <https://dtm.iom.int/reports/panama-analysis-flow-monitoring-surveys-extra-regional-migrants-september-2024?close=true>
- . (2025). *Missing Migrants Project*. https://missingmigrants.iom.int/region/americas?region_incident=4041&route=3876&incident_date%5Bmin%5D=&incident_date%5Bmax%5D=
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), Programa Mesoamérica. (2018). Naciones Unidas visita el operativo “Flujo Controlado” implementado por Panamá en el Darién. Text. Programa Regional sobre Migración, OIM. <https://www.programamesoamerica.iom.int/es/noticia/naciones-unidas-visita-el-operativo-flujo-controlado-implementado-por-panam-en-el-dari-n>
- Paasi, A. (1998). Boundaries as social processes: Territoriality in the world of flows. *Geopolitics*, 3(1), 69–88. <https://doi.org/10.1080/14650049808407608>
- Paasi, A. (2014). The shifting landscape of border studies and the challenge of relational thinking. Dans M. Bufon, J. Minghi, et A. Paasi (dir.), *The new European frontiers: Social and spatial (re)integration issues in multicultural and border regions* (p.361–379). Cambridge Scholars Publishing.
- Panchenko, S., Mayaud, P., Baranyi Nicholls, S., López González, C., Ordáz, K.M., Baird, M., Gabster, A. (2023). “You are the first person to ask me how I’m doing sexually”: sexual and reproductive health needs and sexual behaviours among migrant people in transit through Panama. *Frontiers in Reproductive Health*, 5. <https://doi.org/10.3389/frph.2023.1157622>
- Pallister-Wilkins, P. (2017a). Humanitarian Rescue/Sovereign Capture and the Policing of Possible Responses to Violent Borders. *Global Policy*, 8(1), 19–24. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.12401>
- . (2017b). Humanitarian Borderwork. Dans C. Günay et N. Witjes (dir.). *Border Politics* (p.84-103). Springer.
- . (2018). Médecins Avec Frontières and the making of a humanitarian borderscape. *Environment and Planning D: Society and Space*, 36(1), 114–138. <https://doi.org/10.1177/0263775817740588>
- . (2020). Hotspots and the geographies of humanitarianism. *Environment and Planning D: Society and Space*, 38(6), 991–1008. <https://doi.org/10.1177/0263775818754884>
- . (2023). *Humanitarian Borders: Unequal Mobility and Saving Lives*. Verso.

- . (2024). Chapter 14: Humanitarian border policing. Dans M. Bosworth, K. Franko, M. Lee et R. Mehta (dir.), *Handbook on Border Criminology* (p.220-230). Edward Elgar Publishing.
- Pallister-Wilkins, P., Smeekes, J. (2021). The Dutch Border Security Team in Chios and the Intensification, Diversification and Deepening of Border Policing, Dans T. Fouskas (dir.), *Immigrants, Asylum Seekers and Refugees in Times of Crisis: An International Handbook on Migration and Refugee Studies, Management Policies and Governance* (p.273-296). EPLO.
- Papadopoulos, A. G., Chalkias, C, et Fratsea, L. M. (2013). Challenges to immigrant associations and NGOs in contemporary Greece, *Migration Letters*, 10(3), 342–358. <https://doi.org/10.59670/ml.v10i3.133>
- Pappier, J. et Yates, C. (2023). How the Treacherous Darién Gap Became a Migration Crossroads of the Americas. *Migration Policy Institute*. <https://www.migrationpolicy.org/article/darien-gap-migration-crossroads>
- Parker, N. et Adler-Nissen, R. (2012). Picking and Choosing the ‘Sovereign’ Border: A Theory of Changing State Bordering Practices. *Geopolitics*, 17(4), 773–796. <https://doi.org/10.1080/14650045.2012.660582>
- Parker, N. et Vaughan-Williams, N. (2012). Critical Border Studies: Broadening and Deepening the ‘Lines in the Sand’ Agenda. *Geopolitics*, 17(4), 727–733. <https://doi.org/10.1080/14650045.2012.706111>
- Pécoud, A. (2010). Informing migrants to Manage Migration? An Anlysis of IOM’s Information Campaigns, Dans M. Geiger, et A. Pécoud (dir.), *The Politics of International Migration Management, Migration, Diasporas and Citizenship* (p.184-201). Palgrave and Macmillan.
- . (2017). De la « gestion » au contrôle des migrations ? Discours et pratiques de l’Organisation internationale pour les migrations. *Critique internationale*, 76(3), 81-99. <https://doi.org/10.3917/cii.076.0081>.
- . (2018). Une nouvelle « gouvernance » des migrations ? Ce que disent les organisations internationales. *Mouvements*, 1(93). 41–50. <https://doi.org/10.3917/mouv.093.0041>
- Peña, S. (2023). From Territoriality to Borderscapes: The Conceptualisation of Space in Border Studies. *Geopolitics*, 28(2), 766–794. <https://doi.org/10.1080/14650045.2021.1973437>
- Perera, S. (2007). A Pacific zone? (In)security, sovereignty, and stories of the Pacific borderscape. Dans P. K. Rajaram et C. Grundy-Warr (dir.), *Borderscapes: Hidden geographies and politics and territory’s edge* (p.201-227). University of Minnesota Press.
- Pérez Gallardo, M. (2025, 14 mars). ¿Se cierra el Tapón del Darién?: Panamá anuncia la clausura de centros migratorios en la selva, *France 24*. <https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20250314-se-cierra-el->

[tap%C3%B3n-del-dari%C3%A9n-panam%C3%A1-anuncia-la-clausura-de-centros-migratorios-en-la-selva](#)

- Peterson, A. (2016). (2016, 7-10 septembre). Humanitarian Border Workers in Confrontation with the State's Performances of Sovereignty: The Death of the Most Generous Country on Earth. *Paper prepared for presentation at the ECPR Conference*, Prague, 1–15.
- Phillips, M. (2023). Advocates, Implementers or Allies? NGOs between Humanitarian Borderwork and Migration Management in Libya, *Journal of Intercultural Studies*, 44(1), 110–124.
- Porrás Cantons, A. S. (2023). Repensando la respuesta humanitaria a la crisis del Tapón del Darién en el marco de los ODS: el triple nexo humanitario en perspectiva. *Revista Análisis Jurídico-Político*, 5(10), 147–178.
- Poupart, J. (2012). L'entretien de type qualitatif : Réflexions de Jean Poupart sur cette méthode. *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 1(1), 60–71.
- Quesada, J. D. (2025, 13 mars). Panamá anuncia el cierre de la ruta del Tapón del Darién por la que han cruzado más de un millón de inmigrantes camino a Estados Unidos. El País. <https://elpais.com/america/2025-03-13/panama-anuncia-el-cierre-de-la-ruta-del-tapon-del-darién-por-la-que-han-cruzado-mas-de-un-millon-de-inmigrantes-camino-a-estados-unidos.html>
- Rajaram, P.K. et Grundy-Warr, C. (2007). *Borderscapes: Hidden Geographies and Politics at Territory's Edge*. University of Minnesota Press.
- Ramos, R., Tapia Ladino, M. (2024). Entre humanitarismo y seguridad: la reorganización del control fronterizo en Chile (2010-2022), *Estudios Fronterizos*, 25(154). <https://doi.org/10.21670/ref.2418154>
- Redfield, P. (2006). A Less Modest Witness: Collective Advocacy and Motivated Truth in a Medical Humanitarian Movement. *American Ethnologist*, 33(1), 3–26.
- Reid-Henry, S. M. (2014). Humanitarianism as Liberal Diagnostic: Humanitarian Reason and the Political Rationalities of the Liberal Will-to-care. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 39(3), 418–431. <https://www.jstor.org/stable/24582876>
- Rojas, V. (2025, 20 mars). *Éxodo Inverso: Miles de migrantes regresan desde Panamá tras el endurecimiento de Trump*. <https://www.midiario.com/nacionales/exodo-inverso-miles-de-migrantes-regresan-desde-panama-tras-el-endurecimiento-de-trump/>
- Rosière, S. et Jones, R. (2012). Teichopolitics: Re-considering globalisation through the role of walls and fences. *Geopolitics*, 17(1), 217–234. <https://doi.org/10.1080/14650045.2011.574653>
- Rumford, C. (2006). Theorizing Borders. *European Journal of Social Theory*, 9(2), 155–169. <https://doi.org/10.1177/1368431006063330>

- Rumford, C. (2008). Introduction: Citizens and Borderwork in Europe. *Space and Polity*, 12(1), 1–12. <https://doi.org/10.1080/13562570801969333>
- Runde, D., Bryja, T. (2024). *Mind the Darién Gap, Migration Bottleneck of the Americas*. Center for Strategic and International Crisis (CSIS). <https://www.csis.org/analysis/mind-darien-gap-migration-bottleneck-americas>
- Rupprecht, B. (2022). The Long Migration Route: Exploring Social Implications for asylees in the US and Policy Creation in transit countries as a result of Immigration Patterns of African and Haitian Asylum Seekers Traveling Through Latin America to the United States. *Capstone Collection*. <https://digitalcollections.sit.edu/capstones/3259>
- Sandoval, T. C. A. (2024). La migración por el tapón del Darién : entre la invisibilidad social y la exclusión. *Revista Latinoamericana de Derechos Humanos*, 35(2). <https://doi.org/10.15359/rldh.35-2.10>
- Sarrut, M. (2024). Une frontière aux multiples visages: Une ethnographie de la traversée migratoire de la jungle du Darién (frontière Colombie-Panama). *Multitudes*, 97(4), 72-80. <https://doi.org/10.3917/mult.097.sa08.art08>.
- Sarrut, M., Zuluaga, J. E. et Valenzuela Amaya, S. (2023). Briser le mythe de la « jungle qui tue » : analyse du rôle des intermédiaires dans la traversée du Darién (frontière Colombie-Panama). *Revue européenne des migrations internationales*, 39, 15–42. <https://doi.org/10.4000/remi.24401>
- Savoie-Zajc, L. (2021). L’entrevue semi-dirigée. Dans I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (7e éd., p.273-296). Presses de l’Université du Québec.
- Severiche, H. A., Casallas Méndez, O., Granados Pérez, M. I., Herrera Rojas, N., Perea Parra, C. (2019). *La cara de la migración de la que nadie está hablando: los impactos de la migración de tránsito en las regiones desgobernadas de Urabá y el Darién*. Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia. https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/FOTOS2020/2019_h_angulo_et_al_migracion_de_transito_en_uraba_y_darién.pdf
- Schapendonk, J. (2018). Navigating the migration industry: migrants moving through an African-European web of facilitation/control. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44(4), 663–679. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2017.1315522>
- Schapendonk, J. et Steel, G. (2014). Following Migrant Trajectories: The Im/Mobility of Sub-Saharan Africans en Route to the European Union, *Annals of the Association of American Geographers*, 104(2), 262–270. <https://www.jstor.org/stable/24537718>
- Schindel, E. (2019). Death by ‘nature’: The European border regime and the spatial production of slow violence. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 40, 428–446. <https://doi.org/10.1177/2399654419884948>

- Schlabach, C. (2020). *Torn between humanitarian ideals and U.S. pressure, Panama screens migrants from around the world*. Cronkite Borderlands Project. <file:///Users/danielabea/Zotero/storage/5TUG8YJK/humanitarian-flow-panama-migrants.html>
- Schmidtke, R. (2022). Llenar el vacío: apoyo humanitario y vías alternativas para los migrantes en la periferia de Colombia, *Refugees International*. <https://www.refugeesinternational.org/reports-briefs/after-the-darien-aid-and-pathways-for-migrants-in-panama-and-costa-rica/>
- Schmidtke, R. et Yates, C. (2024). After the Darién: Aid and Pathways for Migrants in Panama and Costa Rica, *Refugees International*. <https://www.refugeesinternational.org/reports-briefs/after-the-darien-aid-and-pathways-for-migrants-in-panama-and-costa-rica/>
- Shekhawat, S. et E. C. Del Re. (2018). *Women and borders: refugees, migrants and communities*. I.B. Tauris & Co. Ltd.
- Stefoni, C., Jaramillo, M., Bravo, A., Macaya-Aguirre, G. (2023). Colchane. La construcción de una crisis humanitaria en la zona fronteriza del norte de Chile. *Estudios Fronterizos*, 24. <https://doi.org/10.21670/ref.2302113>
- Servicio Nacional de Migración de Panamá (SNM). (2010-2019/2021/2022/2023/2024/2025). *Tránsito Irregular por Darién*. <https://www.migracion.gob.pa/wp-content/uploads/IRREGULARES-X-DARIEN-2024-1.pdf>
- Squire, V. (2014). Desert ‘trash’: Posthumanism, border struggles, and humanitarian politics. *Political Geography*, 39, 11–21. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2013.12.003>
- . (2016). Governing migration through death in Europe and the US: Identification, burial and the crisis of modern humanism. *European Journal of International Relations*, 23(3), 513–532. <https://doi.org/10.1177/1354066116668662>
- Stang, F. (2020). La frontera como intersticio. Reflexiones en torno a la violencia epistémica de las fronterizaciones. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, 28(59), 15–30. <https://doi.org/10.1590/1980-85852503880005902>
- Stundal, L., Leblang, D., Marcus, S., Amaral, J. (2024). *Does Immigration Policy Externalization Work? Examination of US Externalization Efforts in Central*. The Center for Growth and Opportunity, Utah State University. <https://www.thecgo.org/research/does-immigration-policy-externalization-work-examination-of-us-externalization-efforts-in-central-america/>
- TalCual. (2024, 18 décembre). Panamá: Migración por el Darién bajó un 41% en 2024 en comparación con 2023. *TalCual*. <https://talcualdigital.com/panama-estima-41-menos-de-migrantes-cruzo-el-darien-en-2024-en-comparacion-a-2023/>
- Tallis, B. (2023). Conceptualising the Borderscape. Dans *Identities, Borderscapes, Orders: Frontiers in International Relations* (p.15-60). Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-031-23249-7_2

- Tapia Ladino, M. (2017). Las fronteras, la movilidad y lo transfronterizo: Reflexiones para un debate. *Estudios fronterizos*, 18(37), 61–80. <https://doi.org/10.21670/ref.2017.37.a04>
- Tazzioli, M. (2019). Governing Migrant Mobility through Mobility: Containment and Dispersal at the Internal Frontiers of Europe. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 38(1) 3-19. <https://doi.org/10.1177/2399654419839065>
- Ticktin, M. (2006). Where Ethics and Politics Meet: The Violence of Humanitarianism in France. *American Ethnologist*, 33(1), 33–49. <http://www.jstor.org/stable/3805315>
- . (2011). The Gendered Human of Humanitarianism: Medicalising and Politicising Sexual Violence. *Gender & History*, 23(2), 250–265. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0424.2011.01637.x>
- . (2016). Thinking Beyond Humanitarian Borders, *Social Research: Borders and the Politics of Mourning*, 83(2), 255–271. <http://www.jstor.org/stable/44282188>
- The Guardian. (2024). *Panama to shut down Darién Gap route in deal that will see US pay to repatriate migrants*. <https://www.theguardian.com/world/article/2024/jul/02/panama-to-shut-down-darien-gap-migrants-usa>
- The White House. (2024, 4 juin). *FACT SHEET: President Biden Announces New Actions to Secure the Border*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2024/06/04/fact-sheet-president-biden-announces-new-actions-to-secure-the-border/>
- Torre, F. (2023). Mountain as an Ambivalent Transit Zone: Facing the Battleground of the Alpine Border Crossing. *Journal of Borderlands Studies*, 39(4), 637–655. <https://doi.org/10.1080/08865655.2023.2183425>
- UNHCR Operational Data Portal (ODP). (2023). *Darién Panama: Mixed Movements Protection Monitoring May 2023*. <https://data.unhcr.org/es/documents/details/100745>
- United Nations Network on Migration. (2022, 1er novembre). *Creación de una unidad de apoyo humanitario a migrantes dentro del Servicio Nacional de Fronteras de Panamá*. <https://migrationnetwork.un.org/es/practice/creacion-de-una-unidad-de-apoyo-humanitario-migrantes-dentro-del-servicio-nacional-de>
- Üstübici, A., İçduygu, A., Ergün, K., Ekhtiari, M., Cangönül, M., Thenot, E., Adhanom, T., Vlamis, C., Aslam, S., Fallon, A. (2023). Comparative experiences of transit migration management (MIGNEX Background Paper). Peace Research Institute Oslo. https://www.mignex.org/sites/default/files/2023-02/mbp-d081-comparative_experiences_transit_migration_v1_20230215.pdf
- Vallet, E. (2016). *Borders, Fences and Walls: State of Insecurity?* Routledge.

- Van Houtum, H. et Van Naerssen, T. (2002). Bordering, Ordering and Othering. *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 93(2), 125–136. <https://doi.org/10.1111/1467-9663.00189>
- Van Uhm, D. P., Grigore, A. G. (2021). Indigenous People, Organized Crime and Natural Resources: Borders, Incentives and Relations. *Critical Criminology*, 29, 487–503. <https://doi.org/10.1007/s10612-021-09585-x>
- Vaughan-Williams, N. (2015). “We are not animals!” Humanitarian border security and zoopolitical spaces in Europe. *Political Geography*, 45,1–10. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2014.09.009>
- Walters, W. (2006). Border/Control. *European Journal of Social Theory*, 9(2): 187-203. <https://doi.org/10.1177/1368431006063332>
- . (2010). Rezoning the global. Dans V. Squire (dir.), *The contested politics of mobility: Borderzones and irregularity*, 51-74, Routledge.
- . (2011). Foucault and frontiers: Notes on the birth of the humanitarian border. Dans U. Bröckling, S. Krasmann et T. Lemke (dir.), *Governmentality: Current issues and future challenges* (p.138-164). Routledge.
- Wihtol de Wenden, C. (2012). Globalization and International Migration Governance. In M. Geiger et A. Pécoud (dir.), *Migration Management and its Discontents* (p.75-88). IMIS Beiträge. <https://sciencespo.hal.science/hal-01024687v1>
- Williams, J. M. (2015). From Humanitarian Exceptionalism to Contingent Care: Care and Enforcement at the Humanitarian Border. *Political Geography*, 47, 11–20. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2015.01.001>
- . (2016). The Safety/Security Nexus and the Humanitarianisation of Border Enforcement. *The Geographical Journal*, 182(1), 27–37. <https://doi.org/10.1111/geoj.12119>
- Wilson, T.M. et Donnan, H. (2012). Borders and Border Studies. Dans T.M. Wilson and H. Donnan (dir.), *A Companion to Border Studies* (p.1-25).
- Winters, N. et Izaguirre, C. M. (2019). Es cosa suya: entanglements of border externalization and African transit migration in northern Costa Rica. *Comparative Migration Studies*, 7(27), 1–20. <https://doi.org/10.1186/s40878-019-0131-9>
- Yates, C. (2019). A Case Study in the Outsourcing of U.S. Border Control. *Criminal Justice & the rule of Law*. <https://www.lawfaremedia.org/article/case-study-outsourcing-us-border-control>
- . (2021). Haitian Migration through the Americas: A Decade in the Making. *Migration Policy Institute*. <https://www.migrationpolicy.org/article/haitian-migration-through-americas>

———. (2023). Inclusive counting: an essential but insufficient approach to account for missing migrants in Panama and Colombia's shared Darién Gap. *Journal of Ethnic and Migration Studies*. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2023.2212323>

Yates, C. et Bolter, T. (2021). Migración africana a través del continente americano: impulsores, rutas y respuestas normativas. *Migration Policy Institute*.
https://www.migrationpolicy.org/sites/default/files/publications/mpi-african-migration-americas-esp_final.pdf